

UNION POSTALE UNIVERSELLE

MANDATS DE POSTE
A R R A N G E M E N T

CHÈQUES POSTAUX
A R R A N G E M E N T

REMBOURSEMENTS
A R R A N G E M E N T

REVISÉS PAR LE CONGRÈS DE WASHINGTON 1989
ET ANNOTÉS PAR LE BUREAU INTERNATIONAL

4^e FASCICULE DU CODE ANNOTÉ

BERNE 1991

BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Note concernant l'impression des Actes annotés
du XX^e Congrès de Washington 1989**

Les caractères gras figurant dans les textes marquent les modifications (changements, additions ou suppressions de mots, de passages, de chiffres, de signes, etc.) par rapport aux Actes du Congrès de Hambourg 1984.

Toutefois, les Actes concernant les services financiers postaux ayant été profondément remaniés, il a été jugé préférable de ne pas marquer en caractères gras, dans le 4^e fascicule, les modifications par rapport aux textes du Congrès de Hambourg 1984.

Quant aux formules, elles sont toutes imprimées en caractères ordinaires.

SOMMAIRE

	Page
Abréviations	IV
Observations générales sur les Arrangements concernant les services financiers postaux	VIII
 <i>Arrangement concernant les mandats de poste</i>	
– Table des matières	1
– Arrangement et Règlement d'exécution	4
– Formules	49
– Protocole final du Règlement d'exécution	76
– Index alphabétique	77
 <i>Arrangement concernant le service des chèques postaux</i>	
– Table des matières	81
– Arrangement et Règlement d'exécution	86
– Formules	130
– Index alphabétique	143
 <i>Arrangement concernant les envois contre remboursement</i>	
– Table des matières	147
– Arrangement et Règlement d'exécution	149
– Formules	170
– Index alphabétique	189
 Autres décisions du Congrès de Washington 1989 en relation avec les Arrangements concernant les services financiers postaux	 193

ABRÉVIATIONS

I. Abréviations courantes

Note. – Les abréviations mentionnées ci-après n'ont été utilisées, en règle générale, que dans les formules et les annotations.

Adm. ou Administration	Administration postale
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
al.	alinéa
anc.	ancien
annot.	annotation
arbit.	arbitrage
Arr.	Arrangement
art.	article
BI	Bureau international de l'Union postale universelle
c	centime
CCD	Conseil de coopération douanière
CCEP	Conseil consultatif des études postales (Commission consultative des études postales jusqu'en 1969)
CCITT	Comité consultatif international télégraphique et téléphonique
CE	Conseil exécutif
CEL	Commission exécutive et de liaison
cf.	confer (se reporter à)
ch.	chiffre
Chèques	chèques postaux (Arrangement concernant le service des –)
circ.	circulaire
cm	centimètre
col.	colonne
Colis	colis postaux (Arrangement ou Règlement concernant les –)
Comm.	Commission
Comm. prép.	Commission préparatoire
Conf.	Conférence
Const. ou Constitution	Constitution de l'Union postale universelle
Conv. ou Convention	Convention postale universelle
corr.-avion	correspondances-avion
CTT	Commission technique du transit
dm	décimètre
Doc	Documents (des Congrès, des Conférences, du Conseil exécutif, etc.)
doc	document
fasc.	fascicule

form.	formule
fr	franc
g	gramme
h	heure
IATA	Association du transport aérien international
id.	idem
IICE	Institut international des caisses d'épargne
ISO	Organisation internationale de normalisation
Journal ou Revue	<i>Union Postale</i> (publication trimestrielle du Bureau international)
kg	kilogramme
km	kilomètre
lb (16 onces)	livre avoirdupois (453,59 grammes)
m	mètre
Mandats	mandats de poste (Arrangement ou Règlement concernant les –)
max.	maximum
min.	minimum
mm	millimètre
mn	minute (de temps)
N° ou n°	numéro
nouv.	nouveau
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations Unies
oz	once (28,3465 grammes) (16 ^e partie de la livre avoirdupois)
p.	page(s)
p. ex.	par exemple
par.	paragraphe
prop.	proposition
Prot. ou Protocole	Protocole final (de l'Acte respectif)
PTT	postes, télégraphes et téléphones
Rapp.	Rapport sur les activités de l'Union (jusqu'à 1952 Rapport de gestion), publié par le Bureau international
Recueil	Recueil de renseignements (concernant la Convention, les Arrangements, etc.), publié par le Bureau international
Règl. ou RE	Règlement d'exécution
Règl. gén.	Règlement général
rem.	remanié
Remboursements	envois contre remboursement (Arrangement ou Règlement concernant les –)
rev. gén.	revision générale de la Convention d'Ottawa 1957
Revue	voir sous Journal
S.-Comm. ou S.-C.	Sous-Commission

Abréviations

t	tonne
t-km	tonne-kilomètre ou tonne kilométrique (unité utilisée en matière de transport)
UIT	Union internationale des télécommunications
UPU ou Union	Union postale universelle
v.	voir
Virements	virements postaux

II. Abréviations conventionnelles spécifiées dans les Actes

1. Abréviations relatives aux formules:

AV	Poste aérienne
C	Convention
CP	Colis
MP	Mandats
R	Remboursements
VP	Chèques

2. Autres abréviations:

AI	avis d'inscription (Chèques, Règl., art. RE 309, par. 2)
AO	{ autres objets ou envois autres que les LC (Conv., art. 19, par. 1, lettre b), etc.)
A.R.	avis de réception (Conv., Règl., art. 138, par. 1, etc.)
DTS	Droit de tirage spécial (Conv., art. 9, etc.)
F	{ feuille d'avis (Conv., Règl., art. 167, par. 3) ou feuille de route (Colis, Règl., art. 122, par. 6)
FMI	Fonds monétaire international (Conv., art. 9, etc.)
Jx	journaux (Conv., Règl., art. 167, par. 1, lettre b))
LC	lettres et cartes postales (Conv., art. 19, par. 1, lettre a), etc.)
M	sac spécial d'imprimés pour le même destinataire (Conv., art. 19, par. 2, etc.)
M.P.	mandat à payer en main propre (Mandats, Règl., art. RE 1101, par. 3)
R	recommandé (Conv., Règl., art. 133, par. 5, etc.)
S.A.L.	courrier de surface transporté par la voie aérienne (Conv., art. 19, par. 4, etc.)
SV	sac vide (Conv., form. C 12 et AV 8)
T	taxe à payer (Conv., Règl., art. 142, par. 2, etc.)
T.m.	transit maritime (Conv., form. C 19)
T.P.	taxe perçue (Conv., art. 30, par. 1, lettre d))
T.t.	transit territorial (Conv., form. C 19)
V	valeur déclarée (Conv., Règl., art. 137, par. 1, lettre a), et Colis, Règl., art. 108, lettre c))

OBSERVATIONS GÉNÉRALES SUR LES ARRANGEMENTS CONCERNANT LES SERVICES FINANCIERS POSTAUX

Le présent fascicule comprend les textes annotés des Arrangements concernant:

- les mandats de poste;
- le service des chèques postaux;
- les envois contre remboursement.

Ces trois Arrangements ont été entièrement remaniés par le Congrès de Washington 1989. Les articles ont été regroupés par transaction, de sorte que les articles de l'Arrangement soient suivis immédiatement par ceux du Règlement d'exécution correspondants.

Une brève note historique sur chaque service figure au préambule de l'Arrangement correspondant.

En ce qui concerne l'appellation «services financiers postaux», le Conseil exécutif a proposé, à sa session de 1981 (résolution CE 1/1981), de la retenir pour désigner les activités postales internationales en matière d'opérations financières, en lieu et place de l'expression «articles d'argent» utilisée autrefois pour dénommer les services en question mais devenue désuète et imprécise. Le Congrès de Hamburg 1984 a entériné cette décision en adoptant les termes «services financiers postaux» pour désigner la Commission chargée de l'examen des propositions concernant les Arrangements susmentionnés.

Compte tenu de l'importance des services financiers postaux pour le développement économique des pays, le Congrès de Hamburg 1984, dans la résolution C 13, a réitéré l'appel lancé par ses prédécesseurs en faveur de la promotion de ces services, notamment de celui des mandats de poste (cf. annot. 2 au préambule des Mandats).

Par ailleurs, soucieux d'encourager le plus grand nombre possible d'Administrations à exécuter les services financiers encore utiles sur la base des Arrangements de l'UPU, le Congrès de Hamburg, par sa résolution C 10, complétée par la résolution C 81 et la décision C 28, a chargé le Conseil exécutif d'entreprendre une étude sur l'utilité des Arrangements en question et de procéder ensuite à la révision des Actes dont l'utilité serait établie, en vue de les actualiser, de les assouplir et de les alléger (cf. annot. 3 au préambule des Mandats).

Enfin, en exécution de l'article 7 de la Constitution, les montants exprimés dans les différents Arrangements en francs-or et centimes-or sont remplacés par le Droit de tirage spécial (DTS) du Fonds monétaire international (FMI).

Les décisions du Congrès de Washington autres que celles modifiant les Actes (résolutions, décisions, recommandations, vœux, etc.) qui touchent les services financiers postaux sont reproduites, dans leur ordre numérique, à la fin du présent fascicule.

Arrangement concernant les mandats de poste

Arrangement et Règlement d'exécution

- Formules

Protocole final du Règlement d'exécution

Arrangement concernant les mandats de poste (1)

Table des matières

Art.

1. *Objet de l'Arrangement*

2. *Différentes catégories de mandats de poste*

RE 201. Formules à l'usage du public

RE 202. Formules de mandats ordinaires et de versement

3. *Emission des mandats (monnaie, conversion, montant)*

RE 301. Etablissement des mandats ordinaires

RE 302. Etablissement des mandats de versement

RE 303. Etablissement des mandats ordinaires télégraphiques

RE 304. Etablissement des mandats de versement télégraphiques

RE 305. Mentions interdites ou autorisées

RE 306. Indication du montant

RE 307. Recommandation d'office

RE 308. Mandats adressés «Poste restante» ou à des personnes séjournant dans des hôtels ou pensions

RE 309. Versement des fonds. Récépissé

RE 310. Avis de paiement

RE 311. Avis d'inscription

RE 312. Remise par exprès

RE 313. Paiement en main propre

RE 314. Communication destinée au bénéficiaire

RE 315. Mandats de service

RE 316. Retrait. Modification ou correction d'adresse

1) Dans le présent Acte, les articles sont disposés de la manière suivante: articles de l'Arrangement suivis immédiatement de ceux du Règlement d'exécution correspondants.

4. *Taxes*

- RE 401. Indication de la taxe perçue
- RE 402. Taxe des mandats ordinaires télégraphiques

5. *Modalités d'échange*

- RE 501. Transmission des mandats ordinaires et de versement
- RE 502. Echanges au moyen de listes
- RE 503. Système d'échange mixte

6. *Païement des mandats*

- RE 601. Montant à payer
- RE 602. Paiement des mandats ordinaires
- RE 603. Transcription des télégrammes-mandats
- RE 604. Paiement des mandats ordinaires télégraphiques
- RE 605. Visa pour date
- RE 606. Remise par exprès
- RE 607. Endossement
- RE 608. Mandats impayés
- RE 609. Autorisation de paiement
- RE 610. Traitement des mandats irréguliers
- RE 611. Traitement des mandats ordinaires télégraphiques irréguliers
- RE 612. Mandats prescrits
- RE 613. Mandats égarés, perdus ou détruits après paiement

7. *Réexpédition*

- RE 701. Réexpédition
- RE 702. Réexpédition des mandats ordinaires et des mandats ordinaires télégraphiques
- RE 703. Réexpédition des mandats échangés au moyen de listes

8. *Réclamations*

- RE 801. Traitement des réclamations

9. *Responsabilité*

10. Rémunération de l'Administration de paiement

RE 1001. Rémunération de l'Administration de paiement

11. Etablissement des comptes

RE 1101. Etablissement des comptes mensuels pour les mandats ordinaires

RE 1102. Etablissement des comptes mensuels pour les mandats de versement

RE 1103. Etablissement des comptes mensuels pour les mandats échangés au moyen de listes

RE 1104. Etablissement des comptes mensuels pour les mandats ordinaires télégraphiques

RE 1105. Etablissement du compte général

12. Règlement des comptes

RE 1201. Règlement des comptes. Modes et délais de paiement

RE 1202. Acomptes

13. Dispositions finales

RE 1301. Application du Règlement d'exécution de la Convention

RE 1302. Renseignements à fournir par les Administrations

RE 1303. Mise à exécution et durée du Règlement d'exécution

Annexes

Formules: voir la «Liste des formules»

Protocole final du Règlement d'exécution
de l'Arrangement concernant les mandats de poste

Arrangement concernant les mandats de poste (1) (2) (3)

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3 (4), de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant: (5)

Règlement d'exécution (6) de l'Arrangement concernant les mandats de poste

Le Conseil exécutif, vu l'article 22, paragraphe 5, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, a arrêté les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste:

1) Note historique

Le Congrès de Berne 1874 a émis le vœu que le service des mandats de poste soit étendu, le plus possible, à tous les pays de l'Union. Par la suite, le BI a élaboré, en collaboration avec l'Adm. française, un projet d'Arr. concernant le service international des mandats de poste qui a été adopté par le Congrès de Paris 1878. Les bases fondamentales en étaient:

- montant maximal des mandats: 500 fr;
- liberté pour le pays d'origine de déterminer le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de destination;
- droit proportionnel à percevoir: 1 pour cent du mandat, partagé par moitié entre le pays expéditeur et le pays destinataire;
- adoption du système «carte» pour la transmission des mandats.

Le Congrès de Lisbonne 1885 a ajouté le mandat télégraphique. Le mandat de versement a été créé par le Congrès de Vienne 1964.

Le Congrès de Paris 1947, tout en maintenant le système «carte» pour la transmission des mandats, a introduit le système «liste» (v. annot. 1 à l'art. 2 de l'Arr.).

D'importantes modifications en matière de tarification ont été apportées par le Congrès de Lausanne 1974 qui a abandonné le principe du partage des taxes entre l'Adm. d'émission et l'Adm. de paiement (cf. art. 6 et 28 de l'Arr.).

Dans le cadre de la révision rédactionnelle des Arr. concernant les services financiers entreprise entre les Congrès de Bruxelles 1952 et d'Ottawa 1957, l'Arr. et son Règl. ont été remaniés. La révision a porté notamment sur:

- 1° le plan, pour lequel un ordre chronologique des opérations a été respecté;
- 2° l'uniformité du vocabulaire;
- 3° l'intégration dans l'Arr. des dispositions concernant les bons postaux de voyage, adoptées sous forme d'un supplément par le Congrès du Caire 1934.

2) Le service international des mandats de poste peut apporter une contribution importante à l'économie nationale, surtout dans les pays en développement; il est également le meilleur point de départ pour la création d'autres services financiers postaux. C'est pourquoi ce service a toujours été mis en exergue dans les différentes résolutions tendant à développer les services financiers postaux, à savoir:

- vœu MP 1 du Congrès de Vienne 1964 (III 649);
- résolution C 88 du Congrès de Tokyo 1969 (III 774);
- résolution C 12 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 (III 895).

A la suite d'une étude très fouillée effectuée en exécution de cette dernière résolution, le Congrès de Hambourg 1984 a adopté la recommandation C 13, qui demande:

- aux Adm. qui exécutent le service sur le plan national seulement d'accepter de payer les mandats de poste émis dans d'autres pays;
- à toutes les Adm. de prendre les mesures appropriées pour promouvoir le service des mandats.

3) La résolution C 10 du Congrès de Hambourg 1984 a chargé le CE de procéder à une révision quant au fond de tous les Arr. concernant les services financiers postaux.

Les résultats de l'étude du CE dans le cadre de cette résolution ont permis au Congrès de Washington 1989 de décider:

- a) de supprimer l'Arr. concernant les recouvrements, l'Arr. concernant le service international de l'épargne, l'Arr. concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques, les dispositions concernant les bons postaux de voyage dans l'Arr. concernant les mandats de poste, les dispositions sur les chèques postaux de voyage et celles sur le règlement par virement des valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux dans l'Arr. concernant le service des chèques postaux (v. résolution C 3 reproduite en annexe);
- b) de remanier complètement l'Arr. concernant les mandats de poste, l'Arr. concernant le service des chèques postaux et l'Arr. concernant les envois contre remboursement. Les Règl. concernant ces trois Arr. sont présentés d'une nouvelle manière, la numérotation des art. des Règl. et des Arr. étant liée.

4) Cette disposition est devenue l'art. 25, par. 4, depuis l'entrée en vigueur des Actes de Washington.

5) L'énumération des Pays-membres entre lesquels est conclu l'Arr. a été supprimée dans les préambules de tous les Actes par le Congrès de Vienne 1964 et fait l'objet d'une liste établie par le BI conformément à l'art. 112 du Règl. gén.

6) Les articles de ce Règl. sont désignés de la manière suivante: «Article RE ...».

Article premier

Objet de l'Arrangement

1. Le présent Arrangement régit l'échange des mandats de poste que les pays contractants conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques. (1)

2. Des organismes non postaux peuvent participer par l'intermédiaire de l'Administration postale à l'échange régi par les dispositions du présent Arrangement. Il appartient à ces organismes de s'entendre avec l'Administration postale de leur pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement et, dans le cadre de cette entente, pour exercer leurs droits et remplir leurs obligations en tant qu'organisations postales définies par le présent Arrangement; l'Administration postale leur sert d'intermédiaire dans leurs relations avec les Administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau international. (2)

1) L'échange réciproque doit être convenu entre les Adm. qui y sont disposées déjà pour la raison que toute une série de détails doivent être fixés avant de pouvoir pratiquer cet échange (Congrès de Londres 1929, I 1228).

2) Le Congrès de Washington 1989, en introduisant ce nouveau par., a admis que les organismes non postaux puissent participer à l'échange des mandats de poste, et ce par l'intermédiaire d'une Adm.

Article 2

Différentes catégories de mandats de poste (1)

1. Le mandat ordinaire

L'expéditeur remet des fonds au guichet d'un bureau de poste ou ordonne le débit de son compte courant postal et demande le paiement du montant en numéraire au bénéficiaire. Le mandat ordinaire est transmis par la voie postale. Le mandat ordinaire télégraphique est transmis par la voie des télécommunications.

2. Le mandat de versement

L'expéditeur remet des fonds au guichet d'un bureau de poste et demande l'inscription du montant au crédit du compte du bénéficiaire géré par la poste. Le mandat de versement est transmis par la voie postale. Le mandat de versement télégraphique est transmis par la voie des télécommunications.

3. Autres services

Les Administrations postales peuvent convenir, dans leurs relations bilatérales ou multilatérales, d'instaurer d'autres services dont les conditions sont à définir entre les Administrations concernées. (2)

1) On distingue désormais deux catégories de mandats de poste: le mandat ordinaire (qui comprend à la fois le mandat-carte et le mandat-liste) et le mandat de versement. Le mandat télégraphique est considéré comme un mandat ordinaire transmis par la voie des télécommunications. Les versements, qui s'effectuaient uniquement sur les comptes courants postaux, peuvent également l'être sur tout type de compte, y compris les comptes d'épargne et autres gérés par la poste (II Congrès/C 8 – Rapp. 1/Rev 1, prop. 6000.1).

2) Possibilité offerte par le Congrès de Washington 1989 aux Adm. d'instaurer, par la voie bilatérale ou multilatérale, d'autres services dont les conditions d'exécution sont à définir entre elles (II Congrès/C 8 – Rapp. 1/Rev 1, prop. 6000.1).

Article RE 201

Formules à l'usage du public (1)

En vue de l'application de l'article 11, paragraphe 4, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après: (2)

MP 1 (Mandat ordinaire international);

MP 1bis (Mandat ordinaire international photolisible);

MP 4 (Réclamation concernant un mandat international);

MP 12 (Mandat ordinaire international pour libellé mécanographique);

MP 12bis (Mandat ordinaire international photolisible pour libellé mécanographique);

MP 16 (Mandat de versement international);

MP 16bis (Mandat de versement international photolisible).

1) Cf. annot. 1 à l'art. 202 du Règl. de la Conv.

2) V. annot. 1 à l'art. 2 de l'Arr. des mandats.

Article RE 202

Formules de mandats ordinaires et de versement

1. Les mandats ordinaires sont établis sur une formule:

- soit en carton résistant de couleur rose conforme au modèle MP 1 ci-annexé;
- soit en papier résistant de fond blanc imprimé en rose et conforme au modèle MP 1bis ci-annexé. La partie inférieure de cette formule doit présenter une zone de lecture blanche de dimensions conformes à ce modèle.

2. Les mandats de versement sont établis sur une formule:

- soit en carton résistant de couleur jaune conforme au modèle MP 16 ci-annexé;
- soit en papier blanc résistant, avec impression du fond tramé en jaune et du texte en noir, conforme au modèle MP 16bis ci-annexé. La partie inférieure de cette formule doit présenter une zone de lecture blanche de dimensions conformes à ce modèle. (1)

3. Les Administrations qui conviennent d'accorder certaines facilités aux expéditeurs d'un nombre important de mandats ordinaires peuvent les autoriser à faire usage de formules conformes soit au modèle MP 12, soit au modèle MP 12bis ci-annexés.

4. Les caractéristiques techniques des formules MP 1bis, MP 12bis et MP 16bis et les renseignements concernant leur utilisation sont déposés au Bureau international. (2)

1) Nouvelle form. MP 16bis introduite par le Congrès de Washington 1989 pour donner aux Adm. qui le jugent nécessaire la faculté d'émettre des versements internationaux. Les mandats émis à l'aide de cette form. se prêtent aisément à la lecture optique et au traitement informatisé, à l'instar des form. MP 1bis et MP 12bis déjà introduites par le Congrès de Hamburg 1984.

2) Il est prévu pour ces form. le dépôt au BI de leurs caractéristiques techniques et des renseignements concernant leur utilisation selon les modalités prévues par la résolution C 24 du Congrès de Hamburg 1984 (v. lettre-circ. 3450.7(C)1129 du 31 janvier 1985 et II Congrès/C 8 – Rapp. 2, prop. 6916.91).

Article 3

Emission des mandats (monnaie, conversion, montant)

1. *Sauf entente spéciale, le montant du mandat est exprimé en monnaie du pays de paiement. (1)*

2. *L'Administration d'émission fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de paiement. (2) (3)*

3. *Le montant maximal d'un mandat ordinaire est fixé d'un commun accord entre les Administrations concernées. (4)*

4. *Le montant d'un mandat de versement est illimité. Toutefois, chaque Administration a la faculté de limiter le montant des mandats de versement que tout déposant peut ordonner soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée. (5)*

5. *Les mandats télégraphiques sont soumis aux dispositions du Règlement télégraphique (6) annexé à la Convention internationale des télécommunications.*

1) En temps de fluctuation sinon de dévalorisation de monnaies, il y a risque de perte. Le destinataire reçoit toujours, il est vrai, le montant nominal du mandat, libellé dans la monnaie légale de son pays. Mais si cette monnaie fléchissait après l'émission du mandat, ce montant subirait une moins-value intrinsèque.

2) Si la monnaie du pays d'émission est instable, l'Adm. de ce pays est exposée à une perte. Par mesure de précaution, elle déterminera le cours à payer par l'expéditeur en majorant le cours du jour d'un supplément plus ou moins élevé, propre à compenser les pertes de change. Le risque de perte est d'autant plus considérable que le décompte entre les Adm. et, par conséquent, le solde débiteur à transférer à l'Adm. créditrice sont connus seulement à la fin du mois suivant (art. 12 et RE 1201). «C'est une nécessité de premier ordre que de laisser à l'office tireur le droit de fixer le cours d'après lequel les sommes versées dans ses bureaux devront être payées aux destinataires. Cet office, en effet, devant rembourser à l'office payeur le montant desdites sommes, est seul intéressé à se prémunir contre les risques du change.» Exposé des motifs de l'avant-projet (Congrès de Paris 1878, 190).

3) Si le spéculateur est à même de savoir que le taux du versement laisse, par rapport à la monnaie payée au bénéficiaire, une marge de profit, l'Adm. d'émission, en première ligne, pourrait et devrait s'en apercevoir. Si elle manque à cette vigilance en n'élevant pas sans retard le taux de conversion, elle supportera en contrepartie les pertes (arbit. n° 12, annot. 5 à l'art. 32 de la Const.). Toutefois, si l'Adm. de

destination peut conclure, d'un afflux anormal de mandats, qu'il y a, dans le pays d'émission, spéculation sur la différence du change, elle aura soin d'en aviser l'Adm. d'émission (Congrès de Stockholm 1924, II 591). Mais son intervention dans ce moment aura pour seul effet de mettre fin à un état anormal. En revanche, il ne sera plus possible de revenir sur les opérations spéculatives qui ont déjà pu être réalisées.

4) Pour plus de flexibilité en matière de montant maximal à l'émission, le Congrès de Washington 1989 a décidé de laisser aux Adm. le soin de fixer ce montant, qui était de 2286,83 DTS selon l'Arr. du Congrès de Hambourg 1984, sur la base d'accords bilatéraux (II Congrès/C 8 – Rapp. 1/Rev 1, prop. 6000.1).

5) Cf. art. RE 302 de l'Arr. des chèques.

6) Le «Règlement télégraphique» s'intitule désormais le «Règlement des télécommunications internationales» (Assemblée plénière du CCITT – Melbourne, nov. 1988).

Article RE 301

Etablissement des mandats ordinaires

1. Les mandats ordinaires sont libellés en caractères latins et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvées. (1) (2) Les inscriptions sont faites à la main, si possible en caractères d'imprimerie, (3) ou à la machine. Les inscriptions au crayon ne sont pas admises.

2. Lorsque les mandats sont établis selon un procédé mécanographique, la signature manuscrite de l'agent ou l'apposition d'un indicatif chiffré pouvant la remplacer ne sont pas obligatoires.

3. Les formules MP 12 et MP 12bis doivent, à l'exception des indications de service, être remplies intégralement à la machine.

4. L'adresse des mandats doit être libellée de façon à déterminer nettement le bénéficiaire; (4) les adresses abrégées et les adresses télégraphiques ne sont pas admises.

1) L'Adm. d'émission reste libre de prescrire la ou les langues dans lesquelles pourront être libellés les mandats (Congrès du Caire 1934, II 427), sous réserve, toutefois, de l'emploi de chiffres arabes et de caractères latins et étant entendu que les Adm. peuvent convenir d'adopter un autre mode de procéder dans leurs relations réciproques (Congrès de Londres 1929, II 501).

2) En vue d'éviter que le même numéro d'émission se répète le même jour, les bureaux, suivant l'importance de leur trafic, devraient être pourvus de séries de numéros assez fortes (Congrès de Rome 1906, II 490).

3) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979, constatant que l'invitation à libeller les inscriptions manuscrites «en caractères d'imprimerie» est souvent perdue de vue, a émis le vœu C 22 pour que les Adm. interviennent auprès des usagers dans ce sens (III 900).

4) La transcription des caractères latins en caractères du pays de destination peut être utile (Congrès de Stockholm 1924, I 447, prop. de la Chine; II 596).

Article RE 302

Etablissement des mandats de versement (1)

1. Une Administration qui n'a pas encore créé de service des chèques postaux peut participer à l'émission des mandats de versement.
2. En ce qui concerne le libellé, les dispositions de l'article RE 301, paragraphe 1, s'appliquent par analogie aux mandats de versement.
3. L'adresse des mandats de versement comporte le nom patronymique ou la raison sociale du bénéficiaire, le numéro de son compte courant postal précédé des mots «compte courant postal» ou de l'abréviation «CCP» et de la désignation du bureau de chèques postaux détenteur du compte courant postal du bénéficiaire.

1) Cf. annot. 1 à 3 à l'art. RE 301.

Article RE 303

Etablissement des mandats ordinaires télégraphiques

1. Pour tout mandat ordinaire télégraphique, le bureau de poste d'émission établit un télégramme-mandat adressé directement au bureau de poste de paiement. Les télégrammes-mandats sont rédigés en français, sauf entente spéciale, et libellés invariablement dans l'ordre ci-après: (1)

La partie «Adresse» contient:

- POSTFIN (le cas échéant précédé de l'indication de service télégraphique URGENT et suivi d'autres indications de service télégraphiques);
- les indications de service postales, s'il y a lieu (AVIS PAIEMENT et PAIEMENT MAIN PROPRE);
- nom du bureau de poste de paiement.

La partie «Texte» contient:

- MANDAT, suivi du numéro postal d'émission;
- nom du bureau de poste d'émission, son numéro caractéristique (2) s'il y a lieu et nom du pays d'origine;
- nom de l'expéditeur;
- montant de la somme à payer;
- désignation exacte du bénéficiaire, de sa résidence et, si possible, de son domicile, de façon que l'ayant droit soit nettement déterminé;
- communication particulière (le cas échéant).

2. Le nom patronymique d'un bénéficiaire, même s'il est accompagné d'un prénom, doit être précédé d'un des mots «Monsieur», «Madame» ou «Mademoiselle», à moins que cette indication ne fasse double emploi avec celle d'une qualité, d'un titre, d'une fonction ou d'une profession permettant de déterminer nettement l'ayant

droit; ni l'expéditeur ni le bénéficiaire ne peuvent être désignés par une abréviation ou un mot conventionnels.

3. Lorsque plusieurs mandats ordinaires télégraphiques sont émis simultanément par le même expéditeur au nom d'un même bénéficiaire, un seul télégramme-mandat peut être envoyé si l'Administration de destination l'admet; dans ce cas, le numéro d'émission est indiqué de la manière suivante: «Mandats 201–203» (3) et la somme globale à payer comporte le détail du montant de chaque mandat.

4. Lorsque la localité où se trouve le bureau de poste de paiement n'est pas pourvue d'un bureau télégraphique, le télégramme-mandat doit porter l'indication du bureau de poste de paiement et celle du bureau télégraphique qui le dessert. Lorsqu'il y a doute quant à l'existence d'un bureau télégraphique dans la localité de paiement ou lorsque le bureau télégraphique qui la dessert ne peut être indiqué, le télégramme-mandat doit porter soit le nom de la subdivision territoriale, soit celui du pays de paiement, soit ces deux indications ou toute autre précision jugée suffisante pour l'acheminement du télégramme-mandat.

5. Le nom de la résidence du bénéficiaire peut être omis s'il est le même que celui du bureau de paiement. Quand les mandats ordinaires télégraphiques sont adressés «poste restante» ou «télégraphe restant», ces mots (ou leur équivalent dans une langue du pays de destination) doivent figurer dans le texte du télégramme-mandat après la désignation du bénéficiaire.

6. La somme est exprimée de la façon suivante: nombre entier d'unités monétaires en chiffres, puis en toutes lettres, nom de l'unité monétaire également en toutes lettres et, le cas échéant, fraction d'unité en chiffres. (4)

7. Lorsque les Administrations conviennent d'utiliser un moyen de télécommunication autre que le télégraphe pour transmettre les mandats ordinaires télégraphiques, elles en déterminent les modalités d'utilisation. (5)

1) Une étroite collaboration s'impose entre l'UPU et l'UIT pour harmoniser les prescriptions concernant les télégrammes des services financiers postaux. De ce fait, le libellé de ces télégrammes a été modifié à plusieurs reprises pour l'adapter à la recommandation F.1 de l'UIT relative à l'exploitation du service public international des télégrammes.

Ainsi, sur prop. du CCITT, soucieux de rationaliser le service des télégrammes, le Congrès de Hambourg 1984 a introduit dans les Actes de l'UPU la seule indication de service télégraphique «POSTFIN» pour tous les télégrammes des services financiers postaux. Ce terme figure désormais dans la partie «Adresse» du télégramme, l'indication «MANDAT» (le cas échéant «VIREMENT») étant placée à la première ligne de la partie «Texte» du télégramme (Congrès de Hambourg 1984, II 552, 607 et 608, prop. 6530.4, 6543.3 et 7518.3).

En même temps, étant donné que la nouvelle édition de la recommandation F.1 (chapitre X, chiffre 1) entre en vigueur le 1^{er} octobre 1985, le Congrès de Hambourg 1984, par ses résolutions C 11 et C 12, a recommandé aux Adm. d'appliquer les nouvelles prescriptions à la même date.

2) Par «numéro caractéristique» d'un bureau, il convient d'entendre le numéro qui sert à distinguer plusieurs bureaux d'une même localité (p. ex. Berne 16, Bruxelles 4, Paris 78).

3) L'expression «Mandats 201–203» n'est citée qu'à titre d'exemple (Congrès d'Ottawa 1957, II 759).

4) Dans un but d'actualisation et de simplification des règles d'exécution du service des mandats télégraphiques, le CCITT de l'UIT a décidé de supprimer le collationnement du montant des mandats télégraphiques à partir du 1^{er} janvier 1989. Suite à cette mesure, le Congrès de Washington 1989 a décidé de réintroduire dans ce par., l'indication du montant des mandats et le nom de l'unité monétaire en toutes lettres.

Cependant, les Actes du CCITT concernant cette disposition sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 1989, ceux de l'UPU le 1^{er} janvier 1991. Un accord est alors intervenu entre les deux organisations afin de permettre aux Adm. d'assurer leurs services respectifs dans les meilleures conditions possible. Ainsi, le Congrès a-t-il décidé que la date du 1^{er} juillet 1990 serait celle d'entrée en vigueur effective, tant pour les services des télécommunications que pour ceux de la poste (II Congrès/C 8 – Rapp. 2, prop. 6000.2 et 6000.1; v. également décision C 51/1989 reproduite en annexe).

5) Par. introduit par le Congrès de Washington 1989 afin de prévoir des modalités d'exécution différentes pour l'échange de mandats ordinaires télégraphiques par un moyen de télécommunication autre que le télégraphe (II Congrès/C 8 – Rapp. 2, prop. 65 0303.1).

Article RE 304

Etablissement des mandats de versement télégraphiques (1)

1. Pour tout mandat de versement télégraphique, le bureau de poste d'émission établit un télégramme-mandat adressé directement au bureau de chèques postaux qui tient le compte courant postal du bénéficiaire. Les télégrammes-mandats sont rédigés en français, sauf entente spéciale, et libellés invariablement dans l'ordre ci-après:

La partie «Adresse» contient:

- POSTFIN (le cas échéant précédé de l'indication de service télégraphique URGENT et suivi d'autres indications de service télégraphiques); (2)
- l'indication de service postale, s'il y a lieu (AVIS INSCRIPTION);
- nom du bureau de chèques postaux de destination.

La partie «Texte» contient:

- MANDAT, suivi du numéro postal d'émission;
- nom du bureau de poste d'émission, son numéro caractéristique s'il y a lieu et nom du pays d'origine;
- nom de l'expéditeur;
- montant de la somme à porter au crédit du compte courant postal du bénéficiaire;
- désignation exacte du bénéficiaire et du numéro de son compte courant postal précédé des initiales CCP;
- communication particulière (le cas échéant).

2. Les dispositions des paragraphes 2, 3, 6 et 7 de l'article RE 303 sont applicables à l'établissement des mandats de versement télégraphiques.

1) V. annot. 1 à l'art. RE 303 en ce qui concerne le libellé des télégrammes des services financiers postaux.

2) L'indication de service télégraphique «LT» est supprimée, dans la partie adresse, lors de l'établissement des mandats ordinaires télégraphiques et des mandats de versement télégraphiques, par le Congrès de Washington 1989 pour être en conformité avec la réglementation du CCITT (II Congrès/C 8 – Rapp. 1/ Rev 1, prop. 6000.1).

Article RE 305

Mentions interdites ou autorisées

Il est interdit de consigner sur les mandats d'autres mentions que celles que comporte la contexture des formules, à l'exception des indications de service telles que «Service des postes», «Ne payer qu'en main propre», «Avis de paiement», «Par avion», «Par exprès»; toutefois, l'expéditeur a le droit d'inscrire au recto ou au verso du coupon une communication particulière, ainsi qu'il est prévu à l'article RE 314.

Article RE 306

Indication du montant

1. Le montant des mandats et le nom de l'unité monétaire doivent être indiqués en toutes lettres dans la langue prescrite par l'Administration d'émission. Le montant en lettres peut être exprimé chiffre par chiffre écrits isolément. Le montant est aussi indiqué en chiffres et, si cela est nécessaire, avec l'abréviation du nom de l'unité monétaire en principe conforme à la norme internationale ISO 4217. Dans la somme en chiffres, les fractions d'unité monétaire sont exprimées au moyen de deux (ou trois) chiffres, y compris les zéros, correspondant respectivement aux dixièmes, centièmes (et millièmes). Dans la somme en lettres, où leur répétition n'est pas obligatoire, elles peuvent être exprimées en chiffres, à la suite du libellé du nombre d'unités monétaires. (1) (2)

2. L'indication en toutes lettres du montant des mandats MP 1, MP 1bis, MP 12, MP 12bis, MP 16 et MP 16bis peut être remplacée par une indication chiffrée fournie par un protectographe et précédée d'un signe autre qu'un chiffre ou une lettre. Dans ce cas, le montant à payer n'est indiqué qu'une seule fois dans le corps du titre. Les caractères utilisés doivent avoir des dimensions telles que ces caractères ne prêtent pas à confusion.

1) Le Congrès de Hamburg 1984, en adoptant la nouvelle rédaction de ce par., a supprimé l'obligation d'indiquer les fractions d'unité monétaire dans la somme en lettres ainsi que la référence aux monnaies non fondées sur le système décimal. Il a également admis la possibilité d'inscrire le montant chiffre par chiffre, écrits isolément. Ainsi, le montant 1850 s'écrirait «un/huit/cinq/zéro» au lieu de «mille huit cent cinquante». Cette nouvelle forme d'inscription est destinée à faciliter le travail des guichets, en simplifiant la vérification du montant au moment du paiement, et surtout à alléger la tâche de programmation destinée aux imprimantes rapides (II 563, 628 et 630, prop. 8503.1).

2) Afin de garantir un min. d'uniformité et de clarté dans l'indication abrégée de l'unité monétaire, le Congrès de Washington 1989 a adopté la norme ISO 4217 (II Congrès/C 8 – Rapp. 2, prop. 65 0307.1).

Article RE 307

Recommandation d'office

Les Administrations peuvent s'entendre sur le montant à partir duquel les mandats qu'elles émettent sont soumis à la recommandation d'office. (1)

1) Le Congrès de Washington 1989 a supprimé le montant min. de 98,01 DTS à partir duquel peut avoir lieu la recommandation d'office, afin de tenir compte des particularités des Adm. en matière de sécurité, en leur laissant la liberté de fixer cette limite.

Article RE 308

Mandats adressés «Poste restante» ou à des personnes séjournant dans des hôtels ou pensions (1)

Pour les mandats adressés «Poste restante» ou à des personnes séjournant provisoirement dans des hôtels, pensions et autres lieux publics d'hébergement, les Administrations conviennent entre elles du montant à partir duquel ces mandats doivent être soit soumis à la recommandation d'office, soit transmis par la voie des télécommunications.

1) V. annot. 1 à l'art. RE 307.

Article RE 309

Versement des fonds. Récépissé

1. Chaque Administration détermine la forme (1) dans laquelle l'expéditeur d'un mandat verse les fonds à transférer.
2. Un récépissé portant le numéro du mandat (2) est délivré gratuitement (3) à l'expéditeur au moment du versement des fonds.

1) «Forme» veut dire ici «classe de monnaie» dans laquelle le montant doit être versé (Congrès de Londres 1929, I 1140 et 1617, prop. 1231).

2) L'obligation de porter le numéro du mandat sur le récépissé délivré a été introduite par le Congrès de Lausanne 1974 pour faciliter les recherches en cas de réclamation (II 1558, prop. 6005.1).

3) Le récépissé ne doit être soumis à aucun droit, ni postal, ni fiscal (Congrès de Londres 1929, II 490).

Article RE 310

Avis de paiement

1. L'expéditeur d'un mandat peut demander à être avisé du paiement. L'article 55, paragraphe 1, de la Convention est applicable aux avis de paiement.
2. Les mandats avec avis de paiement doivent porter en tête du recto, en caractères très apparents, la mention «Avis de paiement».
3. Les Administrations dont la réglementation ne permet pas l'emploi de la formule jointe par l'Administration d'émission sont autorisées à établir l'avis de paiement sur une formule de leur propre service.
4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de paiement qui ne lui est pas parvenu dans les délais normaux, il n'est perçu ni une deuxième taxe, ni la taxe prévue à l'article 47 de la Convention pour les réclamations.

Article RE 311

Avis d'inscription

Dans les relations entre pays dont les Administrations se sont mises d'accord, le déposant d'un mandat de versement peut demander à recevoir avis de l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire. L'article 55 de la Convention est applicable aux avis d'inscription.

Article RE 312

Remise par exprès

Sous réserve de l'article RE 606, l'expéditeur d'un mandat ordinaire peut demander que la remise des fonds, du titre ou de l'avis d'arrivée soit effectuée à domicile par exprès dès l'arrivée du mandat; dans ce cas, l'article 35 de la Convention est applicable.

Article RE 313

Paiement en main propre

1. Dans les relations avec les pays qui admettent le paiement en main propre, l'expéditeur d'un mandat ordinaire peut demander, par une mention portée sur la formule, que le paiement ait lieu exclusivement entre les mains et sur acquit personnel du bénéficiaire. Le paiement peut avoir lieu au profit d'un mandataire spécialement désigné selon les règles juridiques en vigueur dans le pays de destination lorsque le bénéficiaire est dans l'incapacité de se déplacer ou de donner son acquit. (1) L'expéditeur demandant le paiement d'un mandat en main propre

acquitte une taxe spéciale égale à celle qui est prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre t), de la Convention.

2. Les mandats à remettre en main propre doivent porter au recto et au verso, en caractères très apparents, la mention «Ne payer qu'en main propre».

1) Facultés accordées au public par le Congrès de Hamburg 1984 (II 608 et 612, prop. 6009.2).

Article RE 314

Communication destinée au bénéficiaire

Le verso du coupon ou une partie déterminée du recto peuvent être utilisés pour une communication particulière destinée au bénéficiaire du mandat. Si l'Administration d'origine a informatisé le traitement des mandats, elle peut limiter cette communication à 80 caractères ou moins. (1) Sur les mandats échangés au moyen de listes, (2) seules des références sont admises.

1) En raison de l'informatisation croissante des opérations de dépôt des mandats de poste ainsi qu'en fonction de l'instauration de la télétransmission des données entre Adm., il est permis à une Adm. de limiter au strict min. la possibilité offerte à sa clientèle de mentionner des communications sur les titres de l'espèce: 80 caractères ou moins pour couvrir les besoins du public en la matière (II Congrès/C 8 – Rapp. 2, prop. 65 0315.1).

2) Les mots «mandats-listes» sont remplacés par «mandats échangés au moyen de listes» (II Congrès/C 8 – Rapp. 1/Rev 1, prop. 6000.1).

Article RE 315

Mandats de service

Les mandats de service doivent porter au recto la mention «Service des postes» ou une mention analogue.

Article RE 316

Retrait. Modification ou correction (1) d'adresse

1. L'expéditeur d'un mandat peut, aux conditions fixées à l'article 38 de la Convention, le faire retirer du service, en faire modifier ou corriger l'adresse aussi longtemps que le titre ou les fonds n'ont pas été remis au bénéficiaire.

2. Toute demande de retrait, de modification ou de correction d'adresse par voie postale est établie sur une formule conforme au modèle MP 4 ci-annexé.

3. Toute demande de retrait, de modification ou de correction d'adresse par voie télégraphique doit être confirmée, par le premier courrier, au moyen d'une demande postale. La formule MP 4 est revêtue en tête de la mention «Confirmation de la demande télégraphique du ...» soulignée en rouge; le bureau de paiement retient le mandat jusqu'à la réception de cette confirmation.

4. L'Administration de paiement peut toutefois, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de retrait, de modification ou de correction d'adresse sans attendre la confirmation postale.

5. Par dérogation à l'article 148 du Règlement d'exécution de la Convention, les demandes de retrait, de modification ou de correction d'adresse MP 4 relatives aux mandats échangés au moyen de listes sont envoyées au bureau d'échange du pays de paiement par l'intermédiaire du bureau d'échange du pays d'émission.

1) Le Congrès de Washington 1989 a ajouté le mot «correction» pour mettre la disposition de cet art. en conformité avec l'intitulé de l'art. 37 de l'Arr. des colis.

Article 4

Taxes

1. *L'Administration d'émission détermine librement, sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 ci-après, la taxe à percevoir au moment de l'émission. A cette taxe principale, elle ajoute, éventuellement, les taxes afférentes à des services spéciaux (demande d'avis de paiement ou d'inscription, de remise par exprès, etc.).*

2. *Le montant de la taxe principale d'un mandat ordinaire ne peut pas excéder 22,86 DTS. (1)*

3. *La taxe d'un mandat de versement doit être inférieure à la taxe d'un mandat ordinaire de même montant.*

4. *Les mandats échangés, par l'intermédiaire d'un pays partie au présent Arrangement, entre un pays contractant et un pays non contractant peuvent être soumis, par l'Administration intermédiaire, à une taxe supplémentaire et proportionnelle de 1/4 pour cent, mais au minimum de 0,82 DTS et au maximum de 1,63 DTS, prélevée sur le montant du titre; cette taxe peut toutefois être perçue sur l'expéditeur et attribuée à l'Administration du pays intermédiaire si les Administrations intéressées se sont mises d'accord à cet effet. (2)*

5. *Les taxes facultatives suivantes peuvent être perçues sur le bénéficiaire:*

- a) une taxe de remise, lorsque le paiement est effectué à domicile;*
- b) une taxe, lorsque le montant est inscrit au crédit d'un compte courant postal;*

- c) éventuellement, la taxe de visa pour date prévue à l'article 6, paragraphe 4;
- d) la taxe visée à l'article 26, paragraphe 1, lettre e), de la Convention, lorsque le mandat est adressé «Poste restante»;
- e) éventuellement, la taxe complémentaire d'express.

6. Si des autorisations de paiement sont exigibles en vertu des dispositions du Règlement d'exécution du présent Arrangement, et si aucune faute de service n'a été commise, une taxe d'«autorisation de paiement» égale à celle que prévoit l'article 26, paragraphe 1, lettre o), de la Convention peut être perçue sur l'expéditeur ou sur le bénéficiaire, sauf si cette taxe a déjà été perçue pour la réclamation ou l'avis de paiement.

7. Les mandats, tant à l'émission qu'au paiement, ne peuvent être soumis à aucune taxe ou à aucun droit autres que ceux qui sont prévus par le présent Arrangement.

8. Sont exonérés de toutes taxes les mandats relatifs au service postal échangés dans les conditions prévues à l'article 16 de la Convention.

1) Afin d'aboutir à des taxes moins élevées pour les usagers et faire face ainsi à la concurrence bancaire, le Congrès de Lausanne 1974 a apporté une réforme importante à la tarification des mandats. A cet effet, il a abandonné le système du partage des taxes introduit au Congrès de Paris 1878, d'après lequel les taxes perçues à l'émission étaient déterminées par les rémunérations (jugées excessives) attribuées à l'Adm. de paiement, en instituant la libre détermination des taxes, sous réserve d'une limite max. (II 1488 à 1491, prop. 6006.1 et 6006.2/Rev). Ce max., fixé initialement à 20 fr, a été porté à 30 fr par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1708, prop. 6006.1) et à 45 fr par le Congrès de Hambourg 1984 (Congrès de Hambourg 1984, II 555 et 607, prop. 6006.2). Cette même taxe a été portée à 22,86 DTS par le Congrès de Washington 1989 (II Congrès /C 8 – Rapp. 1/Rev 1, prop. 6000.1).

2) Le principe de la rémunération de l'Adm. intermédiaire a été admis au Congrès de Washington 1897, la possibilité de percevoir cette taxe sur l'expéditeur ayant été adoptée au Congrès de Paris 1947 (II 747 et 748, prop. 625) et quantifiée – sous forme de pourcentage – au Congrès de Vienne 1964 (II 1268, prop. 8070). Le Congrès de Lausanne 1974 a ajouté des montants min. et max., respectivement de 1 fr et de 2 fr (II 1491, prop. 6006.1 et 6006.2/Rev), montants relevés par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 à 1,50 fr et 3 fr (II 1708, prop. 6006.3) et par le Congrès de Hambourg 1984 à 2,50 fr et 5 fr (II 555 et 607, prop. 6006.2).

Article RE 401

Indication de la taxe perçue

L'indication, sur le mandat, de la taxe perçue sur l'expéditeur n'est pas obligatoire. Le cas échéant, cette indication se fait soit par l'application de timbres-poste, soit par l'inscription de la taxe perçue à l'emplacement prévu sur les formules MP 1, MP 1bis, MP 12, MP 12bis, MP 16 et MP 16bis.

Article RE 402

Taxe des mandats ordinaires télégraphiques

En sus de la taxe postale, l'expéditeur d'un mandat ordinaire télégraphique paie la taxe du télégramme, y compris éventuellement celle d'une communication particulière destinée au bénéficiaire.

Article 5

Modalités d'échange

1. *L'échange par la voie postale s'opère, au choix des Administrations, soit au moyen de mandats ordinaires ou de versement, directement entre bureau d'émission et bureau de paiement, soit au moyen de listes par l'intermédiaire de bureaux dits «bureaux d'échange» désignés par l'Administration de chacun des pays contractants. (1) (2)*

2. *L'échange par la voie télégraphique s'opère par télégramme-mandat adressé directement au bureau de paiement. Toutefois, les Administrations concernées peuvent également convenir d'utiliser un moyen de télécommunication autre que le télégraphe pour la transmission des mandats télégraphiques.*

3. *Les Administrations peuvent aussi convenir d'un système d'échange mixte, si l'organisation interne de leurs services respectifs l'exige. Dans ce cas, l'échange s'opère au moyen de cartes directement entre des bureaux de poste de l'une des Administrations et le bureau d'échange de l'Administration correspondante. (3)*

4. *Les mandats prévus aux paragraphes 1 et 3 peuvent être présentés au pays destinataire sur bandes magnétiques ou sur tout autre support convenu entre les Administrations. Les Administrations de destination peuvent utiliser des formules de leur régime intérieur en représentation des mandats émis. Les conditions d'échange sont alors fixées dans des conventions particulières adoptées par les Administrations concernées. (4)*

5. *Les Administrations peuvent convenir d'utiliser des moyens d'échange autres que ceux prévus aux paragraphes 1 à 4.*

1) Système «carte» et système «liste». Ces deux systèmes, différant surtout par le mode de transmission des mandats, peuvent être résumés comme suit:

a) dans l'un, la form. de mandat, nommée carte, après avoir été remplie par l'expéditeur, est transmise par le bureau d'émission au bureau destinataire, pour paiement du montant au bénéficiaire;

- b) dans l'autre, adopté par le Congrès de Paris 1947 (II 746 et 747, prop. 623), la form. remplie par l'expéditeur est envoyée par le bureau d'émission au bureau d'échange de son Adm. Celui-ci inscrit tous les mandats émis le même jour et destinés à un pays déterminé sur une liste qu'il transmet au bureau d'échange du pays destinataire. Là, les mandats sont retranscrits sur des form. distinctes qui sont envoyées soit aux bureaux payeurs à l'intention des destinataires, soit directement aux bénéficiaires, lesquels présentent alors leurs titres aux guichets des bureaux tirés.
- 2) Le Congrès de Washington 1989 a introduit le terme de «mandat ordinaire», qui correspond à la fois au mandat-carte et au mandat-liste (v. annot. 1 à l'art. 2 de l'Arr.).
- 3) Disposition introduite par le Congrès de Hambourg 1984 pour permettre le transfert des fonds par la poste entre pays pratiquant des modes d'échange différents: mandats-cartes et mandats-listes (II 556, 608 et 611, prop. 6002.1).
- 4) Disposition facultative introduite par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, qui étend aux mandats de poste le système déjà utilisé par le service des chèques postaux pour la transmission des ordres de paiement; les mandats ainsi transmis peuvent être établis à l'arrivée sur des form. du régime intérieur (II 1708, prop. 6002.1).

Article RE 501

Transmission des mandats ordinaires et de versement

Les mandats ordinaires et de versement sont transmis par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et, sauf entente spéciale, à découvert. Ils sont insérés dans les dépêches de la manière prescrite à l'article 161, paragraphes 2 à 6, ou à l'article 164 du Règlement d'exécution de la Convention, suivant qu'ils sont ou ne sont pas recommandés d'office.

Article RE 502

Echanges au moyen de listes

1. Transmission de mandats ordinaires et de versement

1.1 La transmission des mandats entre le bureau d'émission et le bureau d'échange du pays d'émission ou entre le bureau d'échange du pays de paiement et le bureau de paiement s'effectue au moyen de formules que chacune des Administrations intéressées détermine selon ses propres convenances.

1.2 Entre bureaux d'échange de pays différents, la transmission s'effectue selon les règles ci-après:

- 1.2.1 chaque bureau d'échange établit, journellement ou à des dates convenues, des listes conformes au modèle MP 2 ci-annexé, récapitulant les mandats déposés dans son pays pour être payés dans un autre. Les mandats de versement sont transmis au moyen d'une liste spéciale MP 2 intitulée «Mandats de versement»;

- 1.2.2 tout mandat inscrit sur une liste porte un numéro d'ordre, appelé numéro international; ce numéro est attribué d'après une série annuelle commençant, selon accord entre les Administrations intéressées, le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet; lorsque le numérotage change, la première liste qui suit doit porter, outre le numéro de la série, le dernier numéro de la série précédente;
- 1.2.3 les listes sont elles-mêmes numérotées, suivant la suite naturelle des nombres, à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet de chaque année;
- 1.2.4 les listes sont transmises en franchise de port au bureau d'échange correspondant par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et, sauf entente spéciale, sans être accompagnées des mandats établis par les bureaux d'émission.

1.3 Les Administrations intéressées peuvent convenir de limiter la description des mandats sur la liste MP 2 à l'indication dans la colonne 7 du montant des mandats transmis. Dans ce cas, le pays d'émission annexe à la liste les formules utilisées pour la transmission des mandats entre le bureau d'émission et son propre bureau d'échange ou toute autre formule que les Administrations conviennent d'adopter. (1)

2. Liste spéciale

Une liste MP 2 spéciale doit être établie pour les mandats en franchise visés tant aux articles 16 et 17 de la Convention qu'à l'article 4, paragraphe 8, de l'Arrangement ainsi que pour les mandats visés à l'article RE 608, paragraphe 8; la liste doit porter, en tête, les mots «Mandats exempts de taxe».

3. Transmission des mandats télégraphiques

3.1 Les mandats télégraphiques sont transmis directement par le bureau de poste d'émission au bureau de poste de paiement, sans passer par l'intermédiaire des bureaux d'échange.

3.2 Les mandats télégraphiques donnent lieu à l'établissement d'une liste MP 2 spéciale qui porte, en tête, la mention «Mandats télégraphiques».

3.3 Les bureaux d'échange peuvent attribuer aux mandats télégraphiques décrits sur les listes spéciales de l'espèce un numéro international d'une série propre aux mandats télégraphiques.

4. Services spéciaux. Mentions à porter sur les listes

4.1 Lorsque l'expéditeur d'un mandat ordinaire demande la remise par exprès, un avis de paiement ou le paiement en main propre, la mention correspondante («Exprès», «AP» ou «Ne payer qu'en main propre») est portée sur la liste MP 2 dans la colonne «Observations», en regard de l'inscription relative au mandat.

4.2 Lorsque l'expéditeur d'un mandat de versement demande un avis d'inscription au crédit du compte courant postal du bénéficiaire, la mention «AI» est portée sur la liste MP 2 dans la colonne «Observations», en regard de l'inscription relative au mandat.

5. Traitement des listes manquantes ou irrégulières

5.1 Si une liste manque, elle est réclamée immédiatement par le bureau d'échange qui en constate l'absence. Le bureau d'échange du pays d'émission envoie sans délai, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), au bureau d'échange qui l'a réclamée un duplicata de la liste manquante.

5.2 Les listes sont vérifiées par le bureau d'échange du pays de paiement qui les rectifie d'office si elles contiennent des erreurs de peu d'importance. Le bureau d'échange du pays d'émission est informé de ces corrections au moment où le bureau d'échange du pays de paiement lui accuse réception de la liste.

5.3 Lorsque les listes contiennent des irrégularités dignes d'être signalées, le bureau d'échange du pays de paiement demande des explications au bureau d'échange du pays d'émission qui doit répondre dans le plus bref délai; en attendant, le paiement des mandats faisant l'objet de la demande est suspendu. Les demandes d'explications et les réponses y relatives sont échangées par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

1) Ce procédé simplifié se trouve déjà sanctionné dans certains arr. bilatéraux relatifs aux mandats-listes (cf. Congrès de Vienne 1964, prop. 8072).

Article RE 503 Système d'échange mixte

La transmission des mandats entre les bureaux de poste de l'une des Administrations et le bureau d'échange de l'Administration correspondante ainsi qu'entre le bureau d'échange de cette Administration et ses bureaux de poste s'effectue selon les règles ci-après:

- a) chaque bureau de poste émetteur établit le mandat sur une formule MP 1 ou MP 1bis à transmettre, sous enveloppe, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), directement au bureau d'échange désigné par l'Administration correspondante;
- b) ce bureau d'échange établit, sur la base de la formule MP 1 ou MP 1bis reçue, un titre sur une formule de son régime intérieur pour le paiement au bénéficiaire;
- c) chaque bureau de poste émetteur de l'Administration correspondante établit le titre sur une formule de son régime intérieur à transmettre, selon ses règles internes, au bureau d'échange de son pays;

- d) ce bureau d'échange, sur la base des formules reçues de son bureau de poste émetteur, établit le mandat sur une formule MP 1 ou MP 1bis à transmettre à découvert au pays de destination, selon les dispositions de l'article 164 du Règlement d'exécution de la Convention.

Article 6

Païement des mandats

1. La validité des mandats s'étend:

- a) *en règle générale, jusqu'à l'expiration du premier mois qui suit celui de l'émission;*
b) *après accord entre Administrations intéressées, jusqu'à l'expiration du troisième mois qui suit celui de l'émission. (1)*

2. Après ces délais, les mandats parvenus directement aux bureaux de paiement ne sont payés que s'ils sont revêtus d'un «visa pour date» donné, par le service désigné par l'Administration d'émission, à la requête du bureau de paiement. (2) Les mandats parvenus aux Administrations de destination selon l'article 5, paragraphe 4, ne peuvent pas bénéficier du visa pour date.

3. Le visa pour date confère au mandat, à partir du jour où il est donné, une nouvelle validité dont la durée est celle qu'aurait un mandat émis le même jour.

4. Si le non-paiement avant expiration du délai de validité ne résulte pas d'une faute de service, il peut être perçu une taxe dite «de visa pour date» égale à celle qui est prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre o), de la Convention.

5. Lorsqu'un même expéditeur a fait émettre, le même jour, au profit du même bénéficiaire, plusieurs mandats dont le montant total excède le maximum adopté par l'Administration de paiement, celle-ci est autorisée à échelonner le paiement des titres de façon que la somme payée au bénéficiaire, dans une même journée, n'excède pas ce maximum.

6. Le paiement des mandats est effectué selon la réglementation du pays de paiement.

1) A la suite de la suppression de la notion de pays éloignés, la période exceptionnelle de validité des mandats (jusqu'à l'expiration du septième mois qui suit celui de l'émission) applicable à ces pays a été supprimée. Etant donné que les mandats seront transmis par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), il a été estimé que la période de validité de trois mois prévue sous lettre b) était suffisante pour tous les pays (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1706, prop. 6013.1, et Congrès – Doc 19).

2) Précisions apportées par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1491, prop. 6013.4). Le fait que les mandats-cartes dont le délai de validité est expiré soient envoyés par les bureaux de paiement à l'Adm. centrale de leur propre pays et par celle-ci à l'Adm. centrale d'émission qui les revêt du visa pour date retarde la transmission des titres périmés au détriment des usagers et provoque une surcharge de travail à l'Adm. de destination.

Article RE 601 Montant à payer

Après en avoir avisé les Administrations intéressées, l'Administration de paiement a la faculté, si sa législation l'exige, soit de négliger les fractions d'unité monétaire, soit d'arrondir la somme à l'unité monétaire la plus voisine ou au dixième d'unité le plus voisin.

Article RE 602 Paiement des mandats ordinaires

1. Le montant des mandats est payé au bénéficiaire en monnaie légale du pays de paiement; il peut être payé en toute autre monnaie suivant accord particulier entre les Administrations correspondantes.
2. Le paiement peut être valablement effectué par versement à un compte courant postal, selon les règles en vigueur dans l'Administration de paiement.
3. L'avis de paiement, établi par le bureau de paiement sur une formule C 5, prévue à l'article 138, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention, est envoyé directement à l'expéditeur du mandat.

Article RE 603 Transcription des télégrammes-mandats (1)

Les télégrammes-mandats sont transcrits sur une formule adaptée ou sur la formule MP 1, MP 1bis, MP 16 ou MP 16bis dont la texture est modifiée de la façon suivante:

- le nom du pays de destination est remplacé par le nom du pays d'émission;
- la mention «mandat ordinaire international» ou «mandat de versement international» est complétée par le mot «télégraphique».

La formule utilisée est authentifiée à l'aide du timbre du bureau qui effectue la transcription.

1) Art. créé par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 en vue d'éliminer la grande diversité constatée dans les doc utilisés pour effectuer le paiement des mandats télégraphiques (II 1710, prop. 6535.91.)

Article RE 604

Paiement des mandats ordinaires télégraphiques

1. Les mandats ordinaires télégraphiques sont mis en paiement dès réception. (1)
2. La remise des mandats ordinaires télégraphiques a toujours lieu dans les formes prévues à l'article RE 606.
3. Lorsque les fonds sont remis à domicile par exprès, l'Administration de paiement peut percevoir de ce chef une taxe spéciale.
4. La remise d'un avis d'arrivée ou du titre lui-même s'effectue sans frais pour le bénéficiaire; toutefois, si le domicile de ce dernier se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de paiement, la taxe de remise par exprès peut être perçue sur le bénéficiaire.
5. Dans les échanges au moyen de listes, les mandats ordinaires télégraphiques pour lesquels le bureau de paiement n'a pas reçu de télégramme-mandat ne peuvent être payés qu'après réception d'une ampliation de ce télégramme-mandat, réclamée par avis de service télégraphique.
6. Dans les échanges au moyen de listes, les mandats ordinaires télégraphiques pour lesquels le bureau d'échange du pays de paiement n'a pas reçu, dans un délai normal, une liste MP 2 font l'objet de demandes d'explication adressées au bureau d'échange du pays d'émission qui doit répondre dans le plus bref délai. En cas de non-réponse dans un délai raisonnable, les mandats ordinaires télégraphiques effectivement payés peuvent être ajoutés d'office à la première liste MP 2 reçue de l'Administration d'émission; si la liste MP 2 manquante parvient après cette inscription d'office, elle est annulée ou rectifiée par le bureau d'échange qui la reçoit.
7. Le soin d'établir un avis de paiement pour un mandat ordinaire télégraphique incombe au bureau de paiement qui le fait parvenir au bureau d'émission immédiatement après le paiement.

1) Avant le Congrès de Washington 1989, tout mandat télégraphique donnait lieu à l'établissement, par le bureau d'émission, d'un avis d'émission confirmatif conforme au modèle MP 3 afin d'éviter les erreurs de transcription ou les fraudes. Le Congrès a supprimé cette particularité, estimant que les erreurs de transcription qui sont faites lors de l'émission d'un mandat de poste télégraphique et qui n'ont pas été remarquées sont de toute façon constatées par l'Adm. d'émission lors de la vérification du compte mensuel. Par conséquent, l'établissement d'un avis d'émission n'est pas nécessaire (II Congrès/C 8 – Rapp. 2, prop. 65 0604.1 et 65 0305.1).

Article RE 605

Visa pour date

Le visa pour date doit être inscrit sur le mandat même.

Article RE 606

Remise par exprès

Si l'expéditeur a demandé le paiement par exprès, l'Administration de paiement a la faculté de faire remettre par ce moyen soit les fonds, soit le titre lui-même, soit un avis d'arrivée du mandat, pour autant que sa réglementation le prévoit.

Article RE 607

Endossement

Tout pays a le droit de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats provenant d'un autre pays. Cependant, l'endossement n'est pas admis pour les mandats de versement.

Article RE 608

Mandats impayés

1. Tout mandat refusé ou tout mandat dont le bénéficiaire est inconnu, parti sans laisser d'adresse ou parti pour un pays sur lequel la réexpédition ne peut être effectuée est renvoyé immédiatement à l'Administration d'émission.
2. Tout mandat dont le paiement n'a pas été réclamé durant le délai de validité est renvoyé immédiatement après l'expiration de ce délai ou, si le mandat a été remis au bénéficiaire, dès sa présentation au bureau de paiement. (1) Les mandats télégraphiques dont le paiement n'a pas été réclamé dans un délai de trente jours à compter du jour d'arrivée au bureau de paiement doivent être renvoyés au bureau d'émission. (2)
3. Tout mandat impayé pour une cause quelconque est remboursé à l'expéditeur.
4. Les dispositions de l'article 7, paragraphe 2, sont applicables aux mandats impayés.
5. Les mandats qui n'ont pu être payés aux bénéficiaires pour une cause quelconque sont renvoyés directement au bureau d'émission; préalablement, le bureau de paiement les enregistre, les frappe du timbre ou les munit de l'étiquette dont l'usage est prescrit par l'article 146, paragraphes 1 à 3, du Règlement d'exécution de la Convention.

6. Toutefois, les mandats créés dans les conditions prévues à l'article RE 702 doivent être transmis à l'Administration qui les a établis. Celle-ci met le montant à la disposition de l'Administration dont émane le titre original soit au moyen d'un nouveau mandat en franchise de taxe, soit par la voie de déduction au compte mensuel des mandats payés.

7. Les mandats télégraphiques impayés et non les télégrammes doivent être renvoyés sous enveloppe.

8. S'agissant des mandats échangés au moyen de listes, sont renvoyés au bureau d'échange, par la voie d'une inscription dans une liste MP 2 spéciale, comme s'il s'agissait d'un mandat en franchise: (3)

- a) les mandats visés aux paragraphes 1 à 4 ci-dessus;
- b) les mandats ayant fait l'objet d'une demande de retrait.

Une mention appropriée, suivie du numéro international et de la description sommaire du mandat primitif, est portée dans la colonne «Observations», en regard de l'inscription.

1) Précision introduite par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 pour permettre l'application de cet art. dans tous les cas, soit dans les pays où les titres restent en instance aux bureaux destinataires, soit dans les pays où les titres sont remis directement aux bénéficiaires (II 1709, prop. 6019.1).

2) Le Congrès de Washington 1989 a fixé un délai de garde max. de trente jours au-delà duquel les mandats télégraphiques impayés ou non réclamés doivent être renvoyés au bureau d'émission pour permettre le remboursement des titres de l'espèce à l'expéditeur (II Congrès/C 8 – Rapp. 2, prop. 65 0608.2).

3) Procédure introduite par le Congrès de Hambourg 1984 (II 560 et 618, prop. 6528.1) dans le but de faciliter la comptabilité. Il en découle aussi que la rémunération attribuée par l'Adm. d'émission pour le paiement de ces mandats n'est plus remboursable et reste acquise à l'Adm. qui effectue le renvoi.

Article RE 609

Autorisation de paiement

1. Tout mandat égaré, perdu ou détruit avant paiement peut, à la demande de l'expéditeur ou du bénéficiaire, être remplacé par une autorisation de paiement délivrée par l'Administration d'émission.

2. Lorsque l'expéditeur et le bénéficiaire demandent simultanément, l'un le remboursement, l'autre le paiement du mandat, l'autorisation est établie:

- a) au profit de l'expéditeur lorsque la demande est formulée avant la remise du mandat ou de l'avis d'arrivée au bénéficiaire;
- b) au profit du bénéficiaire lorsque la demande est formulée après la remise du mandat ou de l'avis d'arrivée.

3. Une autorisation de paiement est également délivrée lorsqu'une erreur de conversion imputable au bureau d'émission nécessite un versement complémentaire au profit du bénéficiaire.
4. La durée de validité d'une autorisation de paiement est la même que celle d'un mandat émis le même jour.
5. Les autorisations de paiement sont établies sur une formule de couleur rose conforme au modèle MP 13 ci-annexé; elles sont transmises dans les mêmes conditions que les mandats qu'elles remplacent. (1)
6. Avant de délivrer une autorisation de paiement concernant un mandat égaré, perdu ou détruit avant paiement, l'Administration d'émission doit s'assurer, en accord avec l'Administration de paiement, que le mandat n'a été ni payé, ni remboursé, ni réexpédié; toutes précautions doivent également être prises pour qu'il ne soit pas payé ultérieurement.
7. A l'appui de sa demande de remboursement, l'expéditeur doit produire le récépissé de dépôt du titre égaré, perdu ou détruit.
8. Lorsque l'Administration de paiement déclare qu'un mandat ne lui est pas parvenu, l'Administration d'émission peut délivrer une autorisation de paiement, à condition que le mandat litigieux ne figure dans aucun des comptes mensuels se rapportant à la période de validité du mandat; toutefois, si aucune réponse n'a été obtenue de l'Administration de paiement dans le délai de cinq mois à compter du jour de la réclamation, (2) pour le désintéressement du réclamant et si le titre ne figure sur aucun des comptes mensuels reçus à l'expiration de ce délai, l'Administration d'émission est autorisée à procéder au remboursement des fonds; notification en est adressée, sous pli recommandé, à l'Administration de paiement et le mandat, réputé désormais comme définitivement perdu, ne peut être ultérieurement porté en compte.

1) Adjonction introduite par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 pour que les autorisations de paiement soient traitées dans les mêmes conditions que les mandats qu'elles remplacent, c'est-à-dire acheminées par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et éventuellement recommandées d'office (II 1710, prop. 6516.1).

2) Le Congrès de Washington 1989 a admis un délai de cinq mois à compter du jour de la réclamation pour indemniser le réclamant dans le cas de non-réponse de l'Adm. de paiement. Cette disposition permet le remboursement des fonds au réclamant dès l'expiration de ce délai même si l'Adm. de destination n'a pas répondu à la réclamation transmise par l'Adm. d'émission du mandat (II Congrès/C 8 – Rapp. 2, prop. 65 0609.1).

Article RE 610

Traitement des mandats irréguliers

1. Est renvoyé au bureau d'émission par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et sous enveloppe, accompagné d'une formule conforme au modèle MP 14 ci-annexé pour être régularisé, tout mandat qui présente l'une des irrégularités suivantes:

- a) indication inexacte, insuffisante, douteuse ou omission du nom ou du domicile du bénéficiaire, indication du numéro de compte courant postal manquante ou erronée;
- b) différences ou omissions de sommes;
- c) dépassement du montant maximal convenu entre les Administrations intéressées;
- d) ratures ou surcharges dans les inscriptions;
- e) omission de timbre, de signature sur les mandats non établis selon un procédé mécanographique, ou d'autres indications de service;
- f) indication du montant à payer dans une monnaie autre que celle qui est admise ou omission de la désignation de l'unité monétaire;
- g) erreur évidente dans le rapport entre la monnaie du pays d'émission et celle du pays de paiement, rapport que le bureau de paiement n'est cependant pas tenu de vérifier;
- h) emploi de formule non réglementaire;
- i) absence de la recommandation d'office ou non-utilisation de la voie télégraphique, lorsque ces dispositions ont été prévues en application des articles RE 307 et RE 308.

2. Néanmoins, en ce qui concerne les irrégularités qui sont ou paraissent imputables à l'expéditeur, l'Administration de paiement peut, le cas échéant, après avoir avisé le bénéficiaire, lui permettre de formuler une demande de régularisation. Celle-ci peut être transmise par la voie aérienne ou télégraphique, aux frais du bénéficiaire; ces frais lui sont remboursés s'il est établi que l'erreur résulte d'une faute de service.

3. Toutefois, l'Administration de paiement peut, sous sa responsabilité, rectifier d'office des erreurs sans gravité. Ces rectifications sont inscrites en rouge et signées par le préposé.

4. Lorsque la rectification de l'irrégularité est demandée par télégramme, le mandat irrégulier est conservé par le bureau de paiement qui procède à la régularisation dès réception du télégramme rectificatif et qui joint ce télégramme au mandat.

5. A la réception d'une demande de régularisation par avion ou par télégramme, le bureau d'émission vérifie si l'irrégularité provient d'une erreur imputable au service; dans l'affirmative, il la rectifie sur-le-champ par la voie aérienne ou télégraphique.

Dans le cas contraire, il prévient l'expéditeur qui est alors autorisé à redresser l'irrégularité, par la voie aérienne ou télégraphique et à ses frais.

6. Si, à l'issue d'un délai de trente jours, l'expéditeur n'a pas donné suite à une demande de régularisation d'un mandat transmis à l'appui d'une formule MP 14, le titre est considéré comme impayé. Ladite formule, revêtue de l'information adéquate, est renvoyée au bureau de destination par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

Article RE 611

Traitement des mandats ordinaires télégraphiques irréguliers

1. Tout mandat ordinaire télégraphique dont la remise ne peut être effectuée par suite d'adresse insuffisante ou inexacte, ou pour une autre cause non attribuable au bénéficiaire, donne lieu à l'envoi au bureau d'émission d'un avis de service télégraphique indiquant la cause de la non-remise.

2. A la réception d'une demande de régularisation par avis de service télégraphique, le bureau d'émission procède comme il est indiqué à l'article RE 610, paragraphes 5 et 6.

3. Tout mandat ordinaire télégraphique dont l'irrégularité n'a pas été redressée dans un délai normal par la voie aérienne ou télégraphique est régularisé dans la forme prescrite pour les mandats.

Article RE 612

Mandats prescrits

Les sommes converties en mandats dont le montant n'a pas été réclamé avant prescription sont définitivement acquises à l'Administration du pays d'émission. Le délai de prescription est fixé par la législation dudit pays.

Article RE 613

Mandats égarés, perdus ou détruits après paiement

1. Mandats ordinaires

1.1 Tout mandat ordinaire égaré, perdu ou détruit après paiement peut être remplacé par l'Administration de paiement par un nouveau titre établi sur une formule MP 1 ou MP 1bis. Cette formule doit porter toutes les indications utiles du

titre original et être revêtue de la mention «Titre établi en remplacement d'un mandat égaré (perdu ou détruit) après paiement» ainsi que d'une empreinte du timbre à date.

1.2 Une déclaration du bénéficiaire attestant qu'il a reçu les fonds doit être donnée de préférence directement au verso du titre de remplacement. Exceptionnellement, cette déclaration peut être recueillie sur une fiche annexée à ce titre comme pièce à l'appui; cette déclaration tient lieu d'acquit primitif.

1.3 S'il n'est pas possible de demander cette déclaration au bénéficiaire, une annotation est faite d'office au verso du titre de remplacement ou sur une pièce à l'appui particulière, précisant que le montant du mandat a été effectivement payé.

2. Mandats de versement

2.1 Tout mandat de versement égaré, perdu ou détruit après inscription du montant au crédit d'un compte courant postal peut être remplacé par l'Administration de destination par un nouveau titre établi sur une formule MP 16 ou MP 16bis (1) portant les indications prescrites au présent article, paragraphe 1, et précisant au verso la date d'inscription au crédit du compte courant postal du bénéficiaire.

1) Nouvelle form. introduite par le Congrès de Washington 1989 (v. annot. 1 à l'art. RE 202).

Article 7

Réexpédition

1. *En cas de changement de résidence du bénéficiaire et dans les limites où fonctionne un service de mandats entre le pays réexpéditeur et le pays de nouvelle destination, tout mandat peut être réexpédié par voie postale ou télégraphique soit à la demande de l'expéditeur, soit à celle du bénéficiaire. Dans ce cas, l'article 39, paragraphes 1, 6 et 7, de la Convention est applicable par analogie. (1)*

2. *En cas de réexpédition, la taxe de poste restante et la taxe complémentaire d'express sont annulées (article 39, paragraphe 10, de la Convention).*

3. *La réexpédition d'un mandat de versement sur un autre pays de destination n'est pas admise.*

1) Afin d'harmoniser la procédure de réexpédition et d'éviter des doutes quant à l'authenticité du titre, le Congrès de Hambourg 1984 a décidé que la réexpédition doit se faire, dans tous les cas, au moyen d'un nouveau mandat, le mandat initial étant réglé avec l'Adm. l'ayant établi (II 557 et 607, prop. 6011.1).

Article RE 701

Réexpédition

1. Dans tous les cas, la réexpédition est faite au moyen d'un nouveau mandat dont les taxes, y compris, le cas échéant, les taxes télégraphiques, sont prélevées sur le montant du mandat réexpédié.
2. Lorsque l'expéditeur d'un mandat a demandé à être avisé du paiement ou a demandé le paiement en main propre, le mandat ne peut être réexpédié qu'au cas où la nouvelle Administration de destination admet ces possibilités.

Article RE 702

Réexpédition des mandats ordinaires et des mandats ordinaires télégraphiques (1)

1. Lors de la réexpédition, un nouveau mandat est établi pour la somme restant disponible après déduction de la taxe postale et éventuellement de la taxe télégraphique si la réexpédition a lieu par voie télégraphique. Dans ce dernier cas, la taxe postale est calculée sur la somme obtenue après déduction, du montant primitif, de la taxe télégraphique. Le montant du mandat est ensuite converti en la monnaie du pays de nouvelle destination d'après le taux fixé pour les mandats émanant du pays de réexpédition.
2. Le bureau de poste réexpéditeur revêt le nouveau mandat et le coupon y afférent de la mention en caractères très apparents «Réexpédié».
3. Le mandat primitif est quittancé par le bureau réexpéditeur; il est revêtu de la mention «Réexpédié le montant de ... à ... sous déduction des taxes de ...» et comptabilisé comme mandat payé.
4. Les demandes de réexpédition sont enregistrées, pour mémoire, par le bureau de première destination et, le cas échéant, par les bureaux destinataires ultérieurs. Le bureau qui opère la réexpédition en donne avis au bureau d'émission.
5. La réexpédition (par voie postale ou par voie télégraphique) d'un mandat ordinaire télégraphique est effectuée selon les dispositions des paragraphes 1 à 4.

1) V. annot. 1 à l'art. 7 de l'Arr.

Article RE 703

Réexpédition des mandats échangés au moyen de listes

Tout mandat échangé au moyen de listes et réexpédié sur un autre pays est quittancé par le bureau réexpéditeur. La somme est convertie, après déduction des taxes, en monnaie du pays de nouvelle destination et un nouveau mandat est établi.

Article 8
Réclamations

Les dispositions de l'article 47 de la Convention sont applicables. (1)

-
- 1) Par. introduit par le Congrès de Washington 1989 (v. annot. 1 à 6 à l'art. 47 de la Conv.).

Article RE 801
Traitement des réclamations

1. Toute réclamation concernant un mandat est établie sur une formule MP 4 et transmise, en règle générale, par le bureau d'émission, directement au bureau de paiement. Une seule formule peut être utilisée pour plusieurs mandats émis simultanément à la demande d'un même expéditeur et au profit du même bénéficiaire. Les réclamations sont transmises d'office et toujours par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

2. Lorsque le bureau de paiement est en état de fournir des renseignements définitifs sur le sort du titre, il renvoie la formule, complétée suivant le résultat des recherches, au bureau qui a reçu la réclamation. En cas de recherches infructueuses ou de paiement contesté, la formule est transmise à l'Administration d'émission par l'intermédiaire de l'Administration de paiement qui joint, si possible, une déclaration du bénéficiaire attestant qu'il n'a pas reçu le montant du mandat.

3. Lorsqu'une réclamation est déposée dans un pays autre que le pays d'émission ou le pays de paiement, la formule MP 4 est transmise à l'Administration d'émission accompagnée du récépissé de dépôt. Si, pour des raisons particulières, le récépissé produit ne peut être joint à la formule MP 4, celle-ci doit être revêtue de la mention «Vu récépissé de dépôt n° ... délivré le ... par le bureau de ... pour un montant de ...».

Article 9
Responsabilité

1. Principe

Les Administrations postales sont responsables des sommes versées jusqu'au moment où les mandats ont été régulièrement payés. (1) (2) (3)

2. Exceptions

Les Administrations postales sont dégagées de toute responsabilité:

- a) en cas de retard dans la transmission et le paiement des mandats; (4)
- b) lorsque, par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure, elles ne peuvent rendre compte du paiement d'un mandat, à moins que la preuve de leur responsabilité n'ait été autrement administrée;
- c) à l'expiration du délai de prescription visé à l'article RE 612;
- d) s'il s'agit d'une contestation de la régularité du paiement, (5) à l'expiration du délai prévu à l'article 47, paragraphe 1, de la Convention. (6)

3. Détermination de la responsabilité

3.1. Sous réserve des paragraphes 3.2 à 3.5 ci-après, la responsabilité incombe à l'Administration d'émission.

3.2 La responsabilité incombe à l'Administration de paiement si elle n'est pas en mesure d'établir que le paiement a eu lieu dans les conditions prescrites par sa réglementation.

3.3 La responsabilité incombe à l'Administration postale du pays où l'erreur s'est produite:

- a) s'il s'agit d'une erreur de service, y compris l'erreur de conversion;
- b) s'il s'agit d'une erreur de transmission télégraphique commise à l'intérieur du pays d'émission ou du pays de paiement.

3.4 La responsabilité incombe à l'Administration d'émission et à l'Administration de paiement par parts égales:

- a) si l'erreur est imputable aux deux Administrations ou s'il n'est pas possible d'établir dans quel pays l'erreur s'est produite;
- b) si une erreur de transmission télégraphique s'est produite dans un pays intermédiaire;
- c) s'il n'est pas possible d'établir le pays où cette erreur de transmission s'est produite.

3.5 Sous réserve du paragraphe 3.2, la responsabilité incombe:

- a) en cas de paiement d'un faux mandat, à l'Administration du pays sur le territoire duquel le mandat a été introduit dans le service;
- b) en cas de paiement d'un mandat dont le montant a été frauduleusement majoré, à l'Administration du pays dans lequel le mandat a été falsifié; toutefois, le dommage est supporté par parts égales par les Administrations d'émission et de paiement lorsqu'il n'est pas possible de déterminer le pays où la falsification est intervenue ou lorsqu'il ne peut être obtenu réparation d'une falsification commise dans un pays intermédiaire qui ne participe pas au service des mandats sur la base du présent Arrangement. (7)

4. Paiement des sommes dues. Recours

4.1 L'obligation de désintéresser le réclamant incombe à l'Administration de paiement si les fonds sont à remettre au bénéficiaire; elle incombe à l'Administration d'émission si leur restitution doit être faite à l'expéditeur.

4.2 Quelle que soit la cause du remboursement, la somme à rembourser ne peut dépasser celle qui a été versée. (8)

4.3 L'Administration qui a désintéressé le réclamant a le droit d'exercer le recours contre l'Administration responsable du paiement irrégulier.

4.4 L'Administration qui a supporté en dernier lieu le dommage a un droit de recours, jusqu'à concurrence de la somme payée, contre l'expéditeur, contre le bénéficiaire ou contre des tiers.

5. Délai de paiement

5.1 Le versement des sommes dues aux réclamants doit avoir lieu le plus tôt possible, dans un délai limite de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

5.2 L'Administration qui, selon l'article 9, paragraphe 4.1, doit désintéresser le réclamant peut exceptionnellement différer le versement au-delà de ce délai si, malgré la diligence apportée à l'instruction de l'affaire, ledit délai n'a pas été suffisant pour permettre de déterminer la responsabilité.

5.3 L'Administration auprès de laquelle la réclamation a été introduite est autorisée à désintéresser le réclamant pour le compte de l'Administration responsable lorsque celle-ci, régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution définitive à la réclamation.

6. Remboursement à l'Administration intervenante (9)

6.1 L'Administration pour le compte de laquelle le réclamant a été désintéressé est tenue de rembourser à l'Administration intervenante le montant de ses débours dans un délai de quatre mois à compter de l'envoi de la notification du paiement.

6.2 Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'Administration créancière:

- a) par l'un des procédés de paiement prévus à l'article 103, paragraphe 6, du Règlement d'exécution de la Convention;*
- b) sous réserve d'accord, par inscription au crédit de l'Administration de ce pays dans le compte des mandats. Cette inscription est effectuée d'office si la demande d'accord n'a pas reçu de réponse dans le délai visé au paragraphe 6.1. (10)*

6.3 Passé le délai de quatre mois, la somme due à l'Administration créancière est productive d'intérêt, à raison de 6 pour cent par an, à compter du jour d'expiration dudit délai.

1) Sentence allemande (Journal 1929, p. 109 à 115). Quelqu'un avait demandé à la poste de ne pas livrer à son domicile les envois qui lui étaient destinés, mais de les lui remettre à une autre résidence. Cette demande de réexpédition fut exécutée, à l'exception du cas d'un mandat de poste dont le montant a été payé au domicile, dans les mains d'une personne que la poste était en droit de considérer comme autorisée. L'argent cependant fut détourné et le destinataire réclama une indemnité en invoquant l'erreur de la poste qui avait négligé sa demande de réexpédition. Parmi les motifs: le mandat de poste ne produit un contrat qu'entre la poste et l'expéditeur. Le destinataire entre en considération pour la poste uniquement comme but de l'opération. Il est du reste de règle générale en matière postale que le destinataire n'entre pas en relations contractuelles avec la poste. Il n'a, à aucun moment du transport par la poste, le droit de disposer de l'envoi, en particulier aucun droit concernant la remise. Il s'ensuit que le déposant est le seul ayant droit. Le destinataire a la faculté, il est vrai, de demander la réexpédition d'un envoi. Mais c'est là une disposition prise simplement en vue de donner une facilité au public. Un destinataire qui en fait usage n'entre point comme ayant droit dans les contrats que les divers expéditeurs ont passés avec la poste, en vue de lui faire parvenir un envoi.

En l'espèce, il y a eu, sans aucun doute, violation d'un devoir administratif et une faute évidente de l'agent de la partie défenderesse. Toutefois, le tribunal ne pouvait pas conclure à la condamnation de l'Adm. Parmi les motifs: une faute administrative ne peut pas former une cause de responsabilité en dehors des prescriptions de la loi postale. Pour réduire autant que possible les taxes et pour épargner à la poste des mesures coûteuses de surveillance, etc., le législateur, à la différence des dispositions du code civil, a limité la responsabilité pour les dommages survenus dans le transport des objets confiés à la poste, et, dans ce but, il l'a déterminée d'une manière exclusive, ne permettant pas l'application d'autres dispositions sur la responsabilité civile.

2) Principe que, tant qu'un objet n'a pas été livré au destinataire, l'expéditeur a le droit d'en disposer. Ce principe implique qu'aucune saisie-arrêt ne peut être exercée sur le montant d'un mandat contre le destinataire tant que ce dernier n'est pas en possession du titre et ne peut pas encore disposer des fonds (Congrès de Washington 1897, 599 et 600). Les autres questions qu'un tel cas peut comporter doivent être tranchées selon la législation interne du pays de destination.

3) Les Adm. n'assument aucune responsabilité pour l'exécution des dispositions ultérieures des ayants droit prévues à l'art. 10, à moins qu'elles ne soient arrivées en temps utile aux bureaux intéressés (Congrès de Buenos Aires 1939, II 555).

4) Texte introduit lors de la revision par assimilation avec les dispositions concernant les chèques. Ce texte, approuvé par le Congrès d'Ottawa 1957 et modifié légèrement par le Congrès de Washington 1989, concrétise aussi l'idée d'après laquelle les dispositions en vigueur ont déjà été interprétées dans le sens que la responsabilité pour retards n'est pas admise (Congrès de Stockholm 1924, II 593; Congrès de Washington 1989, II Congrès/C 8 – Rapp. 1/Rev 1, prop. 6000.1).

5) Sentence française (Journal 1921, p. 145 et 146). La poste n'est responsable pour les paiements sur faux acquits qu'en cas d'inaccomplissement des formalités prescrites pour le paiement des mandats à leurs destinataires.

6) Le texte de la partie d) vise non seulement les paiements sur faux acquits mais, d'une façon plus générale, tous les paiements dont la régularité est contestée.

7) L'alinéa b) du par. 3.5 fait une distinction entre faux mandat et mandat falsifié:

1° en cas de paiement d'un faux mandat, le texte de Bruxelles prévoyait le partage du dommage à parts égales lorsque la responsabilité n'était pas établie, tandis que dans le nouveau texte, ce système de

partage n'est pas prévu, la responsabilité étant imputée soit à l'Adm. de paiement si elle n'est pas en mesure d'établir que le paiement a eu lieu dans les conditions prescrites par ses règlements, soit à l'Adm. du pays sur le territoire duquel le titre a été introduit dans le service;

- 2° en cas de falsification du mandat, lequel cas n'était pas prévu dans le texte de Bruxelles, la responsabilité est imputée à l'Adm. du pays dans lequel la fraude a été commise. Néanmoins, faute de preuves concluantes, le dommage est supporté à parts égales.
(Congrès d'Ottawa 1957, prop. 213.)

8) Par. introduit par le Congrès de Vienne 1964 afin de dissiper toute idée que la responsabilité pourrait s'étendre non seulement aux montants versés, mais encore aux dommages résultant du traitement non régulier du mandat. En effet, une responsabilité aussi étendue n'entre pas en ligne de compte (Congrès de Stockholm 1924, II 593).

9) Par «Adm. intervenante», il convient d'entendre celle qui, sans être responsable pour autant, intervient effectivement, pour le compte d'une autre, dans le désintéressement du réclamant conformément à l'art. 25 (Congrès de Vienne 1964, II 1321, prop. 8019).

10) Précision apportée par le Congrès de Washington 1989 pour l'inscription d'office au crédit d'une Adm. du montant des débours pour lequel le réclamant a été désintéressé par une Adm. intervenante (II Congrès/ C 8 – Rapp. 1/Rev 1, prop. 6009.2).

Article 10

Rémunération de l'Administration de paiement (1)

1. *L'Administration d'émission attribue à l'Administration de paiement pour chaque mandat ordinaire payé une rémunération dont le taux est fixé, en fonction du montant moyen des mandats compris dans un même compte mensuel, à:*

- 0,65 DTS jusqu'à 65,34 DTS;
- 0,82 DTS au-delà de 65,34 DTS et jusqu'à 130,68 DTS;
- 0,98 DTS au-delà de 130,68 DTS et jusqu'à 196,01 DTS;
- 1,21 DTS au-delà de 196,01 DTS et jusqu'à 261,35 DTS;
- 1,47 DTS au-delà de 261,35 DTS et jusqu'à 326,69 DTS;
- 1,73 DTS au-delà de 326,69 DTS.

2. *Toutefois, les Administrations concernées peuvent, à la demande de l'Administration de paiement, convenir d'une rémunération supérieure à celle qui est fixée au paragraphe 1 lorsque la taxe perçue à l'émission est supérieure à 8,17 DTS.*

3. *Les mandats de versement et les mandats émis en franchise ne donnent lieu à aucune rémunération.*

4. *Pour les mandats échangés au moyen de listes, en sus de la rémunération prévue au paragraphe 1, une rémunération supplémentaire de 0,16 DTS est attribuée à l'Administration de paiement. Le paragraphe 2 s'applique par analogie aux mandats échangés au moyen de listes.*

5. *L'Administration d'émission attribue à l'Administration de paiement une rémunération additionnelle de 0,13 DTS pour chaque mandat payé en main propre. (2)*

1) Le principe du partage des taxes a été abandonné par le Congrès de Lausanne 1974 qui a laissé à l'Adm. d'émission le soin de déterminer librement la taxe à percevoir au moment de l'émission (cf. art. 4, par. 1 à 4). De ce fait, il n'existe plus aucun rapport entre les taxes et les rémunérations à attribuer à l'Adm. de paiement.

Pour tenir compte de cette évolution, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a modifié le titre et le texte de cet art. en substituant à la notion de quote-part celle de rémunération de l'Adm. de paiement (II 1709, prop. 6028.3 et 6028.5/Rev 1). Le taux de cette rémunération, relevé par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, augmenté de nouveau au Congrès de Hambourg 1984 (II 555 et 607, prop. 6028.3), n'a pas été augmenté par le Congrès de Washington 1989.

2) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a introduit cette rémunération additionnelle pour permettre à l'Adm. de paiement de couvrir au moins une partie des prestations fournies lors de paiement en main propre (II 1709, prop. 6028.1).

Article RE 1001

Rémunération de l'Administration de paiement

1. La rémunération due à l'Administration de paiement au titre de chaque compte mensuel est établie de la façon suivante: (1)

- a) le taux de rémunération en DTS, à appliquer pour chaque mandat payé, est déterminé après conversion en DTS du montant moyen des mandats sur la base de la valeur moyenne du DTS dans la monnaie du pays de paiement telle qu'elle est définie à l'article 104 du Règlement de la Convention;
- b) le montant total en DTS, obtenu pour la rémunération relative à chaque compte, est converti dans la monnaie du pays de paiement sur la base de la valeur réelle du DTS en vigueur le dernier jour du mois auquel le compte se rapporte.

2. En cas de réexpédition, l'Administration du pays de la nouvelle destination reçoit la rémunération qui lui aurait été due si elle avait été l'Administration du pays de première destination.

1) Texte adopté par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 pour tenir compte de l'introduction dans les Actes de l'UPU du DTS (II 1715, prop. 6028.4) (cf. également annot. 1, 3 et 4 à l'art. 8 de la Conv.).

Article 11

Etablissement des comptes

1. Chaque Administration de paiement établit, pour chaque Administration d'émission, un compte mensuel conforme au modèle MP 5 ci-annexé des sommes payées pour les mandats ordinaires ou un compte mensuel MP 15 ci-annexé du montant des listes reçues pendant le mois pour les mandats échangés au moyen de listes; les comptes mensuels sont incorporés, périodiquement, dans un compte général qui donne lieu à la détermination d'un solde.

2. En cas d'application du système d'échange mixte prévu à l'article RE 503, chaque Administration de paiement établit un compte mensuel des sommes payées, si les mandats parviennent de l'Administration d'émission directement à ses bureaux de paiement, ou un compte mensuel du montant des mandats reçus pendant le mois, si les mandats parviennent des bureaux de poste de l'Administration d'émission à son bureau d'échange.

3. Lorsque les mandats ont été payés dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en la monnaie de la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le cours moyen officiel du change dans le pays de l'Administration débitrice pendant la période à laquelle le compte se rapporte; ce cours moyen doit être calculé uniformément à quatre décimales.

4. Le règlement des comptes peut aussi avoir lieu sur la base des comptes mensuels, sans compensation.

Article RE 1101

Etablissement des comptes mensuels pour les mandats ordinaires

1. Pour l'établissement des comptes prévus à l'article 11, la récapitulation est faite en respectant:

- a) l'ordre chronologique des mois d'émission;
- b) l'ordre alphabétique ou numérique (1) des bureaux d'émission selon ce qui a été convenu;
- c) pour chaque bureau d'émission, l'ordre numérique des mandats.

2. En cas de besoin, les mandats payés sont récapitulés sur une liste spéciale conforme au modèle MP 6 ci-annexé qui est jointe au compte mensuel établi, dans ce cas, sur une formule conforme au modèle MP 7 ci-annexé.

3. Les mandats payables en main propre doivent être individualisés soit par une mention marginale «M.P.», soit par une inscription sur des feuillets séparés.

4. La récapitulation des mandats MP 1bis et MP 12bis peut se faire soit selon le paragraphe 1, lettres a) à c), soit dans l'ordre des numéros de séquence des mandats.

5. L'Administration de paiement inscrit également sur ce compte:

- a) le montant des rémunérations qui lui reviennent en vertu de l'article 10 de l'Arrangement;
- b) le cas échéant, le montant des remboursements visés par l'article 9, paragraphe 6, et celui des intérêts prévus aux articles 9, paragraphe 6.3, et 12, paragraphe 4, de l'Arrangement.

6. Les autorisations de paiement acquittées sont traitées comme des mandats et décrites sur le compte MP 5 ou, éventuellement, sur la liste MP 6 dans les mêmes conditions que s'il s'agissait des titres eux-mêmes.

7. Le compte mensuel est transmis à l'Administration débitrice, au plus tard avant la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte, accompagné des pièces à l'appui (mandats et autorisations de paiement quittancés), classées dans le même ordre que sur la liste récapitulative MP 6. Lorsque, pour un motif quelconque, le compte mensuel ne peut pas être transmis en temps opportun, l'Administration débitrice doit être informée, dans les huit jours qui suivent l'expiration du délai précité, de la date d'envoi présumée du compte dont il s'agit. L'information doit être donnée par la voie des télécommunications. (2) Les Administrations s'efforcent, en tout état de cause, de faire parvenir ce document avant la fin du 2^e mois qui suit celui auquel il se rapporte. (3)

8. A défaut de titres payés (mandats, autorisations de paiement), un compte mensuel négatif est adressé à l'Administration correspondante.

9. Les différences constatées par l'Administration débitrice dans les comptes mensuels, qu'il s'agisse de la récapitulation des titres ou du calcul des rémunérations, sont reprises dans le premier compte mensuel à établir; elles sont négligées si le montant n'en excède pas 3,27 DTS par compte.

10. Les Administrations peuvent convenir, par accords bilatéraux, d'appliquer une méthode d'établissement des décomptes et de transmission des mandats payés autre que celle prévue aux paragraphes 1 à 7. (4)

1) L'«ordre numérique» des bureaux est l'ordre des numéros de code postal adoptés par certaines Adm., en raison ou en prévision de l'automatisation du tri, pour désigner leurs bureaux de poste (et, le cas échéant, les localités qu'ils desservent) (p. ex. CH-1000 = Lausanne; CH-1200 = Genève; CH-4000 = Bâle; CH-3000 = Berne). Le numéro caractéristique d'un bureau peut être compris dans le numéro de code postal (p. ex. A-1170 Wien comprend également, entre autres, le bureau de Wien 108; CH-3000 Berne comprend également, entre autres, le bureau de Berne 16).

2) Le Congrès de Washington 1989 a remplacé les termes «voie télégraphique» par «voie des télécommunications», estimant qu'il existe aujourd'hui de nombreux moyens modernes de transmission mis à la disposition des Adm. (II Congrès/C 8 – Rapp. 1/Rev 1, prop. 6000.1).

3) Par. complété en vue de la fixation d'un délai auquel le compte mensuel doit être transmis à l'Adm. débitrice.

4) Il s'agit de toute simplification éventuelle des décomptes (transmission par liste spéciale, par bande magnétique ou par télématique; suppression éventuelle du renvoi des mandats, etc.) (Congrès de Hambourg 1984, II 618 et 625, prop. 6546.2).

Article RE 1102

Etablissement des comptes mensuels pour les mandats de versement

Sauf entente spéciale, (1) les mandats de versement sont décrits sur une liste MP 6 spéciale et incorporés dans le compte mensuel des mandats.

1) Les Adm. peuvent convenir d'adopter pour le règlement des mandats de versement les dispositions de l'Arr. des chèques relatives aux versements (Congrès de Vienne 1964, prop. 8069, art. 140septies).

Article RE 1103

Etablissement des comptes mensuels pour les mandats échangés au moyen de listes

Les mandats sont soumis aux dispositions comptables spéciales ci-après:

- 1° les Administrations récapitulent, sur le compte mensuel, les totaux des listes reçues au cours du mois;
- 2° le compte mensuel est transmis à l'Administration débitrice dès réception de la dernière liste du mois auquel il se rapporte;
- 3° les Administrations peuvent, d'un commun accord, renoncer à l'établissement de comptes mensuels et régler le montant de chaque liste au moyen d'un chèque ou d'une traite, à joindre à cette liste.

Article RE 1104

Etablissement des comptes mensuels pour les mandats ordinaires télégraphiques

Les mandats ordinaires télégraphiques sont soumis aux dispositions comptables spéciales ci-après:

- 1° les mandats ordinaires télégraphiques sont récapitulés, selon le cas, avec les mandats ordinaires, les mandats de versement ou avec les mandats échangés au moyen de listes;
- 2° les mandats télégraphiques et non les télégrammes sont joints au compte mensuel;
- 3° les dispositions du chiffre 2° ne s'appliquent pas aux mandats télégraphiques des relations régies par le système liste.

Article RE 1105

Etablissement du compte général

1. Le compte général est établi sur une formule conforme au modèle MP 8 ci-annexé par l'Administration créancière immédiatement après la réception des comptes mensuels, avant même d'avoir procédé à la vérification de détail de ces comptes.

2. Il doit être arrêté dans un délai de deux mois après l'expiration du mois auquel il se rapporte.
3. Les Administrations peuvent s'entendre en vue d'établir le compte général par trimestre, par semestre ou par année.

Article 12

Règlement des comptes

1. *Sauf entente spéciale, le paiement du solde du compte général ou du montant des comptes mensuels a lieu dans la monnaie que l'Administration créancière applique au paiement des mandats.*
2. *Toute Administration peut entretenir auprès de l'Administration du pays correspondant un avoir sur lequel sont prélevées les sommes dues.*
3. *Toute Administration qui se trouve à découvert vis-à-vis d'une autre Administration d'une somme dépassant les limites fixées par le Règlement est en droit de réclamer le versement d'un acompte.*
4. *En cas de non-paiement dans les délais fixés par le Règlement, les sommes dues sont productives d'un intérêt de 6 pour cent par an, à dater du jour d'expiration desdits délais jusqu'au jour du paiement. (1)*
5. *Il ne peut être porté atteinte par aucune mesure unilatérale, telle que moratoire, interdiction de transfert, etc., aux dispositions du présent Arrangement et de son Règlement d'exécution relatives à l'établissement et au règlement des comptes.*

1) Il est inadmissible de retarder outre mesure les paiements (Congrès de Stockholm 1924, II 595).

Article RE 1201

Règlement des comptes. Modes et délais de paiement

1. Sauf entente spéciale et sous réserve du paragraphe 2, le solde du compte général ou les totaux des comptes mensuels sont réglés en monnaie du pays créancier, sans aucune perte pour ce dernier:
 - a) soit au moyen de chèques ou de traites payables à vue sur la capitale ou une place commerciale du pays créancier ou au moyen de virements postaux;
 - b) soit par prélèvement sur un avoir constitué en vertu de l'article 12, paragraphe 2, de l'Arrangement.

2. Les frais de paiement (droits, frais de clearing, provisions, commissions, etc.) perçus dans le pays débiteur ainsi que les frais prélevés par les banques intermédiaires dans les pays tiers sont à la charge de l'Administration débitrice. Les frais perçus dans le pays créancier sont à la charge de l'Administration créancière. (1)
3. Le paiement doit être effectué au plus tard quinze jours après réception du compte général ou après réception du compte mensuel, si les règlements s'opèrent sur la base de ce compte. (2)
4. En cas de désaccord entre les deux Administrations sur le montant de la somme à payer, seul le paiement de la partie contestée peut être différé; l'Administration débitrice doit notifier à l'Administration créancière, dans les délais prévus au paragraphe 3, les raisons de la contestation.

1) Le Congrès de Tokyo 1969 (II 1452 et 1453, prop. 7015) avait modifié le texte de ce par. comme suit: «Les frais de transfert payés dans le pays débiteur ainsi que les frais prélevés par les banques intermédiaires dans les pays tiers sont supportés par l'Adm. débitrice, à l'exception des frais extraordinaires, tels les frais de clearing, imposés par le pays créancier. Il en est de même des frais de paiement. Toutefois, les frais prélevés dans le pays créancier sont supportés par l'Adm. créancière.»

Le Congrès de Lausanne 1974 a apporté les précisions indispensables quant aux interprétations que peut offrir ce texte de Tokyo, qui était à la base de nombreux litiges (II 1493, prop. 6548.3).

Selon l'art. 103, par. 7, du Règl. de la Conv., les frais prélevés par les banques intermédiaires dans les pays tiers sont à la charge de l'Adm. créancière. Or, les paiements mentionnés dans la Conv. concernent des prestations de service, tandis que les règlements dont fait mention l'Arr. se rapportent à des fonds confiés à la poste par les usagers aux fins de transfert. Il s'agit donc d'opérations nettement distinctes quant à leur nature même.

2) Le texte admet que le paiement entre les Adm. ne sera considéré comme effectué que lorsque la valeur servant à régler le compte aura été expédiée à destination ou, s'il s'agit d'un ordre de paiement, lorsque la banque aura exécuté l'ordre reçu (Congrès de Buenos Aires 1939, II 555).

Article RE 1202

Acomptes

1. Toute Administration qui se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre Administration, d'une somme dépassant 6533,81 DTS par mois a le droit de réclamer le versement automatique d'un acompte au plus tard le 15^e jour du mois pendant lequel les mandats sont émis. Le montant de cet acompte est calculé sur la base du montant moyen des trois derniers comptes mensuels acceptés et adaptés en fonction:

- a) de l'importance du compte relatif à la période correspondante de l'année précédente;
- b) de l'évolution du trafic pendant l'année en cours;
- c) des 6533,81 DTS en dessous desquels aucun acompte n'est dû et qui, par conséquent, sont à déduire de la moyenne obtenue.

En cas de non-paiement dans le délai précité, l'article 12, paragraphe 4, de l'Arrangement est applicable, sauf si l'Administration débitrice est en mesure de prouver que l'Administration créancière ne transmet pas régulièrement ses comptes dans le délai fixé par l'article RE 1101, paragraphe 7.

2. La limite de 6533,81 DTS, fixée dans le paragraphe précédent, ne s'applique pas à l'Administration qui s'occupe du service des mandats exclusivement en qualité d'Administration de paiement. Dans ce cas, une limite inférieure peut être fixée d'un commun accord avec l'Administration émettrice. (1)

3. L'Administration débitrice qui désire bénéficier de la faculté prévue à l'article 12, paragraphe 2, de l'Arrangement, sans avoir été préalablement saisie d'une demande d'acompte de l'Administration créancière, détermine, à sa convenance, le montant et la fréquence des versements qu'elle estime devoir opérer pour assurer la couverture de ses émissions.

4. Lorsque le total des versements effectués à titre d'acomptes est supérieur au montant dû à l'Administration correspondante pour la période considérée, la différence est reprise dans l'un des comptes suivants, conformément aux directives formulées par l'Administration débitrice, ou, le cas échéant, portée à l'avoir prévu à l'article 12, paragraphe 2, de l'Arrangement.

(1) L'acompte dû à titre d'avance sur les mandats payés est ramené de 9800,72 DTS à 6533,81 DTS. Le Congrès de Washington 1989, en introduisant ce nouveau par., a admis que la limite de 6533,81 DTS ne doit pas s'appliquer à l'Adm. qui s'occupe du service des mandats exclusivement en qualité d'Adm. de paiement. Dans ce cas, une limite inférieure peut être fixée d'un commun accord avec l'Adm. émettrice (II Congrès/C 8 – Rapp. 3, prop. 65 1202.1).

Article 13 *Dispositions finales*

1. *La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement. (1)*

2. *L'article 4 de la Constitution (2) n'est pas applicable au présent Arrangement.*

3. *Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement*

3.1 *Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement d'exécution doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.*

3.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil exécutif pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil exécutif qui sont parties à l'Arrangement. (3)

3.3 Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions;*
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement;*
- c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement. (4)*

4. Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1991 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé (5) le présent Arrangement en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Washington, le 14 décembre 1989.

1) Le Congrès de Vienne 1964 a harmonisé, dans les différents Arr., le texte relatif à l'application de la Conv. (II 399, prop. 8085, Doc 88). Enoncée d'une manière générale, cette clause permet de couvrir tous les cas d'application de la Conv.

2) Cet art. concerne les relations exceptionnelles (Congrès de Vienne 1964, Doc 88, ch. 2, lettre b)).

3) Conséquence de la prop. 1022.1, visant à donner au CE la compétence formelle pour arrêter les Règl. (v. Congrès – Doc 72, ch. 18).

4) Concernant le par. 3.3, lettre c), les termes «hors le cas de différend à soumettre à l'arbit. prévu à l'art. 32 de la Const.» n'ont absolument rien à faire dans un tel art. Il convient donc de les supprimer (II Congrès/C 8 – Rapp. 3, prop. 6000.1).

5) Noms des pays ayant signé l'Arr.:

République algérienne démocratique et populaire
République fédérale d'Allemagne
Etats-Unis d'Amérique
République argentine
République d'Autriche
Belgique
République populaire du Bénin

République populaire de Bulgarie
Burkina Faso
République du Burundi
République du Cameroun
République du Cap-Vert
République centrafricaine
Chili

République de Chypre
République fédérale islamique des Comores
République populaire du Congo
République de Corée
République de Côte d'Ivoire
Royaume de Danemark
République de Djibouti
République dominicaine
République arabe d'Egypte
République de El Salvador
Emirats arabes unis
République de l'Equateur
Espagne
République de Finlande
République française
République gabonaise
Grèce
République de Guinée
République d'Haïti
République de Hongrie
République d'Indonésie
République islamique d'Iran
République d'Islande
Israël
Italie
Japon
Royaume hachémite de Jordanie
Kuwait
République libanaise
Principauté de Liechtenstein
Luxembourg
République démocratique de Madagascar
République du Mali
Royaume du Maroc
République islamique de Mauritanie
Etats-Unis du Mexique

Principauté de Monaco
République du Niger
Norvège
République de l'Ouganda
République de Paraguay
Pays-Bas
Antilles néerlandaises et Aruba
République du Pérou
République populaire de Pologne
Portugal
Etat de Qatar
République socialiste de Roumanie
République rwandaise
République de Saint-Marin
Iles Salomon
Samoa occidentale
République du Sénégal
République démocratique de Somalie
République du Soudan
République socialiste démocratique de Sri Lanka
Suède
Confédération suisse
République du Suriname
République arabe syrienne
République du Tchad
République socialiste tchécoslovaque
Thaïlande
République togolaise
République tunisienne
République de Turquie
République orientale de l'Uruguay
Etat de la cité du Vatican
République arabe du Yémen
République démocratique populaire du Yémen
République socialiste fédérative de Yougoslavie

(Pour les signatures concernant l'Arr., v. tome III/1, des Doc de Washington 1989, p. 275 à 311.)

Article RE 1301

Application du Règlement d'exécution de la Convention

Sont applicables aux mandats, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent Règlement, les dispositions du Règlement d'exécution de la Convention et, plus particulièrement, celles qui font l'objet des articles ci-après:

- a) article 138 «Avis de réception»;
- b) article 141 «Envois exprès»;
- c) articles 148 et 149 «Retrait», «Modification ou correction d'adresse», complétés par l'article RE 316, paragraphes 2 à 5, du présent Règlement.

Article RE 1302

Renseignements à fournir par les Administrations (1)

1. Chaque Administration doit communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, les renseignements ci-après, concernant le service des mandats:

- 1° la liste des pays avec lesquels elle échange des mandats ordinaires et des mandats de versement, ainsi que les systèmes d'échange convenus sur la base de l'Arrangement;
- 2° soit la liste des bureaux qu'elle autorise à émettre et à payer des mandats, soit l'avis que tous ses bureaux participent à ce service;
- 3° le cas échéant, l'avis de sa participation à l'échange des mandats télégraphiques;
- 4° le montant maximal adopté à l'émission et au paiement;
- 5° la monnaie dans laquelle doit être exprimé le montant des mandats à destination de son pays;
- 6° la taxe appliquée aux mandats émis;
- 7° soit le mode d'indication de cette taxe, soit l'avis que cette taxe n'est pas indiquée;
- 8° le cas échéant, les taxes perçues respectivement pour le paiement à domicile, l'inscription au crédit d'un compte courant postal, la poste restante, la taxe complémentaire d'express, le visa pour date, la réclamation et l'autorisation de paiement;
- 9° la durée des délais après lesquels sa législation attribue définitivement à l'Etat le montant des mandats dont le paiement n'a pas été réclamé;
- 10° la taxe spéciale de remise des fonds par express (mandats télégraphiques);
- 11° sa décision en ce qui concerne la possibilité, dans son pays, de transmettre ou non la propriété des mandats par voie d'endossement;
- 12° un exemplaire des formules de mandat qu'elle emploie, sauf si l'échange des mandats a lieu au moyen de listes;
- 13° l'orthographe, dans la langue officielle de son pays, des nombres de 1 à 1000 (2) à utiliser pour exprimer les sommes à inscrire sur les mandats;
- 14° la liste des pays ne participant pas à l'Arrangement pour lesquels elle peut servir d'intermédiaire pour l'échange des mandats;
- 15° le service auquel les réclamations, les demandes de retrait, de modification ou de correction d'adresse ainsi que les demandes de «visa pour date» doivent être transmises (Administration centrale, bureau d'échange ou autre bureau spécialement désigné).

2. Toute modification aux renseignements visés ci-dessus doit être notifiée sans retard.

3. Les Administrations peuvent convenir de se communiquer mutuellement les taux de conversion qu'elles appliquent à l'émission dans leurs relations réciproques et toutes les modifications apportées à ces taux.

4. Si le montant des mandats est exprimé en monnaie autre que celle du pays de paiement, l'Administration de ce pays peut accepter de communiquer le taux de conversion qu'elle applique au moment du paiement aux bénéficiaires et toutes les modifications apportées à ces taux.

1) Compte tenu des nombreuses modifications apportées à ces renseignements après chaque Congrès et soucieux de faciliter la bonne marche des services financiers postaux internationaux, le Congrès de Rio de Janeiro 1979, par sa résolution C 11, a prié les Pays-membres signataires de l'un ou l'autre Arr. de notifier les renseignements au BI au moins six mois avant l'entrée en vigueur du nouvel Arr. (III 894).

2) Cf. annot. 1 à l'art. RE 301.

Article RE 1303

Mise à exécution et durée du Règlement d'exécution

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les mandats de poste.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins que le Conseil exécutif n'en décide autrement. (1)

Fait à Washington, le 15 décembre 1989.

1) En vertu de l'art. 102, par. 6.2, du Règl. gén., le CE peut également modifier les Règl. en cas d'urgence nécessaire.

(Pour les signatures concernant le Règl., v. tome III/2, des Doc de Washington 1989, p. 279.)

Liste des formules (1) (2) (3) (4)

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références
1	2	3
MP 1	Mandat ordinaire international	art. RE 202, par. 1
MP 1bis	Mandat ordinaire international photolisible	art. RE 202, par. 1
MP 2	Liste des mandats de poste	art. RE 502, par. 1.2
MP 4	Réclamation ou demande de retrait de modification ou de correction d'adresse concernant un mandat international	art. RE 316, par. 2
MP 5	Compte mensuel des mandats et des autorisations de paiement	art. 11, par. 1
MP 6	Liste récapitulative des mandats de poste et des autorisations de paiement	art. RE 1101, par. 2
MP 7	Compte mensuel des mandats de poste, des autorisations de paiement et des mandats de remboursement	art. RE 1101, par. 2
MP 8	Compte général des mandats de poste	art. RE 1105, par. 1
MP 12	Mandat ordinaire international pour libellé mécanographique	art. RE 202, par. 3
MP 12bis	Mandat ordinaire international photolisible pour libellé mécanographique	art. RE 202, par. 3
MP 13	Autorisation de paiement	art. RE 609, par. 5
MP 14	Demande de régularisation d'un mandat ordinaire, d'un mandat de versement ou demande d'autorisation de paiement	art. RE 610, par. 1
MP 15	Compte mensuel des mandats échangés au moyen de listes	art. 11, par. 1
MP 16	Mandat de versement international	art. RE 202, par. 2
MP 16bis	Mandat de versement photolisible	art. RE 202, par. 2

Annexes

Formules MP 1 à MP 2, MP 4 à MP 8, MP 12 à MP 16bis

1) Les form. ci-après ont été supprimées par le Congrès de Washington 1989:

- MP 3 Avis d'émission d'un mandat télégraphique (II Congrès/C 8 – Rapp. 3, prop. 6903.1);
- MP 9 Compte mensuel des bons postaux de voyage (conséquence résolution C 3/1989, prop. 05);
- MP 10 Bon postal de voyage;
- MP 11 Carnet de bons postaux de voyage.

2) Une note historique sur la standardisation des form., suivie d'annot. de caractère général, figure dans le Code annoté, 2^e fasc., à la suite de la liste des form.

3) A propos des form., le Congrès de Vienne 1964 a exprimé le vœu (vœu C 1) que le CE étudie et soumette à l'approbation des Pays-membres de l'UPU:

- 1^o un code d'identification des Adm. et de l'ensemble de leurs établissements postaux;
- 2^o les modifications qu'il conviendrait d'apporter, le moment venu, aux Arr. et aux normes des imprimés, pour permettre l'adaptation nécessaire et urgente des services aux exigences des nouveaux modes d'exploitation basés sur l'utilisation des ensembles électroniques de gestion.

A cet effet, les Adm. qui procèdent à des études dans ce sens devraient transmettre au CE, au fur et à mesure de l'avancement de leurs travaux, les informations qui lui sont nécessaires pour lui permettre de réaliser en temps utile les réformes rendues indispensables (III 113, vœu C 1).


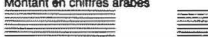

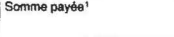


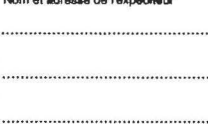



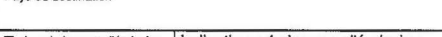







A son tour, le Congrès de Tokyo 1969, par sa résolution C 85 (III 772), a chargé le CCEP de la poursuite de l'étude de la codification des pays sur un plan général. En conclusion de cette étude, le CCEP a fait les recommandations suivantes:

- 1° en principe, aucun code international ne doit être utilisé pour le tri du courrier;
- 2° les Adm. postales ont toute liberté d'utiliser n'importe quel code selon leur convenance dans les domaines autres que le tri du courrier (statistique, comptabilité internationale, service des articles d'argent, etc.), à moins que l'utilisation d'un code commun pour un but particulier soit considérée comme essentielle. Dans ce dernier cas, la préférence serait à donner aux codes figurant dans la norme internationale ISO 3166, notamment le code ISO Alpha-2 (2 lettres) et le code numérique ISO à trois chiffres.

Par sa résolution C 77 (III 934), le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a approuvé ces recommandations.

- 4) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a exprimé le vœu C 8 (III 893) qui invite les Adm. à utiliser des form. conformes aux modèles figurant dans les Actes de l'UPU (et reproduits dans le Formulaire de l'UPU publié par le BI), notamment en ce qui concerne le format, la texture, la consistance du papier et la couleur.

(1) (2)

COUPON (Peut être détaché par le bénéficiaire)		Administration des postes		MANDAT ORDINAIRE INTERNATIONAL MP 1	
Montant en chiffres arabes 	Montant en chiffres arabes 	Cours du change ¹ 	Somme payée ¹ 	S'il y a lieu, application des timbres-poste ou indication de la taxe perçue	
Date d'émission 	Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins 				
Nom et adresse de l'expéditeur 	Nom et prénoms du bénéficiaire 				
	Rue et n° 				
	Lieu de destination 				
	Pays de destination 		¹ A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion		
Timbre du bureau d'émission 	Timbre du bureau d'émission 	Indications du bureau d'émission			
		N° du mandat 	Somme versée 		
		Bureau 	Date 		
		Signature de l'agent 			

Mandata, Washington 1989, art. RE 202, par. 1 – Dimensions 148 x 105 mm, couleur rose

1) L'indication de la taxe perçue dans le cadre de droite du recto de la formule est facultative (Mandats, Congrès de Washington 1989, art. RE 401).

2) Les Adm. peuvent prévoir l'indication du nom de l'expéditeur dans le corps du mandat (Congrès de Londres 1929, II 501).

MP 1 (verso)

Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu 	
Quittance du bénéficiaire Reçu la somme indiquée d'autre part Lieu et date 	
Signature du bénéficiaire 	
Registre d'arrivée N° 	Timbre du bureau payeur 

(Talon)			
Nom et adresse de l'expéditeur (indication facultative)	COUPON*	(Pays) MANDAT ORDINAIRE INTERNATIONAL MP 1bis	INDICATIONS DU BUREAU D'ÉMISSION
	Nom et adresse de l'expéditeur		Timbre du bureau d'émission
Communications	* Peut être détaché par le bénéficiaire	Avis de paiement – Paiement en main propre – Remise par exprès	<div style="text-align: center;"> <p>—</p> <p>()</p> <p>—</p> <p>Taxe perçue</p> </div>
		Nom et prénoms du bénéficiaire	
		Rue et n°	
		Lieu de destination	
		Pays de destination	
Montant en chiffres arabes		Montant en chiffres arabes	Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins
Timbre du bureau d'émission		Somme versée	
		Signature de l'agent	
		Cours du change ¹	Somme payée ¹
		A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion	
		NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS	
			+ 21987654321+21+
		N° de référence	21987654321

Mandats, Washington 1989, art. RE 202, par. 1 – Dimensions 210,8 x 101,6 mm, couleur rose

Note. – Les caractéristiques techniques obligatoires de cette formule et les renseignements concernant son utilisation sont déposés au Bureau international

Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu

Quittance du bénéficiaire
Reçu la somme indiquée d'autre part

Particularités relatives à certaines facultés

Lieu et date

Signature du bénéficiaire

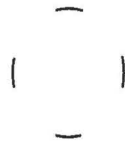
Timbre du bureau payeur

Registre d'arrivée

N°

(Talon)

(Talon)

(Pays)		MANDAT ORDINAIRE INTERNATIONAL	MP 1bis	INDICATIONS DU BUREAU D'ÉMISSION	
Nom et adresse de l'expéditeur				Timbre du bureau d'émission	
Avis de paiement – Paiement en main propre – Remise par exprès				<div style="text-align: center;">  </div>	
Nom et prénoms du bénéficiaire					
Rue et n°					
Lieu de destination					
Pays de destination				Taxe perçue	
Montant en chiffres arabes				Date	
Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins				N° du mandat	
Somme versée				Bureau	
Signature de l'agent					
Cours du change ¹	Somme payée ¹	A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion			
NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS					

+ 21987654321+21+

Administration correspondante	Date de la liste	N°
-------------------------------	------------------	----

Indications. Prière d'accuser réception de la présente liste

[illegible][illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Administration des postes d'origine

Bureau de poste ou de chèques postaux d'origine

☐ RÉCLAMATION☐ DEMANDE DE RETRAIT☐ DEMANDE DE MODIFICATION
OU DE CORRECTION D'ADRESSE

Bureau de poste ou de chèques postaux de destination		Date de la formule MP 4	
		Notre référence	Votre référence
Description du mandat	<input type="checkbox"/> Mandat ordinaire <input type="checkbox"/> Mandat échangé au moyen de listes <input type="checkbox"/> Mandat de versement		
Mode de transmission	<input type="checkbox"/> Voie de surface <input type="checkbox"/> Voie aérienne <input type="checkbox"/> Voie télégraphique <input type="checkbox"/>		
Emission	Bureau	N° du mandat	Date
Montant	<input type="checkbox"/> En monnaie du pays de paiement <input type="checkbox"/> En monnaie du pays d'émission Montant du mandat		
Expéditeur	Nom et adresse complète		
Bénéficiaire	Nom, prénoms et adresse complète		
	Bureau de chèques postaux		
	N° du compte		
Réclamant ou demandeur	Nom et adresse complète		
Renseignements complémentaires			
Motif de la réclamation ou de la demande	<input type="checkbox"/> D'après la déclaration de l'expéditeur, le bénéficiaire n'a pas reçu le montant. Veuillez effectuer une enquête à ce sujet et nous en communiquer le résultat		
	<input type="checkbox"/> Prière de me renvoyer le mandat susmentionné pour remise à l'expéditeur		
	<input type="checkbox"/> Prière de modifier comme suit		
	Adresse actuelle du mandat		
	Adresse modifiée		
	<input type="checkbox"/> L'expéditeur désire savoir si le mandat a été payé au bénéficiaire		
	Autres motifs		
Si le mandat a été égaré, le montant doit être payé	<input type="checkbox"/> au bénéficiaire primitif <input type="checkbox"/> à l'expéditeur		
Mode de transmission de la réponse	<input type="checkbox"/> Voie de surface <input type="checkbox"/> Voie aérienne <input type="checkbox"/> Voie télégraphique <input type="checkbox"/>		
La présente formule doit être renvoyée au bureau d'origine de la demande			
Lieu et date	Timbre du bureau d'où émane la demande Signature du chef		
Signature du réclamant ou du demandeur			

Bureau qui expédie la réponse

MP 4 (vergo)

**RÉPONSE À LA RÉCLAMATION
OU À LA DEMANDE**

Bureau de poste ou de chaque posteux de destination de la réponse	Date de la réponse
	Notre référence
	Votre référence

Traitement du mandat en question

<input type="checkbox"/> Il a été dûment payé au bénéficiaire	Date du paiement
<input type="checkbox"/> Il a été inscrit au crédit du compte du bénéficiaire	Date de l'inscription
<input type="checkbox"/> Il est encore en instance au bureau de poste	Nom du bureau
<input type="checkbox"/> Il est encore en instance au bureau de chèques	Nom du bureau
<input type="checkbox"/> Il a été remis au bénéficiaire, qui n'a pas encore pris livraison du montant	Date
<input type="checkbox"/> Il a été renvoyé au pays d'émission	Date
<input type="checkbox"/> Il a été réexpédié	

Nouvelle adresse du mandat réexpédié
.....
.....


<input type="checkbox"/> Il n'est pas parvenu au bureau de poste	Nom du bureau
<input type="checkbox"/> Il n'est pas parvenu au bureau de chèques	Nom du bureau

Autre raison du non-paiement du mandat ou de la non-inscription du montant du compte
.....
.....
.....
.....
.....

Déclaration du bénéficiaire (si possible)

Timbre du bureau qui expédie la réponse

Signature du chef

A large, empty circular area in the bottom right corner, likely for a stamp or seal.

Administration qui établit le compte

MP 5

COMPTE MENSUEL

Mandats et autorisations de paiement

Administration d'émission					Date du compte			
					Mois			Année
N° courant des mandats et autori- sations de paiement payés	Emission				Mandats et autorisations de paiement taxés	Mandats et autorisations de paiement en franchise de taxe	Débit de l'Administration émettrice des mandats	Observations
	Année	Mois	Bureau	N°				
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								
13								
14								
15								
16								
17								
18								
19								
20								
Totaux								
Mandats et autorisations de paiement taxés (col. 6)								
Nombre de mandats				Montant moyen				
				Montant par mandat				
Rémunération								
Mandats et autorisations de paiement en franchise de taxe (col. 7)								
Rémunération additionnelle sur les mandats payés en main propre								
Total général des sommes dues par l'Administration d'émission								

Le présent compte mensuel est certifié conforme au total des mandats et autorisations de paiement ci-annexés

Timbre, date et signature

Note. - Les mandats à payer en main propre doivent être signalés au moyen de la mention « Paiement en main propre » dans la colonne « Observations »

Mandats, Washington 1989, art. 11, par. 1 - Dimensions 210 x 297 mm

Administration qui établit la liste

LISTE RÉCAPITULATIVE
Mandats de poste et autorisations de paiement

Administration d'émission	Date de la liste	N°
	Mois	Année

Indications. Relever séparément les mandats et autorisations de paiement en franchise de taxe soit à la fin de cette liste avec la mention y relative dans la colonne «Observations», soit aux listes complémentaires ou en utilisant des listes spéciales. Inscrire les autorisations de paiement au rang qu'occuperaient les mandats auxquels elles se rapportent et les signaler dans la colonne «Observations»

[illegible]

Note. – Les mandats à payer en main propre doivent être signalés au moyen de la mention « Paiement en main propre » dans la colonne « Observations ».

Administration qui établit le compte

MP 7

COMPTE MENSUEL

Mandats de poste, autorisations de paiement et mandats de remboursement

Administration d'émission		Date du compte	
		Mois	Année
Indications. Dans ce compte peuvent aussi être compris les sommes à rembourser et les intérêts prévus à l'article 9, paragraphe 6, et à l'article 12 de l'Arrangement			
Titre	Nombre des mandats et des autorisations de paiement payés	Montants des mandats et des autorisations de paiement payés	Montant des rémunérations
1	2	3	4
Mandats et autorisations de paiement taxés (total établi sur formules MP 6 ci-annexées)			
Montant moyen Montant par mandat			
Rémunération par mandat			
Rémunération additionnelle des mandats payés en main propre			
Mandats et autorisations de paiement en franchise de taxe (total établi sur formules MP 6 ci-annexées)			
Totaux			
Mandats de remboursement selon le compte particulier formule R 5			
A déduire les rémunérations sur les mandats de remboursement			
Totaux généraux			
Total des rémunérations			
<input type="checkbox"/> à ajouter <input type="checkbox"/> à déduire			
Inscriptions éventuelles selon l'article 9, paragraphe 6, et l'article 12 de l'Arrangement (sommes à rembourser et intérêts)			
Total général des sommes dues par l'Administration d'émission			
Le présent compte mensuel est certifié conforme au total des mandats et autorisations de paiement ci-annexés			
Timbre, date et signature			

COMPTE GÉNÉRAL
Mandats de poste



Administration correspondante	Date du compte
	Echanges pendant la période

[illegible]

Détails des acomptes


[illegible]


Timbre de l'Administration qui établit le compte Date et signature	Vu et accepté par l'Administration correspondante Timbre, date et signature
-----------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------

COUPON (Peut être détaché par le bénéficiaire)	Administration des postes	MANDAT ORDINAIRE INTERNATIONAL pour libellé mécanographique	MP 12
Montant en chiffres arabes	Montant en chiffres arabes	Cours du change ¹	S'il y a lieu, application des timbres-poste ou indication de la taxe perçue
Date d'émission	Montant en chiffres arabes	Somme payée ¹	
Nom et adresse de l'expéditeur/Communications	Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins		
	Bénéficiaire		¹ A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion
Timbre du bureau d'émission	Timbre du bureau d'émission	Indications du bureau d'émission	
		N° du mandat	Somme versée
		Bureau	Date
		Signature de l'agent	

Mandats, Washington 1989, art. RE 202, par. 3 – Dimensions 148 x 105 mm, couleur rose

MP 12 (verso)

Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu	
Quittance du bénéficiaire	
Reçu la somme indiquée d'autre part	
Lieu et date	
Signature du bénéficiaire	
Registre d'arrivée	Timbre du bureau payeur
N°	

(Talon)			
Nom et adresse de l'expéditeur (Indication facultative)	COUPON*		MANDAT ORDINAIRE INTERNATIONAL MP 12bis
	(Pays)		INDICATIONS DU BUREAU D'ÉMISSION
Communications	Nom et adresse de l'expéditeur		Timbre du bureau d'émission
	Avis de paiement – Paiement en main propre – Remise par exprès		<div style="text-align: center;">  </div>
	Bénéficiaire		
	Taxe perçue		
	Date		
	N° du mandat		
	Bureau		
Montant en chiffres arabes	Montant en chiffres arabes		Somme versée
	Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins		
Timbre du bureau d'émission			Signature de l'agent
	Cours du change ¹	Somme payée ¹	
	¹ A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion		
	NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS		
N° de référence 21987654321	+ 21987654321+21+		

Mandats, Washington 1989, art. RE 202, par. 3 – Dimensions 210,8 x 101,6 mm, couleur rose

Note. – Les caractéristiques techniques obligatoires de cette formule et les renseignements concernant son utilisation sont déposés au Bureau international

Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu

Quittance du bénéficiaire
Reçu la somme indiquée d'autre part

Particularités relatives à certaines facultés

Lieu et date

Signature du bénéficiaire

Timbre du bureau payeur

Registre d'arrivée

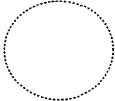
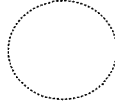

N°

(Talon)

(Talon)


MANDAT ORDINAIRE INTERNATIONAL MP 12bis		INDICATIONS DU BUREAU D'ÉMISSION
(Pays) Nom et adresse de l'expéditeur		Timbre du bureau d'émission
Avis de paiement – Paiement en main propre – Remise par exprès		
Bénéficiaire		Taxe perçue
<div style="text-align: center; font-size: 48px; transform: rotate(-15deg); opacity: 0.5;">COPIE</div>		Date
		N° du mandat
		Bureau
Montant en chiffres arabes	Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins	Somme versée
		Signature de l'agent
Cours du change ¹	Somme payée ¹	
¹ A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion		
NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS		

+ 21987654321+21+

COUPON		Administration des postes		AUTORISATION DE PAIEMENT		MP 13
Montant en chiffres arabes	Montant en chiffres arabes	N° de l'autorisation		<input type="checkbox"/> Complément		
Date du mandat original	Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins			<input type="checkbox"/> Remplacement		
Nom et adresse de l'expéditeur	Nom et prénom du bénéficiaire			d'un mandat de poste		
	Rue et n°			A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion		
	Lieu de destination			Cours du change		
	Pays de destination			Somme payée		
Timbre du service d'émission	Timbre du service d'émission	N° du mandat	Somme versée			
		Date				
		Bureau d'émission du mandat				
		Signature de l'agent qui établit l'autorisation				

Mandats, Washington 1989, art. RE 609, par. 5 – Dimensions 148 x 105 mm, couleur rose

MP 13 (verso)

<input type="checkbox"/> Remplacement d'un mandat de poste <input type="checkbox"/> Complément d'un mandat de poste	Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu	
	Quittance du bénéficiaire	
	Reçu la somme indiquée d'autre part	
	Lieu et date	
Signature du bénéficiaire		
Registre d'arrivée		Timbre du bureau payeur
N°		

Mandats, Formules

☐ Administration des postes d'origine

I. DEMANDE DE RÉGULARISATION

MP 14

☐ Bureau d'origine

☐ d'un mandat ordinaire ☐ d'un mandat de versement

II. DEMANDE D'AUTORISATION

☐ de paiement (verso)

Bureau d'émission du mandat	Date de la demande
	Notre référence
	Votre référence

Description du mandat	<input type="checkbox"/> Mandat ordinaire <input type="checkbox"/> Mandat de versement <input type="checkbox"/> Mandat télégraphique
Emission	Bureau <input type="checkbox"/> N° du mandat <input type="checkbox"/> Date <input type="checkbox"/>
Montant	<input type="checkbox"/> En monnaie du pays de paiement <input type="checkbox"/> En monnaie du pays d'émission Montant du mandat
Expéditeur	Nom et adresse complète
Bénéficiaire	Nom, prénom et adresse complète
Renseignements complémentaires	Bureau de chèques postaux <input type="checkbox"/> N° du compte <input type="checkbox"/>

I. Demande de régularisation d'un mandat

Le mandat décrit ci-dessus, que vous voudrez bien trouver ci-joint, ne peut être payé pour le motif suivant:

- ☐ Indication inexacte, insuffisante ou douteuse, ou omission du nom ou du domicile du bénéficiaire
- ☐ Le numéro du compte courant postal indiqué est erroné
- ☐ Différences ou omission de sommes
- ☐ Ratures ou surcharges dans les inscriptions
- ☐ Omission de timbres, de signature ou d'autres indications de service
- ☐ Indication de la somme à payer dans une monnaie autre que celle qui est admise
- ☐ Dépassement du montant maximal autorisé
- ☐ Erreur évidente dans le rapport entre la monnaie du pays d'émission et celle du pays de paiement
- ☐ Omission du nom de l'unité monétaire
- ☐ Emploi de formule non réglementaire
- ☐ Délai de validité expiré. A viser pour date

Autres motifs

Prière de renvoyer le mandat, sous enveloppe, immédiatement après sa régularisation, accompagné de la présente formule

Mandats, Washington 1989, art. RE 610, par. 1 - Dimensions 210 x 297 mm

II. Demande d'autorisation de paiement

MP 14 (verso)

Le mandat décrit ci-contre

☐ a été égaré avant paiement☐ a été détruit avant paiement☐ a été perdu avant paiement☐ nécessite, par suite d'une erreur de conversion, un paiement complémentaire au bénéficiaire

Montant du paiement complémentaire

Prière de délivrer une autorisation de paiement et de transmettre celle-ci accompagnée de la présente formule

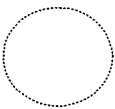
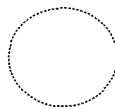

Timbre du bureau de paiement et date

Signature

Timbre du bureau d'émission du mandat

Administration d'émission	Date du compte	
	Mois	Année

[illegible]

COUPON destiné au titulaire du CCP n°		Administration des postes		MANDAT DE VERSEMENT INTERNATIONAL		MP 16	
Montant en chiffres arabes		Montant en chiffres arabes		Cours du change ¹		S'il y a lieu, application des timbres-poste ou indication de la taxe perçue	
Date d'émission		Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins		Somme créditée ¹			
Nom et adresse de l'expéditeur		Nom et prénom du bénéficiaire					
		CCP n°					
		Bureau de chèques					
		Pays de destination				¹ A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion	
Timbre du bureau d'émission		Timbre du bureau d'émission		Indications du bureau d'émission		Somme versée	
				N° du mandat			
				Bureau		Date	
				Signature de l'agent			

Mandats, Washington 1989, art. RE 202, par. 2 – Dimensions 148 x 105 mm, couleur jaune

MP 16 (verso)

Cadre réservé au service de chèques postaux	
<p>Timbre du bureau de chèques postaux qui a porté le mandat au crédit du compte courant postal du bénéficiaire</p>	

(Talon)			
COUPON destiné au titulaire du CCP n°	(Pays) MANDAT DE VERSEMENT INTERNATIONAL MP 16bis Nom et adresse de l'expéditeur		INDICATIONS DU BUREAU D'ÉMISSION Timbre du bureau d'émission Taxe perçue
Nom et adresse de l'expéditeur (indication facultative)			
Communications	Avis d'inscription, remise par exprès Bénéficiaire		
			Date
	CCP n°	Bureau de chèques	N° du mandat
	Pays de destination		Bureau
Montant en chiffres arabes	Montant en chiffres arabes Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins		Somme versée
Timbre du bureau d'émission			Signature de l'agent
N° de référence 21987654321	Cours de change ¹	Somme créditée ¹	¹ A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion. NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS - NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS - NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS - NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS
	+ 21987654321+21+		

Mandats, Washington 1989, art. RE 202, par. 2 - Dimensions 210,8 x 101,6 mm, couleur jaune

Note. - Les caractéristiques techniques obligatoires de cette formule et les renseignements concernant son utilisation sont déposés au Bureau International

Cadre réservé au service de chèques postaux

Timbre du bureau de chèques postaux qui a porté le mandat au crédit du compte courant postal du bénéficiaire

(Talon)

Protocole final du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste

Au moment de procéder à l'approbation du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste conclu à la date de ce jour, le Conseil exécutif convient de ce qui suit:

Article unique Acomptes

En raison de sa législation intérieure, l'Administration postale du Mexique n'est pas tenue d'observer les dispositions de l'article RE 1202, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste, qui visent le versement d'un acompte le quinzième jour du mois au cours duquel il a été émis des mandats dont la somme dépasse 6533,81 DTS par mois.

Le présent Protocole aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même du Règlement auquel il se rapporte.

Fait à Washington, le 15 décembre 1989.

(Pour les signatures concernant le Prot., v. tome III/2, des Doc de Washington 1989, p. 307.)

Index alphabétique

Observation. — Les chiffres et lettres en petits caractères placés au-dessus de la ligne renvoient aux paragraphes et lettres des divers articles.

Mandats de poste	Arrangement Art.	Règlement Art.
Acomptes	12 ³	—
Administration de destination	6 ²	—
Administration intermédiaire. Taxe supplémentaire	—	310 ⁴
Adresse des mandats	—	301 ⁴ , 610 ¹
— abrégée	—	301 ⁴ , 303 ²
— Correction d'—	—	316
— insuffisante ou inexacte	—	611
— Modification d'—	—	316
Application de la Convention	13 ¹	—
Approbation des propositions	13 ³	—
Autorisation de paiement	—	609
Avis d'arrivée	—	604 ⁴ , 606, 609 ²
— de paiement	4 ⁵	311
— de service télégraphique	—	611
— d'inscription	—	312
Bureau international	1 ²	1302 ¹
Bureaux d'échange	5 ³ , 6 ² , 11 ²	502, 503, 608, 1302 ¹
Bureaux participant à l'échange	—	1302 ¹
Communications particulières	—	315, 402
Compensation	11 ⁴	—
Comptabilité	11, 12	1102, 1103, 1104
— Attribution de la rémunération	10	—
— Compte général	11, 12	1105
— Compte mensuel	11, 12	1101, 1102
— Etablissement des comptes	11, 12 ⁵	—
— Règlement des comptes	12	1201, 1202
Compte courant postal. Inscription en —	—	312, 602 ²
Compte général	11, 12	1105
Compte mensuel	11, 12	1101, 1102
Constitution. Exception à l'application de la —	13 ²	—
Contestation du paiement	9 ^{2a}	—
Convention. Application de la —	13 ¹	—
— internationale des télécommunications	3 ⁵	—
Conversion. Erreurs de —	—	609 ³ , 610 ¹
— Taux de —	3 ² , 11 ³	702 ³ , 1302 ³
Délais	6, 9 ^{2, 5, 6} , 12 ⁴	608 ² , 612
Détermination de la responsabilité	9 ³	—
Différences. Erreurs. Omissions	2, 9 ^{1, 3}	609, 1101 ⁹
Droits fiscaux et autres	4 ⁶	—
Durée de l'Arrangement et du Règlement	13 ⁴	—
Durée de validité	6	609 ^{4, 8}

	Arrangement Art.	Règlement Art.
Echange. Modes d'—	5	502 ³ , 503, 1302 ¹
Endossement	—	607, 1302 ¹
Enoncé du montant	3 ¹	303 ⁶ , 307, 1302 ¹
Erreurs. Différences. Omissions	9 ^{1,3}	609, 1101 ⁹
Etablissement des comptes	11, 12	1101, 1102, 1105
— des listes	—	502
— des mandats	—	202, 301, 303, 304, 306, 613
Etendue de la responsabilité	9 ^{1,2}	—
Exceptions au principe de la responsabilité	9 ²	—
Exprès. Remise par —	4 ^{1,5a, 7²}	312, 606
Formules à l'usage du public	—	201
— Indications à porter sur les —	—	306, 307
— Liste des —. Voir page 49	—	—
Frais	9 ⁶	604 ⁴ , 610 ² , 1201 ²
Franchise	4 ⁷ , 10 ³	608 ⁶
Garantie des sommes versées	9 ¹	—
Indications à porter sur les formules	—	301, 303, 306, 316 ³ , 610, 613, 702
Inscription en compte courant postal	—	312, 602 ²
Interdictions	7 ³ , 12 ⁴	607
Intérêts	9 ⁶ , 12 ⁴	1101 ^{5b}
Irrégularités	—	502 ⁵ , 610, 611
Libellé des mandats	3 ¹	301 à 304
Listes. Etablissement des —	—	502
— Irrégularités	—	610, 611
— Numérotage	—	502 ¹
— spéciales	—	502 ³ , 608 ⁶
— Transmission	—	501, 502 ¹
— Vérification et rectification	—	502 ⁵
Mandats adressés poste restante	4 ^{5d}	308
— adressés télégraphe restant	—	303 ⁵
— — ordinaires	2	301, 303, 402
— de versement	—	302, 304, 501
— égarés, perdus ou détruits	—	609, 613
— en main propre	—	313, 502 ^{4,1} , 701 ²
— exprès	4 ^{1,5a, 7²}	312, 606
— impayés	—	608
— irréguliers	—	610, 611
— — listes	—	703, 1103
— non distribuables	—	608
— prescrits	—	612

	Arrangement Art.	Règlement Art.
– réexpédiés	7	701 à 703
– télégraphiques	2	303, 304, 402, 604, 611
Mise à exécution et durée de l'Arrangement et du Règlement	–	1303
Modification d'adresse. Retrait	–	316
Monnaie	3, 11 ³ , 12 ¹	307, 610 ¹ , 702 ¹ , 1001 ¹ , 1302 ¹
Montant. Énoncé	3 ¹	307, 601
– maximal à l'émission des mandats	3 ^{3, 4}	1302 ¹
– maximal au paiement des mandats	6 ⁵	1302 ¹
– Versement du –	–	309
Moratoire. Interdictions des transferts, etc.	12 ⁵	–
Numérotage des mandats et des listes	–	303, 304, 502, 1101
Omissions. Erreurs. Différences	2, 9 ^{1, 3}	609, 1101 ⁹
Organismes non postaux	1 ²	–
Paiement des mandats	–	314, 604
– des sommes dues	9 ^{4, 6}	1201, 1202
– en main propre	–	313, 502 ^{4, 1} , 701 ²
– par exprès	4 ^{1, 5e, 7²}	312, 606
Pays non contractants	4 ⁴	–
Perte, soustraction, etc.	–	609 ⁶ , 613
Poste restante. Mandats adressés –	4 ^{5d}	308
Propositions. Approbation des –	13 ³	–
Récépissé	–	309, 609 ⁷ , 801 ³
Réclamations	8	801
Recommandation	–	307, 308, 501, 610 ¹¹ , 609 ⁸
Recours	9 ⁴	–
Réexpédition	7	701 à 703
Règlement des comptes	12	1201, 1202
Remboursement à l'Administration intervenante	9 ⁶	–
– des mandats impayés	–	608 ³ , 609 ^{8 à 8}
Remise des mandats télégraphiques	–	604 ² , 1302 ¹
– en main propre	–	313, 502 ^{4, 1} , 701 ²
– par exprès	4 ^{1, 5e, 7²}	312, 606
– Taxe de – à domicile	4	401, 402
Rémunération de l'Administration de paiement	10	1001, 1101 ⁵
Renseignements à fournir par les Administrations	–	1302
Responsabilité	9	–
– Détermination de la –	9 ³	–
– Étendue de la –	9 ^{1, 2}	–
– Exceptions au principe de la –	9 ²	–
– Paiement des sommes dues	9 ^{4, 6}	1201, 1202
– Principe de la –	9 ^{1, 2}	–
– Remboursement à l'Administration intervenante	9 ⁶	–
Retards	9 ^{2a}	–
Retrait. Modification ou correction d'adresse	–	316

	Arrangement Art.	Règlement Art.
Taux de conversion	3 ² , 11 ³	702 ³ , 1302 ³
Taxes	4	401, 402
– d'autorisation de paiement	–	609
– d'avis de paiement	–	310
– de remise à domicile	4 ^{5a}	604 ³
– supplémentaire	4 ⁴	–
Télégraphe restant	–	303 ⁵
Timbre	–	608 ⁴ , 613 ¹
Transcription des télégrammes-mandats	–	603
Transmissibilité	–	1302 ¹
Transmission des mandats	5	501 à 503
– par avion	–	305, 610 ^{1, 2} , 801 ¹
– télégraphiques	2	303, 304, 402, 604, 611
Validité. Durée	6 ¹	609 ^{4, 8}
Vérification et rectification des listes	–	502 ⁵
Versement des fonds	–	309
Visa pour date	–	605

Arrangement concernant le service des chèques postaux

Arrangement et Règlement d'exécution

- Formules

Arrangement concernant le service des chèques postaux (1)

Table des matières

Chapitre I

Dispositions préliminaires

Art.

1. Objet de l'Arrangement

- RE 101. Relations financières entre les Administrations participantes
- RE 102. Alimentation du compte courant postal de liaison. Intérêts moratoires
- RE 103. Fonctionnement du compte courant postal de liaison
- RE 104. Bureaux d'échange

2. Différentes catégories de prestations offertes par le service des chèques postaux

- RE 201. Formules à l'usage du public

Chapitre II

Le virement

3. Conditions d'admission et d'exécution des ordres de virement

- RE 301. Etablissement des avis de virement
- RE 302. Montant des virements

1) Dans le présent Acte, les articles sont disposés de la manière suivante: articles de l'Arrangement suivis immédiatement de ceux du Règlement d'exécution correspondants.

- RE 303. Listes de virements ordinaires
- RE 304. Etablissement des lettres d'envoi de virements ordinaires
- RE 305. Notification des virements ordinaires
- RE 306. Vérification des envois et traitement des irrégularités des virements ordinaires
- RE 307. Débit des virements ordinaires du compte courant postal de liaison
- RE 308. Montant à créditer
- RE 309. Avis d'inscription
- RE 310. Annulation d'un virement ordinaire
- RE 311. Non-exécution d'un virement ordinaire
- RE 312. Dispositions générales concernant les virements télégraphiques
- RE 313. Etablissement des virements télégraphiques
- RE 314. Débit des virements télégraphiques du compte courant postal de liaison
- RE 315. Avis d'inscription
- RE 316. Traitement des irrégularités relatives aux virements télégraphiques
- RE 317. Réclamations

4. Responsabilité

Chapitre III

Le versement

5. Le versement

- RE 501. Acheminement des mandats de versement MP 16 à destination d'une Administration dont l'organisation des chèques postaux est basée sur l'utilisation de l'avis de versement VP 1
- RE 502. Etablissement et règlement des comptes de mandats de versement MP 16 parvenant directement à un bureau de chèques postaux de destination qui n'utilise pas les mandats pour créditer ses comptes de chèques postaux
- RE 503. Traitement des avis de versement

Chapitre IV

Le paiement par mandat

6. Modalités d'exécution des paiements par mandat

Chapitre V

Le paiement par chèque d'assignation

7. Emission des chèques d'assignation

- RE 701. Etablissement des chèques d'assignation
- RE 702. Montant des chèques d'assignation
- RE 703. Mentions interdites ou autorisées. Recommandations d'office
- RE 704. Services spéciaux: Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre. Communication destinée au bénéficiaire. Retrait. Modification ou correction d'adresse. Endossement
- RE 705. Listes de chèques d'assignation
- RE 706. Etablissement des lettres d'envoi de chèques d'assignation
- RE 707. Notification des chèques d'assignation à destination d'Administrations disposant d'une institution de chèques postaux
- RE 708. Notification des chèques d'assignation à destination d'Administrations ne disposant pas d'un service des chèques postaux
- RE 709. Etablissement des chèques d'assignation télégraphiques
- RE 710. Transmission des chèques d'assignation télégraphiques

8. Paiement des chèques d'assignation

- RE 801. Listes manquantes ou irrégulières
- RE 802. Traitement des listes et des lettres d'envoi par le service des chèques postaux de destination
- RE 803. Traitement des listes et des lettres d'envoi par l'Administration de destination qui ne dispose pas d'un service des chèques postaux
- RE 804. Chèques d'assignation irréguliers
- RE 805. Etablissement de l'avis de paiement
- RE 806. Réexpédition
- RE 807. Chèques d'assignation impayés
- RE 808. Autorisation de paiement
- RE 809. Chèques d'assignation prescrits
- RE 810. Réclamations

9. Responsabilité

10. Rémunération de l'Administration de paiement

Chapitre VI

Autres modes d'échange des paiements

11. Autres modes d'échange des paiements

Chapitre VII

Le postchèque

12. Délivrance des postchèques

13. Paiement

RE 1301. Présentation des postchèques au guichet de paiement

RE 1302. Conditions de paiement

RE 1303. Renvoi des postchèques payés au service des chèques postaux d'origine

RE 1304. Remplacement des postchèques perdus après paiement

14. Responsabilité

15. Rémunération de l'Administration de paiement

Chapitre VIII

Dispositions diverses

16. Dispositions diverses

RE 1601. Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

RE 1602. Plis en franchise contenant des extraits de comptes

Chapitre IX

Dispositions finales

17. Dispositions finales

RE 1701. Renseignements à fournir par les Administrations

RE 1702. Mise à exécution et durée du Règlement d'exécution

Annexes

Formules: voir la «Liste des formules»

Arrangement concernant le service des chèques postaux (1) (2)

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, (3) de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant: (4)

Règlement d'exécution (5) de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux

Le Conseil exécutif, vu l'article 22, paragraphe 5, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, a arrêté les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux:

1) **Note historique**

Au Congrès de Madrid 1920, différents projets d'Arr. concernant le service international des chèques et virements postaux ont été présentés par la France, l'Italie et la Suisse. Une Comm. spéciale, chargée d'examiner ces textes, a élaboré un projet unique d'Arr. concernant le service des virements postaux qui a été adopté par le Congrès.

Le Congrès de Bruxelles 1952 a annexé à l'Arr. un supplément visant le règlement par virement postal des valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux. Le versement international a été introduit par le Congrès de Vienne 1964 (v. art. 24 de l'Arr.).

Une refonte complète de l'Arr. a été approuvée par le Congrès de Lausanne 1974 en exécution de la résolution C 87 du Congrès de Tokyo 1969, le titre de l'Arr. étant modifié en «Arrangement concernant le service des chèques postaux». Des assouplissements, destinés à étendre les échanges internationaux de versement et de paiement au moyen des chèques postaux, ont porté sur:

- le montant des transferts exécutés par l'intermédiaire des chèques postaux;
- la tarification;
- les règles de comptabilité (introduction des comptes courants de liaison).

Le Congrès de Lausanne 1974 a également introduit le service des cartes de paiement garanti, appelées «postchèques» depuis le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (v. art. 40 de l'Arr.).

2) Donnant suite à l'étude recommandée par la résolution C 10 du Congrès de Hambourg 1984, le Congrès de Washington 1989 a procédé à une refonte complète des Arr. concernant les services financiers postaux, parmi lesquels celui du service des chèques postaux. Dans cet Arr., les dispositions sur les chèques postaux de voyage et celles sur le règlement par virement des valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux ont été supprimées (v. annot. 3 au préambule des mandats).

3) Cette disposition est devenue l'art. 25, par. 4, depuis l'entrée en vigueur des Actes de Washington.

- 4) L'énumération des Pays-membres entre lesquels est conclu l'Arr. a été supprimée dans les préambules de tous les Actes par le Congrès de Vienne 1964 et fait l'objet d'une liste établie par le BI conformément à l'art. 112 du Règl. gén.
- 5) Les art. de ce Règl. sont désignés de la manière suivante: «Article RE ...».

Chapitre I

Dispositions préliminaires

Article premier

Objet de l'Arrangement

1. *Le présent Arrangement régit l'ensemble des prestations que le service des chèques postaux est en mesure d'offrir aux usagers des comptes courants postaux et que les pays contractants conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.*

2. *Des organismes non postaux (1) peuvent participer, par l'intermédiaire du service des chèques postaux, à l'échange régi par les dispositions du présent Arrangement. Il appartient à ces organismes de s'entendre avec l'Administration postale de leur pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement et, dans le cadre de cette entente, pour exercer leurs droits et remplir leurs obligations en tant qu'organisations postales définies par le présent Arrangement. L'Administration postale leur sert d'intermédiaire dans leurs relations avec les Administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau international.*

1) Dans certains pays, des organismes non postaux exploitent les services régis par le présent Arr. Le Congrès de Washington 1989, saisi de cette question, a estimé que ces organismes non postaux peuvent participer à ces services par l'intermédiaire d'une Adm. reconnue afin de garantir le service international (en cas de litige) (v. annot. 2 à l'art. 1 de l'Arr. des mandats).

Article RE 101

Relations financières entre les Administrations participantes

1. Lorsque les Administrations disposent d'une institution de chèques postaux, chacune d'elles se fait ouvrir, à son nom auprès de l'Administration correspondante, un compte courant postal de liaison au moyen duquel sont liquidées les dettes et les

créances réciproques résultant des échanges effectués au titre du service des chèques postaux et, éventuellement, toutes les autres opérations que les Administrations conviendraient de régler par ce moyen. (1)

2. Lorsque l'Administration de destination ne dispose pas d'une institution de chèques postaux, l'Administration d'émission des chèques d'assignation correspond avec celle-ci conformément aux articles 11 et 12 de l'Arrangement concernant les mandats de poste. (2)

1) Disposition introduite par le Congrès de Lausanne 1974 qui a estimé que le mécanisme des décomptes périodiques et de la comptabilité qui en découle ne correspondait plus aux nécessités des échanges internationaux. Le précédent régime a donc été remplacé par une procédure plus simple basée sur l'ouverture et le fonctionnement de comptes courants postaux que les Adm. participant au service s'ouvrent réciproquement dans l'un de leurs bureaux de chèques, dénommé bureau d'échange. Ce par. énonce donc les principes fondamentaux qui doivent régir les relations financières entre Adm. tout en prévoyant, en outre, un élargissement éventuel de l'utilisation des comptes courants postaux de liaison (II 1495, prop. 7000.1, art. 2, et 7002.1).

2) Le service des paiements par le débit des comptes courants postaux pouvant mettre en relation une Adm. dotée de chèques postaux et une autre Adm. qui n'a pas encore créé de chèques postaux, l'Arr. des chèques doit dorénavant se référer à l'Arr. des mandats chaque fois que ce dernier comporte une réglementation applicable à l'exécution de tout ou partie d'une prestation du service des chèques postaux (Congrès de Lausanne 1974, II 1495, prop. 7000.1, art. 2).

Article RE 102

Alimentation du compte courant postal de liaison. (1) Intérêts moratoires

1. Chaque Administration d'origine maintient un avoir suffisant sur le compte courant postal de liaison ouvert à son nom auprès de l'Administration de destination pour permettre le débit des sommes dues à cette dernière. (2) Les Administrations d'origine et de destination s'entendent bilatéralement sur la manière d'échanger les informations relatives aux débits et aux crédits. (3)

2. Cet avoir ne peut, en aucun cas, recevoir une affectation autre sans le consentement de l'Administration qui l'a constitué.

3. Si cet avoir est insuffisant pour couvrir les ordres donnés, les virements, les versements et les paiements sont néanmoins exécutés, sous réserve des paragraphes 5 et 6 suivants.

4. L'Administration créancière a le droit d'exiger en tout temps le paiement des sommes dues; éventuellement, elle fixe la date à laquelle le paiement devra être effectué, en tenant compte des délais de transfert.

5. Lorsqu'un découvert est constaté sur un compte de liaison, l'Administration créancière est en droit d'appliquer un pour cent par an au-dessus du taux d'intérêt interbancaire des prêts à un mois dans le pays créancier, pour autant que le montant destiné à l'alimentation du compte soit crédité le jour de l'arrivée au centre de chèques qui tient le compte de liaison. Lorsque plusieurs comptes de liaison sont ouverts au nom d'une même Administration, le calcul des intérêts doit être convenu bilatéralement. Le montant de ces intérêts est prélevé sur le compte de liaison de l'Administration débitrice. (4)

6. Lorsque le compte est à découvert plus de quinze jours durant une période de trente jours consécutifs, l'Administration créancière peut suspendre le service huit jours après l'envoi d'un préavis transmis par la voie des télécommunications.

7. Il ne peut être porté atteinte au présent article par aucune mesure unilatérale telle que moratoire, interdiction de transfert, etc.

1) Les conditions d'alimentation du compte doivent être assez souples pour ne pas bloquer le fonctionnement des échanges, sans que cette souplesse puisse conduire à des abus tels que celui qui consisterait à négliger l'alimentation normale du compte (Congrès de Lausanne 1974, II 1495, prop. 7000.1, art. 3).

2) Aucune Adm. ne pourra demander, une fois pour toutes, l'imputation d'office sur son compte des soldes débiteurs d'une tierce Adm. L'Adm. débitrice qui possède un avoir en compte courant postal transmettra un ordre de virement en faveur de l'Adm. créditrice (Congrès de Stockholm 1924, II 602).

3) En vue de faciliter la gestion commerciale de son compte de liaison, l'Adm. d'émission doit être informée régulièrement et de manière appropriée sur les mouvements et l'état de son compte. Pour cette raison, le Congrès de Washington 1989 a modifié ce par., donnant ainsi aux Adm. qui le désirent la possibilité de fixer bilatéralement, selon leur convenance, le système d'information le mieux adapté à leurs besoins (II Congrès/C 8 – Rapp. 3, prop. 75 0102.2).

4) Les Adm. échangeant des virements postaux et payant des postchèques sont de plus en plus souvent confrontées au problème du découvert, ou plus précisément au problème des comptes de liaison accusant des soldes négatifs. Pour pallier cette situation, le Congrès de Washington 1989 a aménagé ce par. en y introduisant la disposition qui consiste à appliquer «un pour cent par an au-dessus du taux d'intérêt interbancaire des prêts à un mois dans le pays créancier» en cas de découvert, contrairement au taux d'intérêt, qui était de 6 pour cent l'an (II Congrès/C 8 – Rapp. 3, prop. 75 0102.1).

Article RE 103

Fonctionnement du compte courant postal de liaison (1)

1. Sont portés notamment au crédit du compte courant postal de liaison:

- a) les sommes transférées pour constituer ou alimenter un avoir. Les transferts correspondants sont opérés soit au moyen de chèques bancaires ou de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, soit par virement sur un établissement bancaire de cette capitale ou de cette place;
- b) les virements, versements et paiements qui n'ont pu être exécutés.

2. Sont portés notamment au débit du compte courant postal de liaison:
 - a) le montant des listes de virements ou de versements visées aux articles RE 303, paragraphe 3, et RE 503, des virements télégraphiques visés à l'article RE 314 et dont l'Administration de destination doit assurer l'inscription au crédit des comptes courants postaux des bénéficiaires;
 - b) le montant des listes de chèques d'assignation visées à l'article RE 705 et dont elle doit effectuer la mise en paiement;
 - c) le montant des listes des postchèques payés visées à l'article RE 1303;
 - d) le montant des rémunérations visées aux articles 10 et 15 de l'Arrangement et qui lui sont bonifiées par l'Administration d'origine des chèques d'assignation et des postchèques;
 - e) les sommes dont le rapatriement est demandé par l'Administration titulaire du compte courant postal de liaison en vue du nivellement éventuel de l'avoir de ce dernier.
3. Les Administrations peuvent convenir d'utiliser les comptes courants postaux de liaison pour liquider toutes les opérations autres que celles ayant trait au fonctionnement du service des chèques postaux. Elles déterminent, le cas échéant, la procédure applicable.
4. Les frais éventuels sont supportés par l'Administration d'origine, à l'exception des frais extraordinaires tels que les frais de clearing imposés par le pays créancier.

1) Cf. également annot. 1 à l'art. RE 101.

Article RE 104

Bureaux d'échange

Les échanges de toute nature ont lieu exclusivement par l'intermédiaire des bureaux de chèques dits «bureaux d'échange» désignés par l'Administration de chacun des pays contractants.

Article 2

Différentes catégories de prestations offertes par le service des chèques postaux (1)

1. Le virement

1.1 Le titulaire d'un compte courant postal demande, par débit de son compte, l'inscription d'un montant au crédit du compte courant postal du bénéficiaire ou, selon un accord conclu entre les Administrations concernées, au crédit d'autres types de comptes.

1.2 Le virement ordinaire est transmis par la voie postale.

1.3 Le virement télégraphique est transmis par la voie des télécommunications.

2. Le versement à un compte courant postal

2.1 L'expéditeur remet des fonds au guichet d'un bureau de poste et demande l'inscription du montant au crédit du compte courant postal du bénéficiaire ou, selon un accord conclu entre les Administrations concernées, au crédit d'autres types de comptes.

2.2 Le versement ordinaire est transmis par la voie postale.

2.3 Le versement télégraphique est transmis par la voie des télécommunications.

3. Le paiement par mandat ou par chèque d'assignation

3.1 Le titulaire d'un compte courant postal demande, par débit de son compte, le paiement d'un montant en numéraire au bénéficiaire.

3.2 Le paiement ordinaire utilise la voie postale.

3.3 Le paiement télégraphique utilise la voie des télécommunications.

4. Le postchèque

4.1 Le postchèque est un titre international qui peut être délivré aux titulaires de comptes courants postaux et payable à vue dans les bureaux de poste des pays participant au service.

4.2 Le postchèque peut également être remis en paiement à des tiers après entente entre les Administrations contractantes.

5. Autres prestations

Les Administrations postales peuvent convenir, dans leurs relations bilatérales ou multilatérales, d'instaurer d'autres prestations dont les modalités sont à définir entre les Administrations intéressées.

1) Nouvel art. créé par le Congrès de Washington 1989 pour définir les catégories de prestations offertes par le service des chèques postaux. Il a en outre été donné aux Adm. la possibilité d'instaurer, par voie bilatérale ou multilatérale, des prestations autres que celles qui y sont énumérées, ceci par l'adjonction d'un par. 5 «Autres prestations». A noter également que certaines Adm. ne délivrent pas de postchèques à leurs clients titulaires de comptes courants postaux.

Article RE 201

Formules à l'usage du public

En vue de l'application de l'article 11, paragraphe 4, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après:

1. Avis de virement ou de versement VP 1

Les formules du service intérieur utilisées comme avis de virement ou éventuellement comme avis de versement dans les conditions indiquées aux articles RE 301, paragraphe 2, et 503, paragraphe 2, ne sont pas soumises aux dispositions de l'article 11, paragraphe 4, de la Convention.

2. Réclamation concernant un ordre de virement ou de versement VP 7

3. Avis d'inscription VP 10

4. Chèques d'assignation VP 13 et VP 13bis

4.1 Les chèques d'assignation sont établis sur formule en papier résistant de fond blanc imprimé en bleu azur clair conforme aux modèles ci-annexés. (1)

4.2 Le papier utilisé pour la confection des formules doit répondre aux exigences techniques de la lecture optique.

4.3 La partie inférieure de la formule doit présenter une zone de lecture blanche de dimensions conformes aux modèles ci-annexés.

4.4 A l'exclusion de la zone de lecture visée au paragraphe 4.3, la formule VP 13 ou VP 13bis est revêtue d'un fond de sécurité constitué par l'impression répétée en bleu azur des lettres «CCP» entrelacées, suffisamment atténuée pour ne pas gêner la lecture de l'indication de la somme à payer et de la désignation du tireur et du bénéficiaire. (2)

5. Postchèque VP 14

5.1 Les postchèques sont établis sur une formule en papier conforme au modèle VP 14 dont la texture et les caractéristiques techniques sont déposées au Bureau international. (3) (4)

5.2 Les mentions figurant sur le postchèque sont indiquées dans la ou les langues du pays émetteur.

6. Carte de garantie postchèque VP 15

La carte de garantie postchèque doit être conforme au modèle VP 15, dont la texture et les caractéristiques techniques sont déposées au Bureau international. Toutefois, si l'Administration d'émission le juge nécessaire, la carte de garantie peut être munie d'une flèche indiquant le sens d'introduction dans les distributeurs automatiques de billets de banque. (5)

1) Comme conséquence de la création du chèque d'assignation (Congrès de Tokyo 1969, I 819, prop. 7212), la form. VP 13 est de dimensions répondant aux normes ISO. Toutefois, son format ne permettant pas à certaines Adm. de la traiter au moyen de leurs installations de mécanisation, une form. VP 13bis de format légèrement supérieur est indispensable (Congrès de Lausanne 1974, II 1498, prop. 7500.1, art. 129).

2) Pour éviter toute falsification de l'ordre de transfert donné par le tireur, un fond de sécurité est nécessaire (Congrès de Lausanne 1974, II 1498, prop. 7529.1).

3) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté l'appellation «Postchèque» pour remplacer la carte de paiement garanti et le chèque garanti définis par le Congrès de Lausanne 1974. Le postchèque permet désormais d'obtenir, au moyen d'une form. unique, soit des devises dans les bureaux de poste, soit d'effectuer, comme avec un chèque, des paiements à des tiers (hôteliers, commerçants, etc.) (II 1711, prop. 7000.1 et 7039.1). Cette disposition, introduite par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, permet aux Adm. de délivrer des postchèques à leurs titulaires de comptes postaux, quelle que soit la nature de ces comptes (chèques postaux, caisse d'épargne, etc.).

4) Pour des raisons de sécurité, les caractéristiques techniques des form. (papier, filigrane, fond de sécurité, dessin, couleur et impression) doivent rester secrètes afin de décourager l'activité des faussaires. C'est ainsi que le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a décidé que les caractéristiques techniques de la form. soient déposées au Bureau international (II 1711, prop. 7549.1) (v. également la résolution C 51 du Congrès de Hambourg 1984 en ce qui concerne la procédure de dépôt de ces caractéristiques et celle de leur modification éventuelle).

5) S'agissant de la carte de garantie à présenter au moment du paiement, elle est destinée à faciliter la vérification de l'identité du bénéficiaire et à accroître la sécurité des opérations de paiement (II 1711, prop. 7039.1).

Chapitre II

Le virement

Article 3

Conditions d'admission et d'exécution des ordres de virement

1. *Sauf entente spéciale, le montant des virements est exprimé en monnaie du pays de destination.*

- 2. L'Administration d'origine fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de destination.*
- 3. L'Administration d'émission détermine la taxe qu'elle exige du tireur d'un virement postal et qu'elle garde en entier. (1)*
- 4. L'Administration de destination a la faculté de déterminer la taxe qu'elle perçoit pour l'inscription d'un virement postal au crédit d'un compte courant postal.*
- 5. Sont exonérés de toutes taxes les virements relatifs au service postal échangés dans les conditions prévues à l'article 16 de la Convention.*
- 6. Les avis de virement ordinaire sont envoyés sans frais aux bénéficiaires après inscription des sommes virées au crédit de leurs comptes. Lorsqu'ils ne comportent aucune communication particulière, ils peuvent être remplacés par une mention sur le relevé de compte permettant au bénéficiaire d'identifier le tireur.*
- 7. Les virements télégraphiques sont soumis aux dispositions du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications. En sus de la taxe prévue au paragraphe 3 ci-dessus, le tireur d'un virement télégraphique paie la taxe prévue pour la transmission par la voie des télécommunications, y compris éventuellement celle d'une communication particulière destinée au bénéficiaire. Pour chaque virement télégraphique, le bureau de chèques postaux destinataire établit un avis d'arrivée ou un avis de virement du service interne ou international et l'adresse sans frais au bénéficiaire. Lorsque le télégramme-virement ne comporte aucune communication particulière, l'avis d'arrivée ou l'avis de virement peut être remplacé par une mention sur le relevé de compte permettant au bénéficiaire d'identifier le tireur.*

1) Le principe du non-partage des taxes a été admis par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1495 et 1496, prop. 7000.1 et 7009.1).

Article RE 301

Etablissement des avis de virement

1. Tout virement transmis par la voie postale fait l'objet d'un avis de virement.
2. Les avis de virement sont établis, sur des formules conformes au modèle VP 1 ci-annexé, soit par le titulaire du compte à débiter, soit par le bureau de chèques qui tient le compte; toutefois, chaque Administration peut utiliser les formules de son service intérieur.

3. Le verso de l'avis de virement ou une partie déterminée du recto peuvent être utilisés pour une brève communication particulière destinée au bénéficiaire. Si l'Administration d'origine a informatisé le traitement des avis de virement, elle peut limiter cette communication à 80 caractères ou moins. (1) (2)

4. Lorsque le tireur a indiqué le montant du virement en monnaie du pays d'origine, le bureau qui reçoit l'ordre de virement – ou le bureau d'échange dont il relève – opère la conversion et inscrit sur l'avis le montant du virement en monnaie du pays de destination. Ce montant doit être précédé de l'abréviation de l'unité monétaire, en principe conforme à la norme internationale ISO 4217. (3)

5. Les inscriptions sur les formules du service des virements sont faites en caractères latins et en chiffres arabes, d'une manière très claire, de préférence à la machine. L'indication de la somme est portée à l'encre et ne doit comporter ni rature, ni surcharge, ni grattage, même approuvés.

6. Les avis de virement sont revêtus de l'empreinte du timbre à date du bureau de chèques d'origine.

1) Adjonction faite par le Congrès de Rio de Janeiro 1979: d'une part, permettre notamment aux utilisateurs d'imprimantes rapides d'apporter sur le recto des avis de virement des communications à l'intention du bénéficiaire et, d'autre part, préciser que ces communications doivent être limitées à une référence courte et précise relative au paiement (II 1712, prop. 7011.1). Le Congrès de Washington 1989 a complété ce par. par une disposition permettant à une Adm. qui a informatisé le traitement des avis de virement de limiter cette communication à l'intention du bénéficiaire à 80 caractères ou moins (II Congrès/C 8 – Rapp. 3, prop. 75 0301.1).

2) Les Adm. intéressées n'assument aucune responsabilité quant à l'authenticité et au contenu des communications destinées au bénéficiaire et figurant sur l'avis de virement (Congrès du Caire 1934, II 439 et 440). Le Congrès de Vienne 1964 a décidé de supprimer la taxe prévue pour les communications particulières sur le verso des avis de virement, taxe qui, selon les renseignements fournis par les Adm., n'était d'ailleurs pratiquement pas appliquée (II 1291, prop. 8203).

3) Le Congrès de Washington 1989 a admis l'adoption de la norme internationale ISO 4217 pour l'indication abrégée de l'unité monétaire sur les ordres de virement internationaux (v. également annot. 2 à l'art. RE 306 de l'Arr. des mandats).

Article RE 302

Montant des virements

Chaque Administration a la faculté de limiter le montant des virements que tout titulaire de compte peut ordonner soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée.

Article RE 303

Listes de virements ordinaires

1. Les virements sont notifiés par l'Administration d'origine à l'Administration de destination au moyen de listes.
2. Sauf entente spéciale, les sommes à virer sont exprimées, sur la liste, en monnaie du pays de destination.
3. Les listes de virements sont établies par les bureaux d'échange sur des formules conformes au modèle VP 2 ci-annexé. Les Administrations peuvent convenir que la colonne 3 de la formule ne soit pas remplie. Chaque liste est frappée d'une empreinte du timbre du bureau qui l'a établie. (1)

1) Le timbre en relief n'est pas obligatoire pour les pays qui n'en font pas usage dans leur service intérieur (Congrès de Londres 1929, II 504).

Article RE 304

Etablissement des lettres d'envoi de virements ordinaires

1. Le total de chacune des listes destinées à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi établie en double exemplaire conforme au modèle VP 3 ci-annexé dont le total général est arrêté en toutes lettres ou imprimé en chiffres au moyen d'une machine à protéger les chèques.
2. Le numéro d'inscription sur la lettre d'envoi est reporté sur chaque liste de virements.
3. Les lettres d'envoi sont frappées d'une empreinte du timbre du bureau qui les a établies et signées par le ou les fonctionnaires accrédités à cet effet. Chacune de ces lettres reçoit un numéro d'ordre dont la série se renouvelle chaque mois pour chacun des bureaux d'échange de destination.
4. La lettre d'envoi est expédiée en double exemplaire.

Article RE 305

Notification des virements ordinaires

Les lettres d'envoi, les listes et les avis de virement sont réunis et expédiés une fois par jour ouvrable en franchise de port au bureau d'échange destinataire par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface); ces envois peuvent être soumis à la

recommandation. Les Administrations peuvent également convenir d'utiliser pour cette transmission les moyens électroniques tels que la télétransmission de données. (1)

1) Le Congrès de Hamburg 1984 a regroupé les instructions concernant la notification des virements dans un seul art. et a donné aux Adm. la possibilité d'utiliser à ces fins les moyens électroniques (II 562, 633 et 636, prop. 7506.1, 7506.2 et 7508.1).

Article RE 306

Vérification des envois et traitement des irrégularités des virements ordinaires

1. Dès réception des paquets contenant les lettres d'envoi, les listes et les avis de virement, le bureau d'échange destinataire procède à la vérification de l'envoi. S'il constate une irrégularité quelconque ou une omission, il en informe immédiatement par la voie des télécommunications le bureau d'échange expéditeur qui doit répondre par la même voie et, le cas échéant, faire parvenir un duplicata des pièces manquantes par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). En cas d'impossibilité d'utiliser la voie des télécommunications, l'échange d'information est effectué par lettre conforme au modèle VP 4 ci-annexé.

2. Si l'irrégularité porte sur une différence de sommes entre l'avis de virement et la liste de virements, le bureau d'échange destinataire est autorisé à donner suite au virement pour la somme la plus faible; selon le cas, l'avis de virement ou la liste de virements et la lettre d'envoi sont rectifiés en conséquence, à l'encre rouge, et avis de la rectification est donné au bureau d'échange correspondant par lettre VP 4 conforme au modèle ci-annexé.

Article RE 307

Débit des virements ordinaires du compte courant postal de liaison

1. Après vérification des listes VP 2 et de la lettre d'envoi VP 3, le montant total des virements reçus est porté au débit du compte courant postal de liaison ouvert au nom de l'Administration d'origine des virements.

2. Un exemplaire de la lettre d'envoi VP 3, revêtu d'une empreinte du timbre à date du service des chèques postaux destinataire, est joint à l'extrait de compte journalier qui est adressé le jour même de l'opération à l'Administration titulaire du compte courant postal de liaison débité.

Article RE 308

Montant à créditer

Après en avoir avisé les Administrations intéressées, l'Administration de destination a la faculté, lors de l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire et si sa législation l'exige, soit de négliger les fractions d'unité monétaire, soit d'arrondir la somme à l'unité monétaire la plus voisine ou au dixième d'unité le plus voisin.

Article RE 309

Avis d'inscription

1. Dans les relations entre pays dont les Administrations se sont mises d'accord, le tireur peut demander à recevoir avis de l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire. L'article 55 de la Convention est applicable aux avis d'inscription. La taxe à percevoir est prélevée sur le compte du tireur.

2. Lorsque, au moment où il ordonne le virement, le tireur demande que lui soit adressé un avis d'inscription selon le paragraphe 1 ci-dessus, la mention «AI» est portée sur la liste VP 2 en regard de l'inscription correspondante; s'il s'agit d'un virement transmis par voie postale, l'avis de virement est revêtu de la mention très apparente «Avis d'inscription».

3. Une formule conforme au modèle VP 10 ci-annexé ou une formule C 5 prévue à l'article 138, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention, dûment complétée en ce qui concerne l'adresse du tireur (recto) et la description du virement.(verso), est jointe à l'avis de virement correspondant.

4. L'avis d'inscription, dûment complété par le bureau de chèques postaux du compte crédité, est transmis directement au tireur par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

Article RE 310

Annulation d'un virement ordinaire

1. Le tireur d'un virement peut, aux conditions fixées à l'article 38 de la Convention, faire annuler ce virement tant que le crédit du compte du bénéficiaire n'a pas été effectué. Toute demande d'annulation doit être formulée par écrit et adressée à l'Administration à laquelle le tireur a donné l'ordre de virement.

2. Pour toute demande d'annulation à transmettre par voie postale, le bureau d'origine établit une formule conforme au modèle VP 5 ci-annexé et la transmet au bureau d'échange de son pays; ce bureau complète la formule par les données de

la transmission du virement au bureau d'échange du pays de destination et la lui adresse sous pli recommandé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

3. Si la demande est à transmettre par la voie des télécommunications, une formule conforme au modèle VP 6 ci-annexé est remplie par le bureau d'origine ou le bureau d'échange du pays d'origine et les indications sont transmises sous forme d'avis de service taxé au bureau teneur du compte à créditer. L'avis de service est confirmé immédiatement par poste au moyen d'une formule VP 5 qui doit transiter par les bureaux d'échange des deux pays.

4. Si la demande d'annulation est transmise par le moyen des télécommunications (1) pour lequel il a été convenu d'un code secret entre les Administrations concernées, celles-ci peuvent s'entendre pour renoncer à l'envoi de la confirmation écrite VP 5.

5. L'annulation d'un virement est opérée d'après les règles prescrites par l'article RE 311; si l'annulation a été demandée par la voie des télécommunications et qu'aucune disposition contraire n'ait été convenue entre les Administrations concernées, le bureau de chèques destinataire retient l'avis de virement jusqu'à la réception de la confirmation postale.

6. La suite que le bureau de chèques destinataire a donnée à la demande d'annulation est communiquée au bureau de chèques d'origine par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface); en cas de demande d'annulation par la voie des télécommunications, l'arrivée de la formule VP 5 ne doit pas être attendue pour donner cette information.

7. Il n'est pas tenu compte des demandes d'annulation formulées et transmises dans des conditions autres que celles qui sont prescrites par les paragraphes 2 à 4 ci-dessus.

1) Parmi les moyens de transmission offerts par les télécommunications figure le télex, qui peut être plus rapide et moins coûteux que le télégramme. Aussi, en vue de prévoir son utilisation éventuelle pour les virements postaux, le Congrès de Lausanne 1974 a-t-il remplacé «voie télégraphique» par «moyens des télécommunications». Cette disposition s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la concurrence des banques qui ont en effet recours à ce mode de transmission, même pour des transferts de sommes très importantes (II 1495, prop. 7000.1, art. 6).

Article RE 311

Non-exécution d'un virement ordinaire (1)

1. Le montant de tout virement qui, pour une cause quelconque, n'a pas pu être porté au crédit du compte du bénéficiaire est reporté au crédit du compte du tireur.

2. Lorsque, pour une cause quelconque, un virement ne peut être porté au crédit du compte du bénéficiaire, il est décrit sur une formule VP 4 à laquelle est joint, le cas échéant, l'avis de virement correspondant. La formule VP 4 peut éventuellement recevoir la description de plusieurs virements inexécutés.
3. Les virements rejetés sont inscrits sur la formule VP 4 pour leur montant exprimé dans la monnaie du pays de première destination, tel qu'il a été calculé par l'Administration d'origine du virement.
4. Le montant total de la formule VP 4 est porté au crédit du compte courant postal de liaison ouvert au nom de l'Administration d'origine des virements rejetés.
5. La formule VP 4 et les avis de virement qui y sont annexés sont joints à l'extrait de compte visé à l'article RE 307, paragraphe 2.

1) Disposition introduite par le Congrès de Lausanne 1974 pour tenir compte de la modification des conditions de règlement entre Adm. L'existence des comptes courants postaux de liaison que s'ouvrent réciproquement les Adm. permet d'apporter d'intéressantes simplifications aux conditions de traitement des virements inexécutés.

Article RE 312

Dispositions générales concernant les virements télégraphiques (1)

Sont applicables aux virements télégraphiques, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par les articles RE 313 à RE 317 ci-après, les dispositions relatives aux virements échangés par voie postale.

-
- 1) Cf. annot. 1 à l'art. RE 310.

Article RE 313

Etablissement des virements télégraphiques

1. Les virements télégraphiques donnent lieu à l'envoi de télégrammes-virements adressés directement par le bureau de chèques d'origine au bureau de chèques qui tient le compte du bénéficiaire.
2. Le télégramme-virement est rédigé en français, sauf entente spéciale, et libellé invariablement dans l'ordre ci-après: (1)
La partie «Adresse» contient:
 - POSTFIN (le cas échéant précédé de l'indication de service télégraphique URGENT et suivi d'autres indications de service télégraphiques);

- l'indication de service postale AVIS INSCRIPTION, s'il y a lieu;
- nom du bureau de chèques destinataire.

La partie «Texte» contient:

- VIREMENT, suivi du numéro postal d'émission;
- nom et désignation du tireur;
- numéro du compte débité;
- nom du bureau de chèques qui tient le compte du tireur;
- montant de la somme à créditer;
- nom ou désignation du bénéficiaire;
- numéro du compte à créditer;
- communication particulière (le cas échéant).

3. Les Administrations peuvent convenir d'un système de codage pour l'indication totale ou partielle du numéro d'émission et du montant de chaque virement télégraphique.

4. La somme à créditer est exprimée de la façon suivante: nombre entier d'unités monétaires en chiffres puis en toutes lettres, nom de l'unité monétaire et, le cas échéant, fraction d'unité en chiffres. Cependant, la répétition du montant en toutes lettres n'est pas exigée si le montant viré est compris dans un système de codage. (2)

5. Ni le tireur ni le bénéficiaire ne peuvent être désignés par une abréviation ou un mot conventionnels.

6. Lorsque les Administrations conviennent d'utiliser un moyen de télécommunication autre que le télégraphe pour la transmission entre leurs bureaux d'échange, elles déterminent les modalités d'exécution. (3)

1) V. annot. 1 à l'art. 133 du Règl. des mandats en ce qui concerne le nouveau libellé adopté au Congrès de Hambourg 1984 pour les télégrammes des services financiers postaux.

2) Les télégrammes-virements peuvent être protégés par un code secret, qu'ils soient échangés par télex ou par voie télégraphique (II Congrès/C 8 – Rapp. 4, prop. 75 0313.2).

3) Cf. annot. 1 à l'art. RE 310.

Article RE 314

Débit des virements télégraphiques du compte courant postal de liaison (1)

Le bureau de chèques destinataire porte immédiatement les montants des virements télégraphiques, au fur et à mesure de leur réception, au débit du compte courant postal de liaison ouvert au nom de l'Administration postale d'origine. Il n'est pas établi de listes VP 2 ni de lettres d'envoi VP 3.

1) Nouvel art. introduit par le Congrès de Washington 1989 et qui vise à supprimer l'usage des listes VP 2 et des lettres d'envoi VP 3 dont font l'objet les virements télégraphiques. Actuellement, le compte de liaison de l'Adm. d'émission ne peut être débité qu'à la réception des documents susmentionnés. Leur suppression permettrait le débit immédiat du compte de liaison (II Congrès/C 8 – Rapp. 4, prop. 75 0317.1).

Article RE 315 Avis d'inscription

L'avis d'inscription d'un virement télégraphique, dûment établi par le bureau de chèques teneur du compte crédité, est transmis au bureau de chèques qui tient le compte du tireur.

Article RE 316 Traitement des irrégularités relatives aux virements télégraphiques

1. Les virements télégraphiques qui, pour une cause quelconque non attribuable au bénéficiaire, ne peuvent être exécutés donnent lieu à l'envoi, au bureau de chèques postaux d'origine par la voie des télécommunications, d'un avis de service indiquant le motif de la non-exécution. Si, après vérification, le bureau d'origine constate que l'irrégularité est imputable à une faute de service, il la rectifie sur-le-champ par avis de service transmis par la voie des télécommunications. Dans le cas contraire, le tireur est consulté et la rectification est faite soit gratuitement par la voie postale, soit aux frais du tireur par la voie des télécommunications.

2. Les virements télégraphiques dont l'irrégularité n'a pas été redressée dans un délai raisonnable sont rejetés d'après les prescriptions de l'article RE 311, paragraphes 2 à 5.

Article RE 317 Réclamations

1. Toute réclamation concernant l'exécution d'un virement est adressée par le tireur à l'Administration à laquelle il a donné l'ordre de virement, sauf s'il a autorisé le bénéficiaire à s'entendre avec l'Administration qui tient le compte de celui-ci.

2. L'article 47 de la Convention est applicable aux réclamations.

3. Toute réclamation concernant l'exécution d'un ordre de virement est établie sur une formule conforme au modèle VP 7 ci-annexé par le bureau de chèques teneur du compte débité et transmise, le cas échéant, par l'intermédiaire des bureaux

d'échange de chacun des pays, au bureau de chèques teneur du compte à créditer; elle est traitée conformément à l'article 150, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention.

Article 4

Responsabilité

1. Principe et étendue de la responsabilité

1.1 Les Administrations sont responsables des sommes portées au débit du compte du tireur (1) (2) jusqu'au moment où le virement a été régulièrement exécuté.

1.2 Les Administrations sont responsables des indications erronées fournies par leur service sur les listes de virements ordinaires ou sur les virements télégraphiques. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission.

1.3 Les Administrations n'assument aucune responsabilité pour les retards qui peuvent se produire dans la transmission et l'exécution des virements.

1.4 Les Administrations peuvent également convenir entre elles d'appliquer des conditions plus étendues de responsabilité adaptées aux besoins de leurs services intérieurs. (3)

1.5 Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité:

- a) lorsque, par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure, elles ne peuvent rendre compte de l'exécution d'un virement, à moins que la preuve de leur responsabilité n'ait été autrement administrée;*
- b) lorsque le tireur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 47, paragraphe 1, de la Convention.*

2. Détermination de la responsabilité

Sous réserve de l'article 9, paragraphes 3.2 à 3.5, de l'Arrangement concernant les mandats de poste, la responsabilité incombe à l'Administration du pays dans lequel l'erreur s'est produite.

3. Paiement des sommes dues. Recours

3.1 L'obligation de désintéresser le réclamant incombe à l'Administration saisie de la réclamation.

3.2 Quelle que soit la cause du remboursement, la somme à rembourser au tireur d'un virement ne peut dépasser celle qui a été portée au débit de son compte.

3.3 L'Administration qui a désintéressé le réclamant a le droit d'exercer le recours contre l'Administration responsable.

3.4 L'Administration qui a supporté en dernier lieu le dommage a un droit de recours, jusqu'à concurrence de la somme payée, contre la personne bénéficiaire de cette erreur.

4. Délai de paiement

4.1 Le versement des sommes dues au réclamant doit avoir lieu dès que la responsabilité du service a été établie, dans un délai limite de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

4.2 Si l'Administration présumée responsable, régulièrement saisie, (4) a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution définitive à une réclamation, l'Administration auprès de laquelle la réclamation a été introduite est autorisée à désintéresser le réclamant pour le compte de l'autre Administration.

5. Remboursement à l'Administration intervenante (5)

5.1 L'Administration responsable est tenue de désintéresser l'Administration qui a remboursé le réclamant, dans un délai de quatre mois à compter du jour de l'envoi de la notification du remboursement.

5.2 A l'expiration de ce délai, la somme due à l'Administration qui a remboursé le réclamant devient productive d'intérêts moratoires, à raison de 6 pour cent par an.

1) Cette limitation à la somme portée au débit du compte du tireur implique le rejet des demandes tendant à obtenir des indemnités pour dommages indirects ou pour bénéfices non réalisés (Congrès de Madrid 1920, II 695).

2) Cf. aussi annot. 2 à l'art. RE 301.

3) Par sa résolution C 77, le Congrès de Lausanne 1974 a chargé le CE d'entreprendre rapidement une étude visant à déterminer si et dans quelle mesure la responsabilité pour perte indirecte devait être acceptée par les Adm. membres et jusqu'à quel point les conditions de l'Arr. des chèques devraient être modifiées de façon à tenir compte de cette responsabilité. Le CE, lors de sa session de mai 1975, a décidé la diffusion d'un questionnaire aux Adm. signataires de l'Arr. des chèques, en vue de connaître la législation et la pratique suivie dans le domaine de la responsabilité indirecte dans le service des chèques. Les réponses reçues à la suite de ce questionnaire n'ont pas fourni une base suffisante à une recommandation visant à apporter des changements majeurs aux art. de l'Arr. qui traitent de la responsabilité. Toutefois, comme la consultation le montre, certaines Adm. se sont déjà écartées de la notion simple d'indemnité pour perte directe dans des cas justifiés. Pour tenir compte de cet état de choses et pour permettre aux parties intéressées de conclure des accords bilatéraux, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a estimé opportun de permettre aux Adm. de s'entendre entre elles pour appliquer des conditions de responsabilité plus étendue adaptées aux besoins de leurs services intérieurs (II 527 et 1711, prop. 7018.1 et 7037.1).

4) La preuve de la mise en demeure peut être faite facilement si l'Adm. expéditrice a pris soin d'envoyer la mise en demeure sous pli recommandé avec avis de réception (Congrès de Madrid 1920, II 698).

5) Par «Administration intervenante», il convient d'entendre celle qui, sans être responsable pour autant, intervient effectivement, pour le compte d'une autre, dans le désintéressement du réclamant (Congrès de Vienne 1964, II 1321, prop. 8019).

Chapitre III

Le versement

Article 5

Le versement (1)

1. Les Administrations conviennent d'adopter pour l'échange des versements par voie postale le type de formule et la réglementation qui s'adaptent le mieux à l'organisation de leur service.

2. Versements par mandats de versement

Sous réserve des dispositions particulières des articles RE 501 et RE 502, les versements par mandats de versement s'effectuent conformément aux dispositions de l'Arrangement concernant les mandats de poste.

3. Versements par avis de versement

3.1 Sous réserve des dispositions particulières ci-après, tout ce qui est expressément prévu pour les virements s'applique également aux versements. (2)

3.2 L'Administration d'émission détermine la taxe qu'elle exige de l'expéditeur d'un versement et qu'elle garde en entier. Cette taxe ne peut pas être supérieure à celle qui est perçue pour l'émission d'un mandat ordinaire. (3)

3.3 Un récépissé est délivré gratuitement au déposant au moment du versement des fonds.

1) Le versement international, introduit par le Congrès de Vienne 1964, est analogue au mandat de versement. Toutefois, alors que ce dernier convient aux pays dont la structure administrative permet de conjuguer dans une certaine mesure les opérations de comptabilité entre le service des mandats et celui des chèques postaux, le versement international est appelé à être utile aux usagers transférant des fonds dans un pays où le service des mandats et celui des chèques sont nettement séparés. En effet, dans ce

dernier cas, les versements sont directement canalisés vers le service des chèques postaux sans devoir passer par un double circuit administratif (pour de plus amples détails, v. Congrès de Vienne 1964, I 801, etc.).

2) Toutefois, les termes «tireur» et «bureau de chèques d'origine» utilisés pour les virements ont comme équivalents, en matière de versements, les termes «déposant» et «bureau de dépôt» (Congrès de Vienne 1964, prop. 8220).

3) Cette limitation vient du principe admis que la taxe applicable aux versements à un compte courant postal doit être inférieure à celle fixée pour un mandat de poste de même montant (Congrès de Lausanne 1974, II 1496, prop. 7024.2).

Article RE 501

Acheminement des mandats de versement MP 16 à destination d'une Administration dont l'organisation des chèques postaux est basée sur l'utilisation de l'avis de versement VP 1 (1)

1. Les mandats de versement MP 16 sont acheminés directement par l'Administration d'émission sur le bureau de chèques postaux détenteur du compte courant postal du bénéficiaire.

2. Les listes spéciales MP 2, sur lesquelles sont décrits les mandats de versement échangés au moyen de listes, sont transmises:

- soit par l'intermédiaire des bureaux d'échange du service des chèques postaux lorsque les deux Administrations disposent d'une institution de chèques postaux;
- soit par l'intermédiaire du bureau d'échange des mandats échangés au moyen de listes et du bureau d'échange du service des chèques postaux lorsque l'Administration d'émission ne dispose pas d'un tel service.

Le cas échéant, les listes MP 2 sont annexées aux listes de virements VP 2 et leur total est repris sur la lettre d'envoi VP 3.

1) Les précisions contenues dans cet art. sont indispensables pour éviter toute confusion. En effet, lorsque, entre deux pays, les échanges de mandats sont effectués au moyen de la form. MP 1 acheminée en principe à découvert directement par le bureau d'émission sur le bureau de paiement, on ne peut demander aux agents d'exécution de transmettre différemment les mandats-cartes MP 1 et les mandats de versement MP 16 sans s'exposer à des confusions regrettables. En revanche, le bureau de chèques étant un organisme spécialisé, il est plus facile et plus rationnel de prévoir à l'arrivée, pour les mandats de versement MP 16 qui lui parviennent de l'étranger, un traitement différent de celui qu'il réserve aux avis de versement VP 1 qui sont utilisés dans le service intérieur dudit pays.

D'autre part, lorsque, entre les pays considérés, l'échange de mandats s'effectue selon le système «liste», rien n'empêche que les listes MP 2, établies par le bureau d'échange des mandats-poste, soient adressées par lui au bureau d'échange des chèques postaux du pays d'émission, lequel peut dès lors les annexer aux listes de virements postaux qu'il transmet habituellement au bureau d'échange du service des chèques postaux du pays de destination (Congrès de Lausanne 1974, II 1498, prop. 7500.1).

Article RE 502

Etablissement et règlement des comptes de mandats de versement MP 16 parvenant directement à un bureau de chèques postaux de destination qui n'utilise pas les mandats pour créditer ses comptes de chèques postaux (1)

1. Les mandats de versement MP 16 en provenance d'un pays déterminé, après leur inscription au crédit du compte du bénéficiaire, sont enregistrés par le bureau de chèques de destination détenteur du compte courant postal de liaison de l'Administration d'émission sur une liste VP 2 dont l'intitulé est modifié en conséquence. Cette liste est établie en double exemplaire.

2. Le montant total de la liste VP 2 est porté au débit du compte courant postal de liaison ouvert au nom de l'Administration d'origine des mandats. La liste VP 2 et les mandats MP 16 correspondants sont joints à l'extrait de compte transmis à l'Administration d'émission des titres. Le mandat est revêtu au verso d'une annotation précisant la date d'inscription du montant au crédit du compte du bénéficiaire et d'une empreinte du timbre à date du bureau de chèques de destination. Le coupon du mandat MP 16 peut être détaché par le centre de chèques de destination et utilisé comme avis de versement.

3. Lorsque les mandats de versement MP 16 sont originaux d'un pays qui n'a pas encore créé une institution de chèques postaux, le compte relatif aux mandats de versement est établi sur formule MP 8; il est adressé, accompagné de la liste VP 2 et des mandats, au service de l'Administration d'émission chargé de procéder à l'échange des comptes de mandats. Le règlement du compte MP 8 est effectué directement par l'Administration d'émission au profit du service des chèques postaux de destination des mandats.

1) Les modalités définies dans cet art. ont pour but de préciser les dispositions comptables qui doivent permettre:

- à un pays ayant un service des chèques postaux mais n'utilisant pas le mandat de versement MP 16 de transmettre des versements à un pays qui n'utilise que l'avis de versement;
- à un pays qui n'a pas encore créé un service des chèques postaux de faire bénéficier sa clientèle des avantages du mandat de versement (Congrès de Lausanne 1974, II 1498, prop. 7500.1).

Article RE 503

Traitement des avis de versement

1. Sous réserve des paragraphes ci-dessous, les dispositions relatives aux virements sont aussi applicables aux versements.

2. Les avis de versement sont établis sur des formules VP 1 ou, si les Administrations conviennent de les utiliser, sur les formules d'avis de versement du service intérieur, soit par le déposant, soit par le bureau de poste de dépôt, soit encore par le bureau d'échange du pays d'origine. Ils sont revêtus de l'empreinte du timbre à date de l'un de ces bureaux.
3. Sauf entente spéciale, les versements sont notifiés par l'Administration d'origine à l'Administration de destination au moyen de listes. Ces listes de versements, auxquelles sont annexés les avis de versement, sont établies par les bureaux d'échange sur formule VP 2.
4. Le total de chacune des listes de virements ou des listes de versements destinées à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi VP 3.
5. Sauf entente spéciale, l'article RE 307 s'applique aux listes et lettres d'envoi des versements.
6. Les dispositions ci-dessus s'appliquent aux versements émis sur formule VP 1 à destination d'une Administration dont l'organisation des chèques postaux est basée sur l'utilisation du mandat de versement.

Chapitre IV

Le paiement par mandat

Article 6

Modalités d'exécution des paiements par mandat (1)

1. *Les paiements internationaux effectués par débit des comptes courants postaux peuvent être effectués au moyen de mandats ordinaires.*
2. *Les mandats ordinaires émis en représentation des sommes débitées des comptes courants postaux sont soumis aux dispositions de l'Arrangement concernant les mandats de poste.*

1) Dispositions introduites par le Congrès de Lausanne 1974 afin de laisser à chaque Adm. le soin d'opter pour le mode d'organisation correspondant le mieux à ses pratiques intérieures (II 1496, prop. 7000.1).

Chapitre V

Le paiement par chèque d'assignation

Article 7

Emission des chèques d'assignation

1. *Les paiements internationaux effectués par débit des comptes courants postaux peuvent être effectués au moyen de chèques d'assignation.*
2. *Les paragraphes 1 et 2 de l'article 3 s'appliquent aux chèques d'assignation.*
3. *L'Administration d'origine détermine la taxe qu'elle exige du tireur d'un chèque d'assignation.*
4. *Les chèques d'assignation peuvent être transmis par la voie des télécommunications, soit entre le bureau d'échange de l'Administration d'origine et le bureau d'échange de l'Administration de paiement, soit entre le bureau d'échange de l'Administration d'origine et le bureau de poste chargé du paiement, lorsque les Administrations conviennent d'utiliser ce mode de transmission.*
5. *Les articles 3 de l'Arrangement et RE 402 du Règlement d'exécution concernant les mandats de poste s'appliquent aux chèques d'assignation télégraphiques. (1)*

1) Le paiement par la voie télégraphique doit pouvoir être assimilé à un mandat télégraphique. Une réglementation étant déjà prévue pour l'échange des mandats télégraphiques, il est superflu d'en élaborer une nouvelle pour le service des paiements, laquelle ne pourrait d'ailleurs que reprendre celle des mandats (Congrès de Lausanne 1974, II 1496, prop. 7000.1, art. 30).

Article RE 701

Etablissement des chèques d'assignation

1. L'article RE 401 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste est applicable aux chèques d'assignation, sous réserve des paragraphes 2, 3 et 4 suivants. Toutefois, les timbres-poste ne sont pas admis.
2. Les indications de service prévues au recto de la formule sont portées exclusivement par le bureau d'échange de l'Administration de destination.
3. Au verso de la formule, le bureau d'échange de l'Administration d'origine de l'ordre de paiement porte dans les emplacements prévus à cet effet l'empreinte de son timbre à date et les diverses indications de service qu'il juge indispensables. (1)

4. Lorsque le tireur demande l'émission simultanée de plusieurs chèques d'assignation, l'Administration d'origine peut le dispenser d'apposer sa signature au recto des formules VP 13 et VP 13bis.

1) Ce par. offre au tireur d'un grand nombre de chèques d'assignation la possibilité de donner ses ordres à l'Adm. d'origine en lui remettant une bande magnétique lorsque l'équipement de cette dernière permet ce mode de communication qui est appelé à se développer (Congrès de Lausanne 1974, II 1498, prop. 7500.1).

Article RE 702

Montant des chèques d'assignation

L'Administration d'origine a la faculté de limiter le montant des paiements que tout tireur peut ordonner soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée. (1)

1) Le développement du service des chèques postaux exige qu'aucune limite ne soit imposée en principe au montant des chèques d'assignation. Toutefois, des difficultés monétaires pouvant imposer des restrictions à ce principe, cet art. sauvegarde le droit des Adm. qui pourraient être contraintes à limiter le montant des transferts effectués par chèque d'assignation (Congrès de Lausanne 1974, II 1496, prop. 7000.1).

Article RE 703

Mentions interdites ou autorisées. Recommandations d'office

Les articles RE 305 et RE 307 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste s'appliquent aux chèques d'assignation.

Article RE 704

Services spéciaux: Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre. Communication destinée au bénéficiaire. Retrait. Modification ou correction d'adresse. Endossement

Les articles RE 310, RE 316 et RE 607 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste sont applicables aux chèques d'assignation. (1) Pour les retraits, modifications ou corrections d'adresse, les Administrations peuvent convenir d'utiliser les formules VP 5 ou VP 6.

1) Les particularités relatives à certaines facultés accordées au public sont déjà prévues en matière d'échange de mandats; il ne semble donc pas indiqué de surcharger le texte de dispositions qui ne sauraient du reste différer de celles applicables aux mandats (Congrès de Lausanne 1974, II 1496, prop. 7000.1).

Article RE 705

Listes de chèques d'assignation

1. Les chèques d'assignation sont décrits sur une liste VP 2 établie en double exemplaire par le bureau d'échange du service des chèques postaux. (1)
2. Les articles RE 303, paragraphe 3, et RE 305 s'appliquent aux listes de chèques d'assignation.
3. L'article RE 502, paragraphe 4.1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste s'applique aux listes de chèques d'assignation VP 2 chaque fois que l'expéditeur a demandé à bénéficier de services spéciaux.

1) L'établissement en double exemplaire de la liste VP 2 est indispensable pour permettre les règlements entre Adm. par le jeu des comptes courants postaux de liaison réciproques (Congrès de Lausanne 1974, II 1498, prop. 7500.1).

Article RE 706

Etablissement des lettres d'envoi de chèques d'assignation

1. Le total de chaque liste de chèques d'assignation destinée à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi VP 3.
2. L'article RE 304 s'applique aux lettres d'envoi VP 3 propres aux chèques d'assignation.

Article RE 707

Notification des chèques d'assignation à destination d'Administrations disposant d'une institution de chèques postaux

Les lettres d'envoi VP 3 et les listes VP 2, accompagnées des chèques d'assignation correspondants, sont adressées par le bureau d'échange du service des chèques postaux d'origine au bureau d'échange du service des chèques postaux de destination. (1)

1) Le développement du service des chèques postaux exigeant que soit prévue, pour certains services, la participation d'Adm. qui n'ont pas encore créé de chèques postaux, il convient d'envisager deux cas de transmission (Congrès de Lausanne 1974, II 1498, prop. 7500.1).

Article RE 708

Notification des chèques d'assignation à destination d'Administrations ne disposant pas d'un service des chèques postaux

Les listes VP 2 et les lettres d'envoi VP 3 qui se substituent aux listes MP 2 visées à l'article RE 502, paragraphe 1.2, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste sont transmises accompagnées des chèques d'assignation correspondants au bureau d'échange du service des mandats visé à l'article 5, paragraphe 1, dudit Arrangement. (1)

1) Cf. annot. 1 à l'art. RE 707.

Article RE 709

Etablissement des chèques d'assignation télégraphiques

L'article RE 303 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste est applicable aux chèques d'assignation télégraphiques. Toutefois, dans la partie «Texte», le mot «Mandat» est remplacé par le terme «Chèque d'assignation», suivi du numéro d'émission. L'expression «Nom du bureau de poste d'émission» est remplacée par «Nom du bureau d'échange d'émission». (1)

1) Conséquence des modifications apportées à l'art. RE 303 de l'Arr. des mandats (cf. également annot. 1 à ce même art.).

Article RE 710

Transmission des chèques d'assignation télégraphiques

1. Les chèques d'assignation télégraphiques donnent lieu à l'établissement d'une liste VP 2 spéciale qui porte en tête la mention «Chèques d'assignation télégraphiques». Cette liste est adressée par le plus prochain courrier au bureau d'échange de l'Administration de destination.
2. Le total de chaque liste de chèques d'assignation télégraphiques destinée à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi VP 3 spéciale.
3. Les lettres d'envoi VP 3 des listes de chèques d'assignation télégraphiques reçoivent un numéro d'ordre de la même série que les lettres d'envoi des listes de chèques d'assignation ordinaires.

4. Le bureau d'échange d'origine peut attribuer aux chèques d'assignation télégraphiques, décrits sur la liste spéciale de l'espèce, un numéro international d'une série propre aux chèques d'assignation.

5. Les articles RE 802 et RE 803 sont applicables suivant le cas aux listes spéciales des chèques d'assignation télégraphiques.

6. Lorsque des Administrations conviennent d'utiliser le télex (1) pour la transmission entre leurs bureaux d'échange, elles déterminent les modalités d'exécution.

1) Cf. annot. 1 à l'art. RE 310.

Article 8

Paiement des chèques d'assignation

1. *Les Administrations conviennent d'adopter pour le service des paiements la réglementation qui s'adapte le mieux à l'organisation de leur service. Elles peuvent utiliser des formules de leur régime intérieur en représentation des chèques d'assignation qui leur sont adressés. (1)*

2. *L'Administration de paiement n'est pas tenue d'assurer le paiement à domicile des chèques d'assignation dont le montant excède celui des mandats ordinaires habituellement payés à domicile. (2)*

3. *En ce qui concerne la durée de validité, le visa pour date, les règles générales de paiement, la remise par exprès, les taxes éventuellement perçues sur le bénéficiaire, les dispositions particulières au paiement télégraphique, les articles 4, paragraphe 5, 6, de l'Arrangement, RE 604, paragraphes 2 à 4, et RE 606, du Règlement d'exécution concernant les mandats de poste sont applicables aux chèques d'assignation pour autant que les règles du service intérieur ne s'y opposent pas. (3)*

1) La possibilité de se servir de form. de leur régime intérieur pour procéder au paiement des chèques d'assignation offre une plus grande souplesse d'exploitation aux Adm. de destination (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1712, prop. 7026.1).

2) Cette disposition permet de préserver les droits de l'Adm. de destination qui peut éprouver des difficultés à faire assurer le paiement à domicile de sommes élevées (Congrès de Lausanne 1974, II 1496, prop. 7000.1).

3) Cf. annot. 1 à l'art. RE 704.

Article RE 801

Listes manquantes ou irrégulières

Sont applicables, suivant le cas:

- l'article RE 306 du présent Règlement;
- l'article RE 502, paragraphe 5, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste. (1)

1) Les pays qui ne sont pas dotés d'un service des chèques postaux ne pratiquent pas l'Arr. des chèques; il convient de prendre également référence à l'Arr. des mandats, dont les dispositions en la matière sont d'ailleurs identiques (Congrès de Lausanne 1974, II 1498, prop. 7500.1).

Article RE 802

Traitement des listes et des lettres d'envoi par le service des chèques postaux de destination

1. Après vérification des listes et de la lettre d'envoi, le service de chèques de destination porte au débit du compte courant postal de liaison ouvert dans son service au nom de l'Administration d'origine le montant total de la lettre d'envoi VP 3 et le montant des rémunérations ou des taxes accessoires qui lui reviennent pour chaque chèque d'assignation joint à la liste. Ce montant est reporté sur la lettre d'envoi VP 3 au-dessous du total des chèques d'assignation. Les Administrations peuvent convenir d'une mise en compte périodique des rémunérations sur le compte de liaison; dans ce cas, le montant comptabilisé pourra être communiqué séparément par un extrait de compte. (1)

2. Le service des chèques postaux de destination procède à la mise en paiement des chèques d'assignation en faisant application de la réglementation en vigueur dans son régime intérieur.

3. Le numéro d'émission qui est attribué par le service des chèques postaux de destination à chaque chèque d'assignation est reporté sur les deux exemplaires de la liste VP 2. (2)

4. Un extrait de compte est transmis à l'Administration d'origine accompagné d'un exemplaire des listes VP 2 et de la lettre d'envoi VP 3. Les listes et la lettre d'envoi sont revêtues d'une empreinte du timbre à date du service des chèques de destination.

1) Adjonction introduite par le Congrès de Rio de Janeiro 1979. Suivant le mode convenu de comptabilisation des rémunérations, le débit périodique de ces dernières est plus rationnel et donc aussi plus fréquent (II 1712, prop. 7539.1).

2) Pour faciliter l'instruction des réclamations, il est nécessaire que le numéro d'émission de chaque paiement figure tant sur la liste qui reste au bureau d'émission que sur celle renvoyée au pays d'origine (Congrès de Lausanne 1974, II 1498, prop. 7500.1, art. 139).

Article RE 803

Traitement des listes et des lettres d'envoi par l'Administration de destination qui ne dispose pas d'un service des chèques postaux (1)

1. Après vérification des listes et de la lettre d'envoi reçues, l'Administration de destination procède à la mise en paiement des chèques d'assignation reçus selon la procédure qui s'adapte le mieux aux exigences de son service intérieur.

2. A l'expiration de la période comptable, l'Administration de destination récapitule les lettres d'envoi reçues de chacun de ses correspondants sur un compte MP 15 sur lequel elle indique également le montant des rémunérations qui lui reviennent en application de l'article 10 de l'Arrangement. Ce compte, accompagné d'un exemplaire de chaque lettre d'envoi, est transmis pour approbation au service des chèques postaux de l'Administration d'origine des ordres de paiement.

3. Dès réception du compte MP 15, l'Administration d'origine procède au règlement de sa dette conformément aux articles RE 1201 et RE 1202 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste.

1) Une procédure découlant de celle qui est incluse dans l'Arr. des mandats est prévue pour permettre la participation au paiement des chèques d'assignation d'Adm. qui n'ont pas encore créé les chèques postaux (Congrès de Lausanne 1974, II 1498, prop. 7500.1).

Article RE 804

Chèques d'assignation irréguliers (1)

1. Sous réserve des paragraphes suivants, l'article RE 610 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste est applicable aux chèques d'assignation irréguliers.

2. La régularisation des chèques d'assignation irréguliers est opérée exclusivement par l'intermédiaire des bureaux d'échange de l'Administration de destination et de l'Administration d'origine.

3. L'absence de signature au recto de la formule VP 13 ou VP 13bis ne peut en aucun cas être considérée comme une irrégularité s'opposant au paiement.

4. En cas de non-réponse du tireur à une demande de régularisation, la formule MP 14 est renvoyée à l'Administration de destination par l'intermédiaire des bureaux d'échange.

1) Les par. 2, 3 et 4 précisent les cas d'irrégularités des chèques d'assignation et les points qui les différencient de ceux des mandats (Congrès de Lausanne 1974, II 1498, prop. 7500.1).

Article RE 805

Etablissement de l'avis de paiement

Les Administrations dont la réglementation ne permet pas l'emploi de la formule jointe par l'Administration d'origine sont autorisées à établir l'avis de paiement sur une formule de leur propre service.

Article RE 806

Réexpédition

1. Le chèque d'assignation ne peut être réexpédié en dehors des limites du pays de destination.

2. Lorsque le bénéficiaire a fixé sa résidence hors du pays de première destination, le chèque d'assignation est traité comme chèque impayé. Si la réglementation intérieure du pays d'origine le permet, le tireur est avisé de la nouvelle adresse du bénéficiaire. (1)

1) Art. introduit par le Congrès de Lausanne 1974. Le montant du chèque postal est inscrit au débit d'un compte ouvert auprès du bureau d'échange de chèques postaux du pays de destination et ensuite le chèque suit en principe les mêmes règles que celles qui sont appliquées aux chèques postaux du service intérieur du pays de destination. Le fait que le chèque postal est directement lié à un compte déterminé du pays de destination ne permet pas qu'il soit réexpédié sur un tiers pays. Comme compensation du fait qu'une réexpédition n'est pas admise, il est souhaitable que le tireur soit, si possible, avisé de la nouvelle adresse du bénéficiaire (II 1496, prop. 7000.1).

Article RE 807

Chèques d'assignation impayés

1. Le montant de tout chèque d'assignation qui n'a pu être payé pour l'un des motifs indiqués à l'article RE 608 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste est remis à la disposition du service des chèques postaux de l'Administration d'origine par l'intermédiaire du bureau d'échange des chèques postaux de l'Administration de paiement pour être inscrit au crédit du compte du tireur. (1)

2. Lorsque, pour une cause quelconque, un chèque d'assignation transmis dans les conditions prévues à l'article RE 707 n'a pu être payé au bénéficiaire, l'article RE 311, paragraphes 2 à 5, est applicable. Le coupon destiné au bénéficiaire est annexé à la formule VP 4.

3. Lorsque le chèque d'assignation impayé a été transmis dans les conditions prévues à l'article RE 708, le montant du chèque d'assignation est pris en diminution du total du plus prochain compte MP 15 à établir. Le coupon destiné au bénéficiaire est annexé à une formule MP 15 descriptive jointe au compte MP 15.

1) Les chèques d'assignation étant transmis de bureau d'échange à bureau d'échange, cette règle doit être observée strictement même pour le renvoi d'un chèque impayé afin que le montant du titre litigieux soit réinscrit au crédit du compte courant postal de l'Adm. d'origine (Congrès de Lausanne 1974, II 1496, prop. 7000.1, art. 34).

Article RE 808

Autorisation de paiement

1. Tout chèque d'assignation égaré, perdu ou détruit avant paiement peut, à la demande du tireur ou du bénéficiaire, être remplacé par une autorisation de paiement délivrée par l'Administration de paiement.

2. A l'exception du paragraphe 1, l'article RE 609, paragraphes 1 à 3, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste s'applique aux autorisations de paiement établies en remplacement d'un chèque d'assignation. (1)

3. L'article RE 609 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste est applicable aux chèques d'assignation.

4. En ce qui concerne les chèques d'assignation perdus ou détruits après paiement, l'article RE 613 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste est applicable, mais la formule VP 13 est substituée à la formule MP 1.

1) Il n'est pas nécessaire de prévoir une réglementation propre aux chèques d'assignation, car les dispositions correspondantes de l'Arr. des mandats conviennent très bien au cas particulier. Toutefois, il y a lieu de souligner que, le titre qui sert de support à l'opération de paiement recevant sa forme authentique au service des chèques postaux de l'Adm. chargée du paiement, c'est cette dernière qui peut seule établir l'autorisation de paiement et non l'Adm. d'origine, contrairement à ce qui se passe pour les mandats (Congrès de Lausanne 1974, II 1496, prop. 7000.1).

Article RE 809

Chèques d'assignation prescrits

L'article RE 612 du Règlement d'exécution concernant les mandats de poste est applicable aux chèques d'assignation prescrits. (1)

1) Cf. annot. 1 à l'art. RE 808.

Article RE 810

Réclamations

1. L'article RE 610 ou, suivant le cas, l'article RE 801 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste est applicable aux chèques d'assignation.
2. La formule VP 7 ou, suivant le cas, la formule MP 14 adaptée est expédiée par l'intermédiaire des bureaux d'échange.

Article 9

Responsabilité (1)

1. *Les Administrations sont responsables des sommes portées au débit du compte du tireur jusqu'au moment où le chèque d'assignation a été régulièrement payé.*
2. *Les Administrations sont responsables des indications erronées fournies par leur service sur les listes de chèques d'assignation ou sur les chèques d'assignation télégraphiques. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission.*
3. *Les Administrations n'assument aucune responsabilité pour les retards qui peuvent se produire dans la transmission ou le paiement des chèques d'assignation.*
4. *Les Administrations peuvent également convenir entre elles d'appliquer des conditions plus étendues de responsabilité adaptées aux besoins de leurs services intérieurs. (2)*
5. *L'article 9 de l'Arrangement concernant les mandats de poste s'applique aux chèques d'assignation.*

- 1) Le Congrès de Lausanne 1974 a estimé utile de disposer d'un texte propre aux chèques d'assignation du fait que les conditions de paiement sont différentes de celles d'inscription d'un virement au crédit d'un compte courant postal. Par contre, en ce qui concerne les modalités d'application des principes de la responsabilité, celles qui figurent dans l'Arr. des mandats peuvent être retenues sans aucune modification (II 1496, prop. 7000.1, art. 37).
- 2) V. annot. 3 à l'art. 4.

Article 10

Rémunération de l'Administration de paiement (1)

1. *L'Administration d'émission attribue à l'Administration de paiement pour chaque chèque d'assignation une rémunération dont le taux est fixé, en fonction du montant moyen des chèques d'assignation compris dans les lettres d'envoi adressées au cours de chaque mois, à:*
 - 0,59 DTS jusqu'à 65,34 DTS;
 - 0,72 DTS au-delà de 65,34 DTS et jusqu'à 130,68 DTS;
 - 0,88 DTS au-delà de 130,68 DTS et jusqu'à 196,01 DTS;
 - 1,08 DTS au-delà de 196,01 DTS et jusqu'à 261,35 DTS;
 - 1,31 DTS au-delà de 261,35 DTS et jusqu'à 326,69 DTS;
 - 1,57 DTS au-delà de 326,69 DTS.
2. *Au lieu des taux prévus au paragraphe 1, les Administrations peuvent toutefois convenir d'attribuer une rémunération uniforme en DTS ou en monnaie du pays de paiement indépendante du montant des chèques d'assignation.*
3. *La rémunération due à l'Administration de paiement est établie chaque mois de la façon suivante: (2)*
 - a) *le taux de rémunération en DTS à appliquer pour chaque chèque d'assignation est déterminé après conversion en DTS du montant moyen des chèques d'assignation, sur la base de la valeur moyenne du DTS dans la monnaie du pays de paiement telle qu'elle est définie à l'article 104 du Règlement de la Convention;*
 - b) *le montant total en DTS, obtenu pour la rémunération relative à chaque compte, est converti dans la monnaie du pays de paiement sur la base de la valeur réelle du DTS en vigueur le dernier jour du mois auquel le compte se rapporte;*
 - c) *lorsque la rémunération uniforme prévue au paragraphe 2 est fixée en DTS, sa conversion en monnaie du pays de paiement est effectuée comme il est dit à l'alinéa b).*

1) Art. remanié par le Congrès de Lausanne 1974 en raison de l'abandon du principe du partage des taxes (II 1497, prop. 7038.1/Rev 1).

2) Texte adopté par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 pour tenir compte de l'introduction dans les Actes de l'UPU du DTS (II 1715, prop. 7038.2).

Chapitre VI

Autres modes d'échange des paiements

Article 11

Autres modes d'échange des paiements (1) (2)

1. *Les paiements internationaux à assurer par débit des comptes courants postaux peuvent également être effectués au moyen de bandes magnétiques ou de tout autre support convenu entre les Administrations.*
2. *Les Administrations de destination peuvent utiliser des formules de leur régime intérieur en représentation des ordres de paiement qui leur sont ainsi adressés. Les conditions d'échange sont alors fixées dans des conventions particulières adoptées par les Administrations concernées.*

1) Art. introduit par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 permettant aux Adm. de destination de se servir de form. de leur régime intérieur pour procéder au paiement des ordres reçus, ce qui offre une plus grande souplesse d'exploitation (II 1712, prop. 7038.91).

2) Compte tenu de la refonte de cet Arr. par le Congrès de Washington 1989, le titre de cet art. a été modifié.

Chapitre VII

Le postchèque

Article 12

Délivrance des postchèques

1. *Chaque Administration peut délivrer des postchèques à ses titulaires de comptes courants postaux. (1)*
2. *Il est remis également aux titulaires de comptes courants postaux auxquels des postchèques ont été délivrés une carte de garantie postchèque qui doit être présentée au moment du paiement. (2)*
3. *Le montant maximal garanti est imprimé au verso de chaque postchèque, ou sur une annexe, dans la monnaie convenue entre les pays contractants. (3)*

4. Sauf accord particulier avec l'Administration de paiement, l'Administration d'émission fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de paiement.

5. L'Administration d'émission peut percevoir une taxe sur le tireur d'un postchèque.

6. Le cas échéant, la durée de validité des postchèques est fixée par l'Administration d'émission. Elle est indiquée sur le postchèque par l'impression de la date ultime de validité. En l'absence d'une telle indication, la validité des postchèques est illimitée. (4)

1) Cf. annot. 3 à l'art. RE 201.

2) Disposition introduite par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 pour permettre aux Adm. de délivrer des postchèques à leurs titulaires de comptes postaux, quelle que soit la nature de ces comptes (chèques postaux, caisse d'épargne, etc.). Quant à la carte de garantie à présenter au moment du paiement, elle est destinée à faciliter la vérification de l'identité du bénéficiaire et à accroître la sécurité des opérations de paiement (II 1711, prop. 7039.1).

3) Par. introduits par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1497, prop. 7000.1), complétés par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1711, prop. 7040.1) et modifiés par le Congrès de Washington 1989 (II Congrès/C 8 – Rapp. 4, prop. 7012.1) et qui ont pour but de permettre au porteur d'un postchèque de savoir, à l'avance, quel montant il peut percevoir en devises au pays dans lequel il se rend. L'indication du montant dont le paiement est garanti en plusieurs monnaies dispense l'agent payeur d'avoir à effectuer une conversion et, parallèlement, élimine le risque de change pour l'Adm. de paiement. Dans certains cas, il peut être indiqué de fixer le montant max. dans une monnaie autre que celle du pays payeur ou même celle du pays émetteur.

4) En principe, un postchèque ne doit pas avoir de délai de validité afin de ne pas limiter les facultés qu'il offre à la clientèle. Toutefois, l'absence de durée de validité allant à l'encontre des habitudes du service des mandats de poste, il convient de laisser les parties décider de la solution qu'elles entendent donner à ce problème (Congrès de Lausanne 1974, II 1497, prop. 7000.1).

Article 13 ***Paiement***

1. Le montant des postchèques est versé au bénéficiaire en monnaie légale du pays de paiement aux guichets des bureaux de poste.

2. Le montant maximal qui peut être payé au moyen d'un postchèque est fixé d'un commun accord (1) par les pays contractants.

1) Le Congrès de Lausanne 1974 a estimé opportun de laisser aux Adm. intéressées le soin de convenir du montant max. des postchèques (II 1497, prop. 7000.1).

Article RE 1301

Présentation des postchèques au guichet de paiement

1. Lors de la présentation du postchèque au guichet de paiement, le bénéficiaire, autre qu'un tiers, (1) mentionne, dans l'emplacement réservé à cet effet, en chiffres arabes, la somme à payer, exprimée dans la monnaie convenue entre les pays contractants.
2. Le montant est précédé de l'abréviation du nom de l'unité monétaire du pays de paiement, en principe conforme à la norme internationale ISO 4217. (2)
3. L'indication de la somme est portée à l'encre et ne doit comporter ni rature, ni grattage, ni surcharge, même approuvés.

1) Les modalités de remise en paiement à des tiers seront fixées bilatéralement (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1712, prop. 7550.1).

2) V. annot. 3 à l'art. RE 301.

Article RE 1302

Conditions de paiement

1. Le nombre maximal de postchèques payables simultanément est limité à dix. (1)
2. Le postchèque est revêtu de la signature du bénéficiaire, autre qu'un tiers, apposée en présence de l'agent payeur. Dans le cas où le titre a été préalablement acquitté, l'agent du guichet doit demander la répétition, en sa présence, de la signature au verso du titre. (2)
3. Le bénéficiaire, autre qu'un tiers, doit présenter sa carte de garantie postchèque. Pour tout encaissement de trois postchèques ou plus, une pièce d'identité (passeport, carte d'identité admise pour le passage des frontières ou carte d'identité postale) est en outre exigée. Elle est également demandée par l'agent du guichet dans les cas suivants:
 - dans les pays où la législation l'exige;
 - en cas de doute sur l'identité de la personne demandant le paiement des titres ou sur l'authenticité de ces titres ou sur celle de la carte de garantie;
 - à la demande de toute Administration émettrice pour une durée limitée en cas de vol ou de fraude portant sur ces titres.
4. L'agent payeur s'assure de la concordance des indications (nom et éventuellement prénom du titulaire de compte, numéro du compte postal et signature au recto

et éventuellement au verso) figurant sur le postchèque, la carte de garantie et, le cas échéant, la pièce d'identité.

5. L'agent payeur appose sur le postchèque une empreinte du timbre à date du bureau payeur et note le numéro de la carte de garantie postchèque aux endroits réservés à cet effet. Il décrit, le cas échéant, la pièce d'identité présentée au verso de l'un des postchèques payés.

6. Les modalités de remise en paiement de postchèques à des tiers sont fixées par convention entre les Administrations concernées.

1) La limitation du nombre de postchèques payables simultanément est introduite par le Congrès de Washington 1989 pour tenter de déjouer l'encaissement frauduleux de postchèques volés et falsifiés ou faux ou de limiter l'importance de tels encaissements (II Congrès/C 8 – Rapp. 4, prop. 75 1302.2).

2) Les postchèques volés sont le plus souvent présentés au paiement préalablement signés. Ainsi le Congrès de Washington 1989 a-t-il admis que la répétition de la signature au verso du titre, en présence de l'agent du guichet et sans avoir la signature initiale figurant sur la carte de garantie sous les yeux doit permettre de déjouer l'encaissement frauduleux de postchèques volés (II Congrès/C 8 – Rapp. 4, prop. 75 1302.1).

Article RE 1303

Renvoi des postchèques payés au service des chèques postaux d'origine (1)

1. Les postchèques payés sont centralisés par le bureau d'échange de l'Administration de paiement.

2. Ils sont décrits sur une liste VP 2 ou sur un compte MP 5 faisant apparaître le montant total des paiements exécutés, exprimé en monnaie du pays de paiement. Au montant total de la liste VP 2 ou du compte MP 5 est ajouté le montant des rémunérations dues par l'Administration d'émission à l'Administration de paiement.

3. Le montant total de la liste VP 2 est porté au débit du compte courant postal de liaison ouvert au nom de l'Administration d'émission. La liste VP 2 et les postchèques payés sont joints à l'extrait de compte correspondant qui est envoyé à l'Administration d'émission.

4. Les postchèques payés doivent être renvoyés à l'Administration d'émission aussitôt que possible, et au maximum dans un délai d'un mois après le paiement.

5. L'article RE 1201 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste s'applique éventuellement au paiement du compte MP 5.

1) Cette procédure tend à simplifier au max. les formalités de comptabilisation et de règlement entre Adm. (Congrès de Lausanne 1974, II 1498, prop. 7500.1).

Article RE 1304

Remplacement des postchèques perdus après paiement

1. Les postchèques perdus ou détruits après paiement sont remplacés par l'Administration de paiement par un duplicata établi sur une formule vierge. Cette formule doit porter toutes les indications utiles du titre original et être revêtue de la mention «Duplicata établi en remplacement d'un postchèque perdu après paiement» ainsi qu'une empreinte du timbre à date du bureau d'échange de l'Administration de paiement. (1)

2. L'Administration émettrice des postchèques fournit à l'Administration de paiement les formulaires de postchèques nécessaires pour l'établissement des duplicata susvisés.

1) Cette procédure s'inspire de celle qui est prévue dans l'Arr. des mandats (Congrès de Lausanne 1974, II 1498, prop. 7500.1).

Article 14

Responsabilité

1. *L'Administration de paiement est déchargée de toute responsabilité lorsqu'elle peut établir que le paiement a été effectué dans les conditions fixées aux articles RE 1301 et RE 1302.*

2. *L'Administration émettrice n'est pas tenue d'honorer les postchèques falsifiés ou contrefaits qui lui sont renvoyés après le délai prévu à l'article RE 1303, paragraphe 4. (1)*

1) Le Congrès de Washington 1989 a admis que, pour réagir rapidement en cas de fraude, il importe de disposer des postchèques payés le plus vite possible, parce que les fraudes ne peuvent souvent être décelées par l'Adm. émettrice qu'après réception des postchèques payés. Il importe dès lors de faire respecter de façon contraignante les délais de renvoi (II Congrès/C 8 – Rapp. 3, prop. 7014.1).

Article 15

Rémunération de l'Administration de paiement

Les Administrations qui conviennent de participer au service des postchèques fixent d'un commun accord le montant de la rémunération qui est attribuée à l'Administration de paiement. (1)

1) L'Adm. émettrice de postchèques étant directement intéressée à développer au max. son réseau de paiement, la liberté doit être laissée aux Adm. participant au service de fixer la quotité de la rémunération (Congrès de Lausanne 1974, II 1497, prop. 7000.1).

Chapitre VIII

Dispositions diverses

Article 16

Dispositions diverses

1. Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

1.1 *En cas de demande d'ouverture d'un compte courant postal dans un pays avec lequel le pays de résidence du requérant échange des virements postaux, l'Administration de ce pays est tenue, pour la vérification de la demande, de prêter son concours à l'Administration chargée de tenir le compte.*

1.2 *Les Administrations s'engagent à effectuer cette vérification avec tout le soin et toute la diligence désirables, sans toutefois qu'elles aient à assumer de responsabilité de ce chef.*

1.3 *Sur demande de l'Administration qui tient le compte, l'Administration du pays de résidence intervient aussi, autant que possible, pour la vérification des renseignements concernant toute modification de la capacité juridique de l'affilié.*

2. Franchise postale

2.1 *Les plis contenant des extraits de comptes adressés par les bureaux de chèques postaux aux titulaires de comptes (1) sont envoyés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et remis en franchise dans tout pays de l'Union.*

2.2 *La réexpédition de ces plis dans tout pays de l'Union ne leur enlève, en aucun cas, le bénéfice de la franchise.*

1) Une Adm. dont le gouvernement n'avait pas encore ratifié l'Arr. des virements s'est refusée à admettre en franchise de port les extraits de comptes adressés par les bureaux de chèques d'un autre pays à des titulaires de comptes résidant dans son pays. Là-dessus, cet art. a été interprété en ce sens que, par principe, la franchise de port doit être admise par tous les pays de l'UPU, même par ceux qui n'ont pas adhéré à l'Arr. dont les dispositions prévoient la franchise de port, ou qui ne l'ont pas encore ratifié (Congrès de Londres 1929, I 166; II 207) (cf. aussi Congrès de Stockholm 1924, II 825 in fine).

Article RE 1601

Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

1. *Toute demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger est libellée par le requérant à l'adresse de l'Administration appelée à tenir le compte. Elle est*

transmise à ladite Administration soit directement par le demandeur, soit par l'intermédiaire du bureau de chèques dans le ressort duquel se trouve sa résidence. Lorsque le demandeur dispose déjà d'un compte courant postal national, il peut passer par l'intermédiaire du bureau de chèques qui gère le compte.

2. Ce bureau, en se conformant aux règles établies pour l'ouverture d'un compte dans son propre pays, procède à la vérification tant des demandes faites par son intermédiaire que de celles qui lui sont communiquées par l'Administration étrangère directement saisie.

3. En cas de besoin, le bureau précité rectifie, après avoir consulté le requérant, les indications erronées de la demande et joint à celle-ci une attestation conforme au modèle VP 9 ci-annexé dûment remplie. Dans certains cas particuliers, non prévus par la contexture de cette formule, il la complète ou la rectifie, s'il y a lieu, au moyen d'une lettre explicative; il transmet tout au bureau d'échange du pays de destination par l'intermédiaire du bureau d'échange de son propre pays. Les attestations sont frappées d'une empreinte du timbre à date du bureau d'échange du pays intervenant et signées par le ou les fonctionnaires accrédités pour la certification des lettres d'envoi.

Article RE 1602

Plis en franchise contenant des extraits de comptes

Les plis contenant des extraits de comptes et adressés en franchise par les bureaux de chèques postaux aux titulaires de comptes portent la désignation du bureau de chèques expéditeur et la mention «Service des postes». (1)

1) Vœu que les Adm. interviennent auprès de leurs bureaux de chèques pour qu'ils portent la mention «Franchise de port» sur les enveloppes contenant des extraits de comptes qu'ils adressent à leurs titulaires de comptes résidant à l'étranger (Congrès de Buenos Aires 1939, II 558).

Chapitre IX

Dispositions finales

Article 17

Dispositions finales

1. *La Convention, l'Arrangement concernant les mandats de poste ainsi que son Règlement d'exécution sont applicables, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement. (1) (2)*

2. *L'article 4 de la Constitution (3) n'est pas applicable au présent Arrangement.*

3. *Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement*

3.1 *Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement d'exécution doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.*

3.2 *Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil exécutif pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil exécutif qui sont parties à l'Arrangement. (4)*

3.3 *Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:*

- a) *l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions;*
- b) *les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement;*
- c) *la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement. (5)*

4. *Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1991 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.*

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé (6) le présent Arrangement en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Washington, le 14 décembre 1989.

1) Le Congrès de Vienne 1964 a harmonisé, dans les différents Arr., le texte relatif à l'application de la Conv. (II 399, prop. 8250, Doc 88). Enoncée d'une manière générale, cette clause permet de couvrir tous les cas d'application de la Conv.

2) Par. modifié par le Congrès de Washington 1989 afin de permettre à cette clause de couvrir tous les cas d'application de la Conv. et également tous les cas d'application de l'Arr. des mandats et de son Règl. (II Congrès/C 8 – Rapp. 3, prop. 7017.1).

3) Cet art. concerne les relations exceptionnelles (Congrès de Vienne 1964, Doc 88, ch. 2, lettre b)).

4) V. annot. 3 à l'art. 13 de l'Arr. des mandats.

5) V. annot. 4 à l'art. 13 de l'Arr. des mandats.

6) Noms des pays ayant signé l'Arr.:

République algérienne démocratique et populaire
République fédérale d'Allemagne
République argentine
République d'Autriche
Belgique
République populaire du Bénin
Burkina Faso
République du Burundi
République du Cameroun
République centrafricaine
Chili
République de Chypre
République fédérale islamique des Comores
République populaire du Congo
République de Corée
République de Côte d'Ivoire
Royaume de Danemark
République arabe d'Egypte
Emirats arabes unis
République de l'Equateur
Espagne
République de Finlande
République française
République gabonaise
Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord, îles de la Manche
et île de Man
Territoires d'outre-mer dont les relations
internationales sont assurées par le Gouvernement
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
Grèce
République de Guinée
République de Hongrie

République d'Indonésie
République islamique d'Iran
République d'Islande
Israël
Italie
Japon
Principauté de Liechtenstein
Luxembourg
République démocratique de Madagascar
République du Mali
Royaume du Maroc
République islamique de Mauritanie
Principauté de Monaco
République du Niger
Norvège
République de l'Ouganda
République de Paraguay
Pays-Bas
Antilles néerlandaises et Aruba
République du Pérou
République rwandaise
République de Saint-Marin
République du Sénégal
République démocratique de Somalie
Suède
Confédération suisse
République du Tchad
République togolaise
République tunisienne
République de Turquie
République orientale de l'Uruguay
Etat de la cité du Vatican
République socialiste fédérative de Yougoslavie

(Pour les signatures concernant l'Arr., v. tome III/1, des Doc de Washington 1989, p. 327 à 363.)

Article RE 1701

Renseignements à fournir par les Administrations (1)

1. Les Administrations doivent se communiquer directement:
 - a) les noms des bureaux d'échange visés à l'article RE 104;
 - b) les spécimens des empreintes des timbres d'authentification en usage dans les bureaux d'échange;
 - c) la liste – revêtue des spécimens de leur signature – des fonctionnaires qui ont qualité dans ces bureaux pour signer les lettres d'envoi; cette liste doit être fournie en un nombre suffisant d'exemplaires pour les besoins du service. En cas de modification, une nouvelle liste complète est transmise à l'Administration correspondante; toutefois, s'il s'agit seulement d'annuler l'une des signatu-

res communiquées, il suffit de la faire biffer sur la liste existante qui continue à être utilisée;

- d) le taux de conversion fixé pour les ordres de virement, de versement, les mandats ou les chèques d'assignation, si la demande en est faite expressément.
2. En outre, chaque Administration doit communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, les renseignements ci-après:
- a) la liste des pays avec lesquels elle échange des virements, des versements postaux, des chèques d'assignation ou des postchèques et, éventuellement, des virements, des versements ou des chèques d'assignation télégraphiques;
 - b) les noms des bureaux d'échange visés à l'article RE 104.
3. Toute modification aux renseignements visés ci-dessus doit être notifiée sans retard.

1) Cf. annot. 1 à l'art. RE 1302 de l'Arr. des mandats en ce qui concerne la communication rapide de ces renseignements après chaque Congrès.

Article RE 1702

Mise à exécution et durée du Règlement d'exécution

- 1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux.
- 2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins que le Conseil exécutif n'en décide autrement. (1)

Fait à Washington, le 15 décembre 1989.

1) En vertu de l'art. 102, par. 6.2, du Règl. gén., le CE peut également modifier les Règl. en cas d'urgente nécessité.

(Pour les signatures concernant le Règl., v. tome III/2, des Doc de Washington 1989, p. 330.)

Liste des formules (1) (2)

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références
1	2	3
VP 1	Avis de virement ou de versement	art. RE 301, par. 2
VP 2	Liste de virements, de versements ou de chèques d'assignation	art. RE 303, par. 3
VP 3	Lettre d'envoi	art. RE 304, par. 1
VP 4	Liste de régularisation	art. RE 306, par. 1
VP 5	Demande d'annulation d'un ordre de virement, de versement ou d'assignation par voie postale	art. RE 310, par. 2
VP 6	Demande télégraphique d'annulation d'un ordre de virement, de versement ou d'assignation	art. RE 310, par. 3
VP 7	Réclamation concernant un ordre de virement, de versement ou d'assignation	art. RE 317, par. 3
VP 9	Attestation (ouverture d'un compte courant postal à l'étranger)	art. RE 1601, par. 3
VP 10	Avis d'inscription	art. RE 309, par. 3
VP 13	Ordre de virement ou de chèque d'assignation	art. RE 201, par. 4
VP 13bis	Ordre de virement ou de chèque d'assignation (grand modèle)	art. RE 201, par. 4
VP 14	Postchèque	art. RE 201, par. 5
VP 15	Carte de garantie postchèque	art. RE 201, par. 6

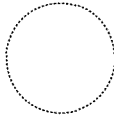
Annexes

Formules VP 1 à VP 7, VP 9, VP 10, VP 13 à VP 15

1) La form. VP 12 (Bordereau des valeurs bancaires à encaisser) a été supprimée par le Congrès de Washington 1989 en conséquence de la résolution C 3/1989, prop. 05.

2) VP 14 et VP 15: la texture et les caractéristiques techniques sont déposées au BI.

(1)

Administration des postes d'origine	AVIS	VP 1
Bureau de chèques postaux ou de dépôt	<input type="checkbox"/> de virement	
	<input type="checkbox"/> de versement	
Nom et adresse du tireur ou du déposant		
N° du compte ou de dépôt		Date
Nom et adresse du bénéficiaire		
N° du compte du bénéficiaire		Bureau de chèques postaux
Communications		
Montant en chiffres arabes		

Chèques, Washington 1989, art. RE 301, par. 2 – Dimensions 148 x 105 mm

1) Les Adm. peuvent appliquer sur cette form. le timbre à date du bureau de chèques de destination dans un but de garantie pour les titulaires de compte de leur pays (Congrès du Caire 1934, II 585 et 586).

LISTE

☐ de virements

☐ de versements

☐ d'assignments

Bureau de chèques postaux

Bureau de chèques postaux de destination			Date de la liste		N° sur la lettre VP 3	
			Nombre d'avis VP 1, VP 13 ou VP 13bis annexés			
			Confirmation d'une transmission télégraphique			
Bénéficiaire			Tireur ou déposant		Montant	
Compte (n° de la formule de chèque en cas d'assignments)		Nom et lieu de domicile	Compte débité ou dépôt			
N°	Bureau		N°	Bureau		
1	2	3	4	5	6	
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						
16						
17						
18						
Total						
Timbre (en relief, si possible) du bureau de chèques d'échange et de						

Chèques, Washington 1999, art. RE 303, par. 3 – Dimensions 210 x 297 mm

Administration des postes d'origine

VP 3

LETTRE D'ENVOI

☐ Listes de virements☐ Listes de versements

Bureau de chèques postaux

☐ Listes d'assignments

Bureau de chèques postaux de destination

Date de la lettre d'envoi

N° de la lettre

Nombre de listes VP 2 annexées

Prière d'effectuer les ordres figurant sur les listes VP 2 ci-jointes, dont les montants sont les suivants

N° courant	Montant	N° courant	Montant	N° courant	Montant
1	2	3	4	5	6
1		Report		Report	
2		15		28	
3		16		29	
4		17		30	
5		18		31	
6		19		32	
7		20		33	
8		21		34	
9		22		35	
10		23		36	
11		24		37	
12		25		38	
13		26		39	
14		27		40	
A reporter		A reporter		Total	

Arrêté à la somme de

En toutes lettres

Timbre (en relief, si possible) du bureau de chèques d'échange et date
Signatures

Administration des postes d'origine

LISTE DE RÉGULARISATION

☐ Virements non exécutés ☐ Versements non exécutés

☐ **Assignations non exécutées**

Bureau de chèques postaux

☐ RECTIFICATION
à une lettre d'envoi

☐ NOTIFICATION
d'irrégularité

Bureau d'échange expéditeur				Date de la VP 4	
				Nombre d'années	
				Date de la lettre d'envoi	
				N°	
Liste n°	N° courant	Bénéficiaire		Tireur ou déposant	
		CCP et nom et lieu de domicile		CCP et nom et lieu de domicile	
1	2	3	4		5
Mois					
Mois					
Mois					
Mois					
Mois					
Mois					
Mois					
Mois					
N° du CCP de saison auquel le montant total est crédité					
Total					

Motifs de la rectification ou de la notification

.....

Total de la lettre d'envol désignée ci-dessus après rectification:

En chiffres	En toutes lettres
<p>Timbre (en relief, si possible) du bureau de chèques d'échange et date</p> <p>Signature</p>	

¹ Seulement en cas de rectification de la lettre d'envoi

Chèques, Washington 1989, art. RE 306, par. 1 – Dimensions 210 x 297 mm

Administration des postes d'origine

VP 5

DEMANDE D'ANNULATION

☐ Virement☐ Versement

Bureau de chèques postaux ou de dépôt

☐ **Assignment**

Bureau de chèques de destination

Date de la demande

Indications. A transmettre sous pli recommandé

☐ Confirmation d'une demande télégraphiqueConfirmation de la demande
télégraphique

Bureau de chèques ou de dépôt d'origine

Date de la demande télégraphique

Bureau de chèques de destination

Prière d'annuler l'ordre désigné ci-après et de nous renvoyer l'avis correspondant

Tireur ou déposant

Bureau de chèques ou de dépôt d'origine

N° du compte ou du dépôt

Nom et lieu de domicile

Montant

En chiffres, en monnaie du pays de destination

Bénéficiaire

Bureau de chèques

N° du compte

Nom et lieu de domicile

Timbre du bureau de chèques ou de dépôt d'origine et date
Signature

Avis expédié

Date

Lettre d'envoi n°

N° de la liste

N° courant

Timbre du bureau de chèques d'échange de l'Administration d'origine et date
Signature

Administration des postes d'origine

VP 6

DEMANDE TÉLÉGRAPHIQUE D'ANNULATION☐ **Virement**☐ **Versement**☐ **Assignation**

Postbur		Bureau qui gère le compte du bénéficiaire	Date de la demande
Annuler		<input type="checkbox"/> virement	<input type="checkbox"/> versement
Bureau de chèques ou de dépôt d'origine		N° du compte	
Nom et lieu de domicile du tireur ou du déposant			
Montant en chiffres arabes			
Bureau de chèques de destination		N° du compte	
Nom et lieu de domicile du bénéficiaire			
<input type="checkbox"/> Postbur	<input type="checkbox"/> Postbur	Timbre du bureau de chèques ou de dépôt d'origine et date	
Indications. Confirmer immédiatement cette demande par écrit au moyen d'une formule VP 5			

Administration des postes d'origine

RÉCLAMATION

VP 7

☐ Virement☐ Versement☐ Assignation

Bureau de chèques postaux ou de dépôt d'origine		Date de la réclamation	
		Date du débit ou du dépôt	
Tireur ou déposant	Nom et lieu de domicile		
			N° du compte ou du dépôt
Montant	En chiffres, en monnaie du pays de destination		
Bénéficiaire	Nom et lieu de domicile		
Expédition par le bureau de chèques ou de dépôt d'origine	Bureau de chèques	N° du compte	
	Bureau de chèques ou de dépôt	Timbre	
	Bureau d'échange d'origine		
	Liste n°	Date	
	Signature		
Expédition par le bureau de chèques d'échange de l'Administration d'origine	Bureau d'échange d'origine	Timbre	
	Bureau d'échange de destination		
	Liste n°	N° courant	
	Date		
	Signature		
Expédition par le bureau de chèques d'échange de l'Administration de destination	Bureau d'échange de destination	Timbre	
	Bureau de chèques de destination		
	Liste n°	Date	
	Signature		
Réponse du bureau de chèques de destination			
Timbre du bureau de chèques de destination et date			
Signature			

ATTESTATION

Ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

Désignation du compte courant demandé

Renseignements sur le requérant

Domicile

138

Désignation des personnes représentant le requérant

VP 9 (verso)

Nom et désignation détaillée des personnes qui sont fondées à représenter légalement le requérant d'après le registre du commerce, le registre des coopératives, le registre des sociétés non commerciales, le contrat de société, les statuts, etc.

Noms et qualité	Peuvent signer seules	
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
.....	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

Dans la procuration des personnes énumérées ci-dessus figurent les restrictions suivantes

.....
.....
.....
.....
.....

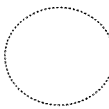
Résultat de l'examen

La demande d'ouverture d'un compte courant postal ci-jointe a été vérifiée par nous conformément aux règlements régissant dans notre pays l'ouverture d'un tel compte

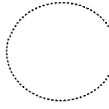
☐ Il ressort du résultat de cet examen que nous n'hésiterions pas, le cas échéant, à faire ouvrir dans notre service un compte courant en faveur du requérant, sous la désignation indiquée ci-dessus

☐ Un compte est déjà tenu chez nous sous cette désignation. Le requérant a le droit de signer; sa signature est conforme à celle que nous possédons ici

Timbre (en relief, si possible) du bureau de chèques et date
Signature des agents

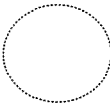
Administration des postes d'origine Bureau de chèques ou de dépôt	VP 10	AVIS D'INSCRIPTION	Service des postes
		<input type="checkbox"/> Virement postal <input type="checkbox"/> Virement télégraphique <input type="checkbox"/> Versement postal <input type="checkbox"/> Versement télégraphique	Timbre du bureau de chèques qui établit l'avis 
Cet avis doit être renvoyé par la voie la plus rapide, y compris la voie aérienne, sans surtaxe. Une étiquette ou une empreinte de couleur bleue «PAR AVION» est apposée sur les avis qui empruntent la voie aérienne pour leur retour		Nom ou raison sociale du tireur ou du déposant	
		Rue et n°	
		Lieu de destination	
		Pays de destination	

Chèques, Washington 1989, art. RE 309, par. 3 – Dimensions 148 x 105 mm

VP 10 (verso)	
Montant en chiffres, en monnaie du pays de destination	
Tireur ou déposant. Nom et lieu de domicile	
<div style="text-align: right;">N° du compte</div>	
Bénéficiaire. Nom et lieu de domicile	
<div style="text-align: right;">N° du compte</div>	
Bureau détenteur du compte courant à créditer	
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Traitement de l'ordre désigné Date </div>	
<input type="checkbox"/> Exécuté	
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <input type="checkbox"/> Non exécuté Motif </div>	
Timbre, date et signature	
	

Administration des postes d'origine COUPON destiné au bénéficiaire		Administration des postes d'origine Bureau de chèques postaux		ORDRE <input type="checkbox"/> Virement <input type="checkbox"/> Assignation		VP 13
Nom et n° CCP du tireur		Nom et n° CCP du tireur		N° du chèque		
Montant en chiffres arabes		Montant en chiffres arabes				
		Montant en toutes lettres et en caractères latins				
Nom et adresse du bénéficiaire		Nom et adresse du bénéficiaire				
		Rue et n°				
CCP du bénéficiaire		Lieu et pays de destination		CCP du bénéficiaire		
Timbre		Timbre		Date et signature		
				N° d'enregistrement		Somme débitée en chiffres
Communications (voir au verso)		Attention, ne rien inscrire				

Chèques, Washington 1989, art. RE 201, par. 4 – Dimensions 148 x 105 mm

Réservé au bureau d'origine		Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu		VP 13 (verso)	
Contre-valeur Taxes Total Timbre				Communications	
		Quittance du bénéficiaire Reçu la somme indiquée d'autre part Lieu et date Signature du bénéficiaire			
Réservé au bureau d'échange d'origine		N° d'arrivée Document d'identité		Timbre 	
Attention, ne rien inscrire		Attention, ne rien inscrire		Attention, ne rien inscrire	

Note. – Les caractéristiques techniques obligatoires de cette formule sont déposées au Bureau international

Chèques, Formules

Administration des postes d'origine COUPON destiné au bénéficiaire		Administration des postes d'origine Bureau de chèques postaux		ORDRE		VP 13bis	
Nom et n° CCP du tireur		Nom et n° CCP du tireur		<input type="checkbox"/> Virement		<input type="checkbox"/> Assignment	
Montant en chiffres arabes		Montant en chiffres arabes		Montant en toutes lettres et en caractères latins			
Nom et adresse du bénéficiaire		Nom et adresse du bénéficiaire		Rue et n°			
CCP du bénéficiaire		Lieu et pays de destination		CCP du bénéficiaire			
Timbre		Timbre		Date et signature			
				N° d'enregistrement		Somme débitée en chiffres	
COMMUNICATIONS (voir au verso)		ATTENTION, NE RIEN INSCRIRE					

Chèques, Washington 1969, art. RE 201, par. 4 – Dimensions 185,9 x 105 mm

Réservé au bureau d'origine		Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu		VP 13bis (verso)	
Contre-valeur				Communications	
Taxes					
Total					
Timbre					
		Quittance du bénéficiaire Reçu la somme indiquée d'autre part Lieu et date Signature du bénéficiaire			
Réservé au bureau d'échange d'origine		N° d'arrivée	Timbre		
		Document d'identité			
ATTENTION, NE RIEN INSCRIRE		ATTENTION, NE RIEN INSCRIRE			

Note. – Les caractéristiques techniques obligatoires de cette formule sont déposées au Bureau international

Index alphabétique

Observation. — Les chiffres et lettres en petits caractères placés au-dessus de la ligne renvoient aux paragraphes et lettres des divers articles.

Chèques postaux	Arrangement Art.	Règlement Art.
Adresse. Modification ou correction d'—	—	704
Annulation des virements	—	310
Application de la Convention	17 ¹	—
Approbation des propositions	17 ³	—
Autorisation de paiement	—	808
Avis d'arrivée	37	—
— d'émission	—	710
— d'inscription	—	309, 315
— de paiement	—	704, 805
— de virement	3 ^{5,7}	301, 306, 314
Bénéficiaire. Communication destinée au —	—	301 ³ , 704
Bureaux d'échange	—	104, 1701 ^{1a,b} , 305, 320 ³
Catégories. Différentes —	2	—
Chèques d'assignation	7, 8	701, 702, 705 à 710, 804, 807, 809
Communications particulières	—	301 ³
Comptabilité	—	102, 307, 502
— Etablissement et règlement des comptes	—	502
— Paiement des sommes dues	—	102
Compte courant postal à l'étranger	16 ¹	1601
— de liaison	—	101 ¹ , 102, 103, 1303 ³
Contexture	—	201 ^{5,1,6}
Constitution. Exception à l'application de la —	17 ²	—
Contractants. Pays —	12 ³	—
Convention. Application de la —	17 ¹	—
Conversion	3 ² , 7 ² , 12 ⁴	1701 ^{1d}
Crédits	—	102 ¹
— Erreurs de —	4 ^{1,2} , 9 ²	—
Délai de paiement	4 ^{4,5}	102 ^{4,5,6}
— de réclamation	4 ^{1,5}	—
Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger	16 ¹	1601
Devises. Délivrance — aux voyageurs	12	1301
Différences. Irrégularités	—	306, 316, 804
Durée de l'Arrangement et du Règlement	17 ⁴	1702
Echange. Bureau d'—	—	104, 305, 320 ³ , 1701 ^{1a,b}
— des listes	—	303, 305, 314, 705
— Modes d'—	7 ⁴ , 11	—

	Arrangement Art.	Règlement Art.
Endossement	—	704
Enoncé du montant	3 ¹ , 12 ³	303 ²
Erreurs	4 ^{1,2} , 9 ²	—
— de conversion	4 ^{1,2} , 9 ²	—
Exprès. Remise par —	—	704
Extraits de comptes	16 ²	—
Formules. Liste des —. Voir page 130		
— à l'usage du public	—	201
— Libellé	—	301 ⁴
Frais	3 ^{6,7}	103 ⁴ , 316 ¹
Franchise	3 ⁵ , 16 ²	305
Inscriptions sur les formules	—	301 ⁵
Interdictions	3 ⁴	102 ^{2,7}
Intérêts. Interbancaires	4 ^{5,2}	102 ⁵
Irrégularités. Différences	—	306, 316, 804
Lettres d'envoi	—	304, 305, 306, 315, 503 ⁴ , 706
Liste des virements. Echange	—	104, 303 ³ , 305
— Libellé	—	301 ⁴
— manquantes ou irrégulières	—	801
— Traitement des — et des lettres d'envoi par les services	—	802, 803
— Récapitulation	—	304 ¹
Mandats de versement	3 ²	502
Mentions à porter sur les plis en franchise	—	1602
Mentions interdites ou autorisées	—	703
Mise à exécution de l'Arrangement et du Règlement	17 ⁴	1702
Monnaie	3 ¹ , 12 ³ , 13 ¹	301 ⁴ , 308
Montant. Enoncé	3 ¹ , 12 ³	303 ²
— maximal	13 ²	302, 702
Moratoire. Interdiction des transferts, etc.	—	102 ⁷
Objet de l'Arrangement	1	—
Ordres de virement. Annulation	—	310
— Non-exécution des —	—	311
— Transmission des —	—	710
Païement. Délai de —	4 ^{4,5}	102 ^{4,5,6}
— des sommes dues	4 ^{3,4}	102 ⁴ , 307
— Modalités d'exécution des —	7 ¹ , 8	—
— en main propre	—	704
— Règles générales de —	13	—
— Autres — effectués par débit des comptes courants postaux	11	—
Postchèques	12 à 15	1301 à 1304
— Carte de garantie	12 ²	201 ⁶
Propositions	17 ³	—
Récépissé pour versements postaux	5 ^{3,3}	—
Réception des virements. Vérification, etc.	—	306, 316
Réclamations	4 ^{1,5b}	317
Récours	4 ³	—

	Arrangement Art.	Règlement Art.
Réexpédition	—	806
Règlement. Etablissement et — des comptes, etc.	—	502
Relations financières entre Administrations	—	101, 307, 1303
Remplacement des postchèques perdus, etc.	—	1304
Rémunération de l'Administration de paiement	10, 15	—
Renseignements à fournir par les Administrations	—	1701
Renvoi des postchèques payés au service des chèques postaux d'origine	—	1303
Responsabilité	4	—
— Délai de paiement	4 ^{4, 5}	102 ^{4, 5, 6}
— Détermination	4 ²	—
— Droit de recours	4 ³	—
— Etendue	4 ¹ , 9 ^{2, 4}	—
— Exceptions	4 ^{1, 5}	—
— Non-responsabilité	4 ^{1, 3}	—
— Principe	4 ¹	—
— Remboursement à l'Administration intervenante	4 ⁵	—
— Remboursement des sommes dues au réclamant	4 ³	—
— Retards	4 ^{1, 3}	—
Retrait	—	704
Signatures. Communication des spécimens	—	1701 ^{1c}
Taux de conversion	3 ² , 7 ² , 12 ⁴	1701 ^{1d}
Taxes	3, 5 ^{3, 2} , 7 ³ , 12 ⁵	—
Techniques. Caractéristiques —	—	201 ^{5, 1}
Timbres d'authentification	—	1701 ^{1b}
Transmission des virements	3 ⁶	305
Validité. Durée de —	12 ⁶	—
Vérification des envois	—	306, 316
Versements aux comptes courants postaux	5	503
Virements postaux	3 ^{6, 7}	301, 306, 314
— télégraphiques	3 ⁷	312, 314, 316, 709, 710

Arrangement concernant les envois contre remboursement

Arrangement et Règlement d'exécution

- Formules

Arrangement concernant les envois contre remboursement (1)

Table des matières

Art.

1. Objet de l'Arrangement

2. Définition du service

RE 201. Envois admis

RE 202. Formules à l'usage du public

3. Rôle du bureau de dépôt des envois

RE 301. Indications à porter sur les envois et sur les bulletins d'expédition

RE 302. Etiquettes

RE 303. Formules à joindre aux envois

RE 304. Transmission des envois de la poste aux lettres non recommandés, grevés de remboursement

RE 305. Annulation ou modification du montant du remboursement

4. Rôle du bureau de destination des envois

RE 401. Conversion. Traitement des titres de paiement

RE 402. Traitement des irrégularités

RE 403. Délai de paiement. Renvoi à l'origine

RE 404. Destruction ou remplacement des titres de paiement

RE 405. Réexpédition

1) Dans le présent Acte, les articles sont disposés de la manière suivante: articles de l'Arrangement suivis immédiatement de ceux du Règlement d'exécution correspondants.

5. Transmission des mandats de remboursement

- RE 501. Bureaux d'échange des mandats de remboursement échangés au moyen de listes
- RE 502. Etablissement et transmission des listes de remboursement
- RE 503. Traitement des listes de remboursement

6. Règlement aux expéditeurs des envois

- RE 601. Mandats de remboursement non remis, non encaissés ou non parvenus
- RE 602. Réclamation concernant le montant d'un remboursement non parvenu au bénéficiaire

7. Rémunération. Etablissement et règlement des comptes

- RE 701. Etablissement et règlement des comptes relatifs aux mandats de remboursement échangés directement
- RE 702. Etablissement et règlement des comptes relatifs aux mandats de remboursement échangés au moyen de listes

8. Responsabilité

9. Dispositions finales

- RE 901. Application des Règlements d'exécution de la Convention et de certains Arrangements
- RE 902. Renseignements à fournir par les Administrations
- RE 903. Mise à exécution et durée du Règlement d'exécution

Annexes

Formules: voir la «Liste des formules»

Arrangement concernant les envois contre remboursement (1) (2)

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, (3) de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant: (4)

Règlement d'exécution (5) de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement

Le Conseil exécutif, vu l'article 22, paragraphe 5, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, a arrêté les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement:

1) Note historique

Le service des envois contre remboursement a été instauré par le Congrès de Lisbonne 1885 qui a adopté une disposition permettant l'envoi de colis grevés de remboursement jusqu'au montant de 500 fr. Le Congrès de Vienne 1891 a étendu cette faculté aux correspondances recommandées ainsi qu'aux lettres et aux boîtes avec valeur déclarée. Ce n'est qu'au Congrès de Paris 1947 cependant que les dispositions concernant les envois contre remboursement ont été groupées dans un Arr. particulier.

L'Arr. a été remanié, comme les autres Arr. concernant les services financiers postaux, entre les Congrès de Bruxelles 1952 et d'Ottawa 1957. Ce dernier a accordé au public la faculté de liquider le montant du remboursement au moyen d'un virement sur un compte tenu dans le pays d'encaissement; d'autres possibilités de règlement ont été ajoutées par la suite (v. art. 2 de l'Arr.).

Le Congrès de Vienne 1964 a opéré un rapprochement des textes de l'Arr. de ceux de l'Arr. des mandats, afin de créer une certaine harmonie dans les opérations qui présentent un caractère commun. Ce Congrès a également admis la possibilité de liquider les montants de remboursement au moyen de mandats-listes.

2) Donnant suite à une étude recommandée par la résolution C 10 du Congrès de Hambourg 1984, le Congrès de Washington 1989 a procédé à une refonte complète des Arr. concernant les services financiers postaux, parmi lesquels celui des envois contre remboursement. Pour de plus amples détails, v. annot. 3 au préambule des mandats.

3) Cette disposition est devenue l'art. 25, par. 4, depuis l'entrée en vigueur des Actes de Washington.

4) L'énumération des Pays-membres entre lesquels est conclu l'Arr. a été supprimée dans les préambules de tous les Actes par le Congrès de Vienne 1964 et fait l'objet d'une liste établie par le BI conformément à l'art. 112 du Règl. gén.

5) Les art. de ce Règl. sont désignés de la manière suivante: «Article RE ...».

Article premier

Objet de l'Arrangement

Le présent Arrangement régit l'échange des envois contre remboursement que les pays contractants conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

Article 2

Définition du service

- 1. Certains envois de la poste aux lettres et de colis postaux peuvent être expédiés contre remboursement.*
- 2. Les fonds destinés à l'expéditeur des envois peuvent lui être envoyés: (1)*
 - a) par mandat de remboursement dont le montant est payé en espèces dans le pays d'origine de l'envoi; ce montant peut, toutefois, lorsque la réglementation de l'Administration de paiement le permet, être versé à un compte courant postal tenu dans ce pays;*
 - b) par mandat de versement-remboursement dont le montant doit être porté au crédit d'un compte courant postal tenu dans le pays d'origine de l'envoi, lorsque la réglementation de l'Administration de ce pays le permet;*
 - c) par virement ou versement à un compte courant postal tenu soit dans le pays d'encaissement, soit dans le pays d'origine de l'envoi, dans les cas où les Administrations intéressées admettent ces procédés. (2)*

1) Texte adopté par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 et modifié par le Congrès de Washington 1989 pour ranger systématiquement les différentes possibilités de règlement du remboursement offertes par les Actes de l'UPU (II 1714, prop. 8005.1, et II Congrès/C 8 – Rapp. 4, prop. 8000.1).

2) Le mode de liquidation par virement a été introduit par le Congrès d'Ottawa 1957 (I 836 et 837, prop. 221), celui par versement à un compte courant postal tenu dans le pays d'origine par le Congrès de Vienne 1964 (I 889, prop. 8400, art. 4).

Article RE 201

Envois admis

- 1. Peuvent être expédiés contre remboursement les envois de la poste aux lettres non recommandés dont le montant du remboursement ne dépasse pas 32,67 DTS, (1) les envois recommandés, les lettres avec valeur déclarée (2) ainsi que les colis postaux qui satisfont respectivement aux conditions prévues par la Convention ou l'Arrangement concernant les colis postaux.*

2. Les Administrations ont la faculté de n'admettre au service des envois contre remboursement que certaines des catégories d'envois mentionnées ci-dessus.

1) Faculté introduite par le Congrès de Lausanne 1974 pour permettre l'expédition contre remboursement des envois non recommandés (II 1499, prop. 8002.1). Fixé à 50 fr. par le Congrès de Lausanne, le montant max. de remboursement a été porté à 100 fr. par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1714, prop. 8002.1).

2) Les boîtes avec valeur déclarée ont été supprimées par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1450, prop. 4001.2).

Article RE 202

Formules à l'usage du public

En vue de l'application de l'article 11, paragraphe 4, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après: (1)

- R 3 (Mandat de remboursement international, service des envois de la poste aux lettres);
- R 3bis (Mandat de remboursement international photolisible, commun aux services des envois de la poste aux lettres et des colis postaux);
- R 4 (Mandat de remboursement international, service des colis postaux);
- R 6 (Mandat de versement-remboursement international, service des envois de la poste aux lettres);
- R 6bis (Mandat de versement-remboursement international photolisible, commun aux services des envois de la poste aux lettres et des colis postaux);
- R 7 (Mandat de versement-remboursement international, service des colis postaux);
- R 8 (Mandat de remboursement international pour libellé mécanographique, service des envois de la poste aux lettres);
- R 9 (Mandat de remboursement international pour libellé mécanographique, service des colis postaux);
- R 11 (Réclamation concernant le montant d'un remboursement non parvenu au bénéficiaire).

1) Le Congrès de Washington 1989 a introduit, à côté des form. déjà existantes, trois nouvelles form., à savoir: R 3bis (Mandat de remboursement international photolisible), R 6bis (Mandat de versement-remboursement international photolisible) et R 11 (Réclamation – Montant d'un remboursement non parvenu au bénéficiaire). Les deux premières form. peuvent être utilisées aussi bien pour les envois de la poste aux lettres que pour les colis postaux. Elles permettent également d'établir le décompte des mandats payés soit selon la méthode manuelle actuelle, soit selon une méthode simplifiée basée sur les numéros de séquence, soit encore selon une méthode informatisée à convenir entre les Adm. intéressées (II Congrès/ C 8 – Rapp. 4, prop. 8903.91, 8906.91 et 8911.9).

Article 3

Rôle du bureau de dépôt des envois

1. *Sauf entente spéciale, le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du pays d'origine de l'envoi; toutefois, en cas de versement ou de virement du remboursement à un compte courant postal tenu dans le pays de destination, ce montant est exprimé dans la monnaie de ce pays.*

2. *Lorsque la liquidation du remboursement est effectuée par un mandat de remboursement, le montant de celui-ci ne peut excéder le maximum adopté dans le pays de destination pour l'émission des mandats à destination du pays d'origine de l'envoi. Par contre, lorsque le règlement à l'expéditeur est effectué par un mandat de versement-remboursement ou par virement, le montant maximal peut s'adapter à celui qui est fixé pour les mandats de versement ou les virements. (1) Dans les deux cas, un maximum plus élevé peut être convenu d'un commun accord.*

3. *L'Administration d'origine de l'envoi détermine librement la taxe à verser par l'expéditeur, (2) en sus des taxes postales applicables à la catégorie à laquelle appartient l'envoi, lorsque le règlement est exécuté au moyen d'un mandat de remboursement ou d'un mandat de versement-remboursement. La taxe appliquée à un envoi contre remboursement liquidé au moyen d'un mandat de versement-remboursement doit être inférieure à celle qui serait appliquée à un envoi de même montant liquidé au moyen d'un mandat de remboursement.*

4. *L'expéditeur d'un envoi contre remboursement peut, aux conditions fixées à l'article 38 de la Convention, demander soit le dégrèvement total ou partiel, soit l'augmentation du montant du remboursement. En cas d'augmentation du montant du remboursement, l'expéditeur doit payer, pour la majoration, la taxe visée au paragraphe 3 ci-dessus; cette taxe n'est pas perçue lorsque le montant est à porter au crédit d'un compte courant postal au moyen d'un bulletin de versement ou d'un avis de versement ou de virement.*

5. *Si le montant du remboursement doit être réglé au moyen d'un bulletin de versement ou d'un avis de versement ou de virement destiné à être porté au crédit d'un compte courant postal soit dans le pays de destination, soit dans le pays d'origine de l'envoi, il est perçu sur l'expéditeur une taxe fixe de 0,16 DTS au maximum.*

1) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a estimé opportun de faire bénéficier les expéditeurs d'envois contre remboursement, titulaires de comptes de chèques, des montants max. supérieurs à ceux fixés pour les mandats de poste ordinaires, lorsque le règlement à l'expéditeur intervient par l'usage d'un mandat de versement-remboursement ou par virement (II 1714, prop. 8003.1).

2) La libre détermination des taxes a été admise par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1499, prop. 8007.1).

Article RE 301**Indications à porter sur les envois et sur les bulletins d'expédition**

1. Les envois recommandés ou non, les lettres avec valeur déclarée, (1) les colis postaux grevés de remboursement et les bulletins d'expédition correspondants doivent porter, d'une manière très apparente, du côté de la suscription, en ce qui concerne les envois, l'en-tête «Remboursement» suivi de l'indication du montant du remboursement en caractères latins et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvées. L'indication relative au montant du remboursement ne peut être faite ni au crayon ni au crayon-encre; toutefois, les indications de service peuvent être inscrites au crayon-encre.

2. Le montant du remboursement et le nom de l'unité monétaire doivent être indiqués en toutes lettres dans la langue prescrite par l'Administration d'origine. Le montant en lettres peut être exprimé chiffre par chiffre écrits isolément. Le montant est aussi indiqué en chiffres et, si cela est nécessaire, avec l'abréviation du nom de l'unité monétaire, en principe conforme à la norme internationale ISO 4217. Dans la somme en chiffres, les fractions d'unité monétaire sont exprimées au moyen de deux (ou trois) chiffres, y compris les zéros, correspondant respectivement aux dixièmes, centièmes (et millièmes). Dans la somme en lettres, où leur répétition n'est pas obligatoire, elles peuvent être exprimées en chiffres à la suite du libellé du nombre d'unités monétaires. (2) (3)

3. L'expéditeur doit indiquer du côté de la suscription de l'envoi et, s'il s'agit d'un colis, au recto du bulletin d'expédition son nom et son adresse en caractères latins. Lorsque la somme encaissée est à porter au crédit d'un compte courant postal, l'envoi et, le cas échéant, le bulletin d'expédition portent, en outre, du côté de la suscription, la mention suivante libellée en français ou dans une autre langue connue dans le pays de destination: «A porter au crédit du compte courant postal n° ... de M. ... à ... tenu par le bureau de chèques de ...».

1) Le Congrès de Lausanne 1974 a supprimé les boîtes avec valeur déclarée.

2) V. annot. 1 à l'art. RE 306 de l'Arr. des mandats.

3) V. annot. 2 à l'art. RE 306 de l'Arr. des mandats.

Article RE 302**Étiquettes**

1. Lorsqu'ils sont grevés de remboursement, les envois de la poste aux lettres sont revêtus, du côté de la suscription, autant que possible à l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur, (1) d'une étiquette de couleur orange conforme au modèle R 1 ci-annexé. L'étiquette du modèle C 4

prévues à l'article 133, paragraphe 4, du Règlement d'exécution de la Convention (ou empreinte du timbre spécial en tenant lieu) est appliquée autant que possible à l'angle supérieur de l'étiquette R 1; toutefois, il est loisible aux Administrations de faire usage, au lieu des deux étiquettes prévues ci-dessus, d'une seule étiquette conforme au modèle R 2 ci-annexé portant en caractères latins le nom du bureau d'origine, la lettre R, le numéro d'ordre de l'envoi et un triangle de couleur orange où figure le mot «Remboursement».

2. Les colis postaux contre remboursement ainsi que leurs bulletins d'expédition sont revêtus, du côté de la suscription, de l'étiquette R 1.

1) V. annot. 3 à l'art. 113 de la Conv.

Article RE 303

Formules à joindre aux envois (1)

1. Sauf les cas prévus aux paragraphes 4 et 6, tout envoi contre remboursement est accompagné:

- soit d'une formule de mandat de remboursement en carton résistant, conforme aux modèles R 3, R 6 ou R 8 ci-annexés, de couleur vert clair s'il s'agit d'un envoi de la poste aux lettres, et conforme aux modèles R 4, R 7 ou R 9 ci-annexés, de couleur blanche s'il s'agit d'un colis;
- soit d'une formule de mandat de remboursement en papier blanc résistant conforme aux modèles R 3bis ou R 6bis ci-annexés, imprimée en vert clair et commune aux envois de la poste aux lettres et aux colis postaux.

La formule de mandat doit porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine de l'envoi et, en règle générale, indiquer l'expéditeur de cet envoi comme bénéficiaire du mandat.

2. Lorsque le montant du mandat de remboursement peut être porté au crédit d'un compte courant postal tenu dans le pays d'origine de l'envoi, l'expéditeur désireux de bénéficier de cette faculté doit mentionner sur le titre, en lieu et place de son adresse, le nom du titulaire et le numéro du compte courant postal à créditer ainsi que le bureau qui tient ce compte.

3. Chaque Administration a la faculté de faire adresser au bureau d'origine de l'envoi ou à tout autre de ses bureaux les mandats relatifs aux envois originaires de son pays. Dans ce cas, le nom du bureau est indiqué sur la formule R 3, R 3bis, R 4, R 6, R 6bis, R 7, R 8 ou R 9.

4. Si l'expéditeur demande que le montant du remboursement soit versé à un compte courant postal tenu dans le pays de destination, l'envoi est, sauf entente spéciale, accompagné d'un bulletin de versement du modèle prescrit par la règle-

mentation de ce pays. Ce bulletin doit désigner le titulaire du compte à créditer et contenir toutes autres indications exigées par la formule, à l'exception du montant à porter au crédit, lequel, après encaissement, sera inscrit par l'Administration de destination de l'envoi. Si le bulletin de versement est pourvu d'un coupon, l'expéditeur y inscrit son nom et son adresse ainsi que toutes autres indications qu'il juge nécessaires.

5. Le mandat est solidement attaché à l'envoi ou, s'il concerne un colis, au bulletin d'expédition; il en est de même, éventuellement, du bulletin de versement.

6. Aucune formule n'est à joindre ni à l'envoi ni au bulletin d'expédition si l'expéditeur, par application de l'article 2, lettre c), de l'Arrangement, demande que le montant du remboursement soit versé à un compte courant postal tenu dans le pays d'origine de l'envoi ou viré à un compte courant postal.

1) V. annot. 1 à l'art. RE 202.

Article RE 304

Transmission des envois de la poste aux lettres non recommandés, grevés de remboursement (1)

Les envois ordinaires de la poste aux lettres non recommandés, grevés de remboursement, sont insérés dans les dépêches conformément à l'article 164 du Règlement d'exécution de la Convention.

1) L'admission sans formalité de recommandation d'envoi de remboursement dont le montant de remboursement ne dépasse pas 100 fr-or nécessite l'introduction dans le Règl. d'une disposition précisant le mode d'acheminement de ces envois (Congrès de Lausanne 1974, II 1500, prop. 8505.91).

Article RE 305

Annulation ou modification du montant du remboursement

1. Toute demande d'annulation ou de modification du montant du remboursement est soumise à l'article 148 du Règlement d'exécution de la Convention.

2. S'il s'agit d'une demande télégraphique, celle-ci est confirmée, par le premier courrier, par une demande postale accompagnée du fac-similé dont il est question à l'article 148, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de la Convention. Le bureau de destination retient l'envoi jusqu'à la réception de cette confirmation; l'Administration de destination peut, toutefois, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique sans attendre la confirmation postale.

3. Si le montant du remboursement est à liquider par mandat, la demande de modification par voie postale est accompagnée d'une formule R 3, R 3bis, R 4, R 6, R 6bis, R 7, R 8 ou R 9, selon le cas, indiquant le montant rectifié. Lorsqu'il s'agit d'une demande par voie télégraphique, le mandat de remboursement est remplacé par le bureau de destination dans les conditions déterminées à l'article RE 404, paragraphe 2. (1)

1) Cf. annot. 1 à l'art. RE 202.

Article 4

Rôle du bureau de destination des envois

1. *Sous les réserves prévues au Règlement d'exécution, les mandats de remboursement et les mandats de versement-remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Arrangement concernant les mandats de poste.*

2. *Les mandats de remboursement et les mandats de versement-remboursement sont envoyés d'office par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) au bureau payeur ou au bureau de chèques postaux chargé de la mise en compte.*

3. *En outre, pour les virements ou versements visés à l'article 3, paragraphe 5, l'Administration du pays de destination prélève sur le montant du remboursement les taxes ci-après:*

- a) *une taxe fixe de 0,65 DTS au maximum; (1) (2)*
- b) *s'il y a lieu, la taxe intérieure applicable aux virements ou aux versements lorsque ceux-ci sont effectués au profit d'un compte courant postal tenu dans le pays de destination;*
- c) *la taxe applicable aux virements ou aux versements internationaux lorsque ceux-ci sont effectués au profit d'un compte courant postal tenu dans le pays d'origine de l'envoi.*

1) Le Congrès de Lausanne 1974 a relevé de 30 c à 2 fr la taxe max. que l'Adm. du pays d'encaissement peut prélever sur les virements et versements pour tenir compte des opérations effectuées par cette Adm. (II 1499, prop. 8007.1).

2) En exécution de l'art. 7 de la Const., les montants exprimés dans les différents Arr. en fr-or et c-or sont remplacés par le DTS (Congrès de Washington 1989, art. 7 de la Const.).

Article RE 401

Conversion. Traitement des titres de paiement

1. *Sauf entente spéciale, le montant du remboursement exprimé dans la monnaie du pays d'origine de l'envoi est converti en monnaie du pays de destination par les*

soins de l'Administration postale de ce dernier pays; celle-ci se sert du taux de conversion dont elle fait usage pour les mandats à destination du pays d'origine de l'envoi. (1)

2. Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination ou tout autre bureau désigné par l'Administration de destination remplit la partie «Indications de service» du mandat de remboursement et, après avoir apposé son timbre à date, l'envoie sans taxe à l'adresse qu'il comporte ou à son bureau d'échange, selon le cas.

3. En cas de réexpédition et sous réserve de l'article RE 405, paragraphe 2, l'Administration de nouvelle destination procède de la même façon, comme si les envois lui avaient été transmis directement.

4. Les mandats de remboursement et les mandats de versement-remboursement sont envoyés d'office, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), au bureau payeur ou au bureau de chèques postaux chargé de la mise en compte.

5. En cas de virement ou de versement des fonds encaissés à un compte courant postal, le bureau de destination doit porter sur l'avis de virement ou de versement destiné au titulaire du compte les indications suivantes: au recto, la mention «Remboursement» et, au verso, la catégorie, le numéro de l'envoi contre remboursement et, le cas échéant, le nom du destinataire de l'envoi. (2)

6. Les bulletins de versement des envois contre remboursement dont le montant doit être porté au crédit d'un compte courant postal dans le pays de destination sont traités d'après la réglementation de ce pays.

1) L'Adm. destinataire prend soin d'adapter en temps utile ce taux aux tendances et fluctuations du change lorsque celui-ci est instable (cf. arbit. 12 de l'annot. à l'art. 32 de la Const.). Cette adaptation ressortit au régime intérieur (Congrès du Caire 1934, I 1322).

2) Les indications mentionnées dans la dernière partie de ce par., laquelle a été introduite par le Congrès de Vienne 1964, sont très utiles, voire indispensables, aux expéditeurs d'un nombre élevé d'envois contre remboursement (II 1300, prop. 8401).

Article RE 402

Traitement des irrégularités

1. En cas de différence entre les indications du montant du remboursement figurant sur l'envoi, d'une part, et sur le mandat ou le bulletin d'expédition, d'autre part, la somme la plus élevée doit être encaissée sur le destinataire.

2. Si le destinataire refuse de verser cette somme, l'envoi peut, sauf l'exception prévue au paragraphe 5, être remis contre paiement de la somme la moins élevée, sous réserve qu'il s'engage à effectuer, s'il y a lieu, un versement complémentaire dès réception des renseignements qui seront fournis par l'Administration d'origine; s'il n'accepte pas cette condition, il est sursis à la livraison de l'envoi. (1)

3. Dans tous les cas, une demande de renseignements est adressée immédiatement, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), au service indiqué par l'Administration d'origine, lequel doit y répondre dans le plus bref délai et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), en précisant le montant exact du remboursement et en appliquant, le cas échéant, l'article RE 305, paragraphe 3.

4. Il est sursis à l'envoi du mandat de remboursement, du bulletin de versement ou de l'ordre de virement jusqu'à réception de la réponse à la demande de renseignements.

5. Lorsque le destinataire est de passage ou doit s'absenter, le paiement de la somme la plus élevée est toujours exigé; en cas de refus, l'envoi n'est livré qu'à la réception de la réponse à la demande de renseignements.

1) La question de savoir s'il peut être satisfait à cette réserve par une déclaration écrite est du ressort de la législation intérieure (Congrès du Caire 1934, I 316 et 1322, prop. 355).

Article RE 403

Délai de paiement. Renvoi à l'origine

1. Le montant du remboursement doit être payé dans un délai de sept jours à compter du lendemain de l'arrivée de l'envoi au bureau de destination; ce délai peut être porté à un mois au maximum lorsque la législation du pays de destination le permet.

2. S'il s'agit d'un envoi de la poste aux lettres, il est renvoyé au bureau d'origine à l'expiration du délai de paiement; l'expéditeur peut, toutefois, demander par une annotation le retour immédiat de l'objet au cas où le destinataire ne paierait pas le montant du remboursement lors de la première présentation. Le renvoi immédiat a également lieu si le destinataire, lors de la présentation, refuse formellement tout paiement. Les motifs du renvoi sont, dans tous les cas, indiqués sur l'envoi, par application de l'article 146 du Règlement d'exécution de la Convention.

3. S'il s'agit d'un colis, celui-ci est traité à l'expiration du délai de paiement conformément aux articles 23, 26, paragraphes 2 et 3, 29 et 30 de l'Arrangement concernant les colis postaux; l'expéditeur peut, toutefois, demander que les dispo-

sitions prescrites par lui en vertu de l'article 106, paragraphe 7, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux soient exécutées immédiatement au cas où le destinataire ne paierait pas le montant du remboursement lors de la première présentation. L'exécution immédiate de ces dispositions a également lieu si le destinataire, lors de la présentation, a formellement refusé tout paiement. Si, en réponse à un avis de non-livraison, l'expéditeur a donné des instructions au bureau de destination, les délais susmentionnés sont comptés du lendemain de l'arrivée de ces instructions.

Article RE 404

Destruction ou remplacement des titres de paiement

1. Sont détruites par les soins de l'Administration de destination:
 - a) toute formule de mandat de remboursement devenue inutilisable pour cause de différence entre les indications du montant du remboursement ou par suite d'annulation ou de modification du montant;
 - b) toute formule de bulletin de versement devenue inutilisable en cas d'annulation du montant du remboursement;
 - c) toute formule de mandat de remboursement ou de bulletin de versement afférente à un envoi renvoyé à l'origine pour un motif quelconque.
2. Lorsque les formules afférentes aux envois grevés de remboursement sont égarées, perdues ou détruites avant encaissement, le bureau de destination en établit des duplicata sur formules réglementaires.

Article RE 405

Réexpédition

1. Tout envoi grevé de remboursement peut être réexpédié si le pays de nouvelle destination assure, dans ses relations avec le pays d'origine, le service des envois de l'espèce; dans ce cas, la formule de mandat de remboursement reste annexée à l'envoi.
2. Si l'expéditeur a demandé le règlement par inscription au crédit d'un compte courant postal et si le pays de nouvelle destination n'admet pas ce mode de règlement, l'article 6, paragraphe 2, de l'Arrangement est applicable. Le bureau de nouvelle destination convertit le montant du remboursement en monnaie de son pays en prenant pour base le taux défini à l'article RE 401, paragraphe 1.

Article 5

Transmission des mandats de remboursement

La transmission des mandats de remboursement peut, au choix des Administrations, s'opérer soit directement entre bureau d'émission et bureau de paiement, soit au moyen de listes.

Article RE 501

Bureaux d'échange des mandats de remboursement échangés au moyen de listes

L'échange des mandats de remboursement échangés au moyen de listes a lieu exclusivement par l'intermédiaire de bureaux dits «bureaux d'échange» désignés par l'Administration de chacun des pays contractants.

Article RE 502

Etablissement et transmission des listes de remboursement

1. Chaque bureau d'échange établit, journellement ou à des dates convenues, des listes MP 2 portant l'empreinte «Remboursement» et récapitulant les mandats de remboursement échangés au moyen de listes qui lui sont adressés par les bureaux de destination. (1) Si les mandats ne sont pas annexés, il est fait mention sur la liste MP 2, dans la colonne «Observations», de la catégorie et du numéro de l'envoi contre remboursement. (2)
2. Tout mandat de remboursement inscrit sur une liste porte un numéro d'ordre appelé numéro d'ordre international; ce numéro est attribué d'après une série annuelle commençant, selon accord entre les Administrations intéressées, le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet.
3. Lorsque le numérotage change, la première liste qui suit doit porter, outre le premier numéro de la nouvelle série, le dernier numéro de la série précédente.
4. Les listes sont elles-mêmes numérotées selon la suite naturelle des nombres, à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet de chaque année.
5. Les listes sont transmises au bureau d'échange correspondant par le premier courrier de la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et, sauf entente spéciale, sans être accompagnées des mandats de remboursement échangés au moyen de listes y relatifs.
6. Le bureau d'échange correspondant accuse réception de chaque liste par une mention appropriée portée sur la première liste à expédier dans le sens opposé.

7. Sauf entente spéciale, une même liste peut être utilisée pour les remboursements relatifs aux envois de la poste aux lettres et aux colis.

8. Une liste MP 2 spéciale doit être établie pour les mandats en franchise (3) visés tant à l'article 17 de la Convention qu'à l'article 4, paragraphe 7, de l'Arrangement concernant les mandats de poste; la liste doit porter, en tête, les mots «Mandats exempts de taxe».

1) Lorsque la form. MP 2 est utilisée, dans le système «liste», en lieu et place des mandats de remboursement ou de recouvrement, les indications «expéditeur» et «bénéficiaire» dans les col. 3 et 4 se rapportent aux mandats de liquidation mêmes, et non aux envois de remboursement ou de recouvrement (Congrès de Vienne 1964, II 1287, 1288 et 1313, prop. 8058).

2) Les termes «mandats-listes» sont remplacés par «mandats échangés au moyen de listes» et «bureau d'encaissement» par «bureau de destination» (II Congrès/C 8 – Rapp. 1, prop. 6000.1).

3) La franchise concédée aux envois pour les prisonniers de guerre et internés, ainsi qu'aux impressions en relief à l'usage des aveugles (art. 16 et 17 de la Conv.), s'étend aussi aux envois contre remboursement (Congrès de Bruxelles 1952, II 968).

Article RE 503

Traitement des listes de remboursement

1. Les opérations de vérification, de rectification des montants et des indications apportées dans les listes de remboursement ainsi que le traitement des autres irrégularités sont soumis à l'article RE 502, paragraphe 5, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste.

2. Lors de la réception d'une liste MP 2, le bureau d'échange du pays d'origine de l'envoi effectue, au moyen d'une formule que son Administration détermine selon ses convenances, le paiement aux bénéficiaires des mandats de remboursement.

3. Les mandats de remboursement portés sur les listes mais dont les titres de paiement n'ont pu être remis aux bénéficiaires sont attribués à l'Administration d'origine des envois. Il en est de même lorsqu'il s'agit de titres de paiement remis aux ayants droit mais dont les montants n'ont pas été encaissés.

Article 6

Règlement aux expéditeurs des envois

1. Les mandats de remboursement afférents aux envois (1) contre remboursement sont payés aux expéditeurs dans les conditions déterminées par l'Administration d'origine de l'envoi.

2. Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'a pas été payé au bénéficiaire est tenu à la disposition de celui-ci par l'Administration du pays d'origine de l'envoi; il est définitivement acquis à cette Administration à l'expiration du délai légal de prescription en vigueur dans ledit pays. Lorsque, pour une cause quelconque, le versement ou le virement à un compte courant postal demandé en conformité de l'article 2, lettre b), ne peut être effectué, l'Administration qui a encaissé les fonds établit un mandat de remboursement d'un montant correspondant au bénéfice de l'expéditeur de l'envoi.

1) Les mandats de remboursement afférents à des colis contre remboursement sont payés aux expéditeurs dans les conditions déterminées par l'Adm. d'origine de l'envoi. Le Congrès de Washington 1989 a admis que les termes «afférents à des colis» soient remplacés par «afférents aux envois», termes qui concernent aussi bien les colis que les lettres (II Congrès/C 8 – Rapp. 4, prop. 8000.1).

Article RE 601

Mandats de remboursement non remis, non encaissés ou non parvenus

1. Les mandats de remboursement qui n'ont pu être remis aux bénéficiaires sont, après avoir été éventuellement soumis à la formalité du visa pour date, quittancés par l'Administration d'origine des envois que ces titres concernent et portés en compte à l'Administration qui les a émis.

2. Il en est de même des mandats de remboursement qui ont été remis aux ayants droit, mais dont le montant n'a pas été encaissé. Ces titres doivent préalablement être remplacés par des autorisations de paiement établies par l'Administration d'origine des mandats.

3. Tout mandat de remboursement émis qui est égaré, perdu ou détruit avant paiement peut être remplacé par une autorisation de paiement délivrée par l'Administration de destination sur une formule de couleur verte conforme au modèle R 10 ci-annexé.

Article RE 602

Réclamation concernant le montant d'un remboursement non parvenu au bénéficiaire (1)

L'expéditeur d'un envoi contre remboursement qui a acquis la certitude que son envoi a bien été remis au destinataire et qui, compte tenu des délais mentionnés à l'article RE 403, paragraphe 1, n'est pas entré en possession du montant du remboursement peut déposer une réclamation à établir sur une formule R 11 et à transmettre, en règle générale, au bureau qui a distribué l'envoi contre rembourse-

ment. Les réclamations sont transmises d'office et toujours par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) dans les conditions prévues à l'article 47 de la Convention. La formule dûment complétée par les services concernés est renvoyée par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) au bureau qui l'a établie.

1) Art. introduit par le Congrès de Washington 1989 permettant à l'expéditeur d'un envoi contre remboursement qui a acquis la certitude que son envoi a bien été remis au destinataire et qui, compte tenu des délais de sept jours ou un mois, n'est pas entré en possession du montant du remboursement de déposer une réclamation. Celle-ci se fera à l'aide d'une nouvelle form. R 11 à transmettre au bureau qui a distribué l'envoi contre remboursement. Cette disposition tend à modifier les procédures actuelles de traitement des réclamations concernant les envois contre remboursement et d'accélérer ainsi le règlement des litiges qui en résultent (II Congrès/C 8 – Rapp. 4, prop. 85 0601.91).

Article 7

Rémunération. Etablissement et règlement des comptes

1. *L'Administration d'origine de l'envoi attribue à l'Administration de destination, sur le montant des taxes qu'elle a perçues en application de l'article 3, paragraphes 3, 4 et 5, une rémunération dont le montant est fixé à 0,98 DTS. (1)*

2. *Les envois contre remboursement liquidés au moyen du mandat de versement-remboursement donnent lieu à l'attribution de la même rémunération que celle qui est attribuée lorsque la liquidation est effectuée au moyen du mandat de remboursement.*

1) V. annot. 1 à l'art. 10 de l'Arr. des mandats.

Article RE 701

Etablissement et règlement des comptes relatifs aux mandats de remboursement échangés directement

1. *Sauf entente spéciale, les comptes relatifs aux mandats de remboursement payés sont établis sur une formule conforme au modèle R 5 ci-annexé. En cas de besoin, les mandats payés sont récapitulés sur une liste spéciale conforme au modèle R 5bis ci-annexé, qui est jointe au compte mensuel établi dans ce cas sur une formule conforme au modèle R 5ter ci-annexé. (1)*

2. *Sauf entente spéciale, les formules R 5 peuvent être utilisées pour les mandats de remboursement afférents à des envois de la poste aux lettres ou à des colis.*

3. Les mandats de remboursement payés et quittancés accompagnent le compte particulier R 5. Ils sont inscrits dans l'ordre alphabétique ou numérique des bureaux d'émission selon entente, et suivant l'ordre numérique de l'inscription aux registres de ces bureaux, autant que possible dans l'ordre chronologique. L'Administration qui a établi le compte déduit du total de sa créance le montant des taxes revenant à l'Administration correspondante, conformément à l'article 7, paragraphe 1.

4. Le solde du compte R 5 est ajouté, autant que possible, à celui du compte mensuel des mandats de poste établi pour la même période. La vérification et le règlement du compte R 5 sont effectués selon l'Arrangement concernant les mandats de poste et son Règlement d'exécution.

1) Form. introduites par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1714 et 1715, prop. 8514.1, 8905.91 et 8905.92).

Article RE 702

Etablissement et règlement des comptes relatifs aux mandats de remboursement échangés au moyen de listes

1. Sous réserve des dispositions particulières ci-dessous, les mandats-listes de remboursement sont soumis, en ce qui concerne l'établissement et le règlement des comptes, aux dispositions relatives aux mandats échangés au moyen de listes contenues dans l'Arrangement concernant les mandats de poste.

2. Chaque Administration d'origine des envois contre remboursement établit à la fin de chaque mois, pour chacune des Administrations de destination, un compte mensuel R 5. Les totaux des listes reçues au cours du mois sont récapitulées sur ce compte.

3. L'Administration qui a établi le compte déduit du total le montant des rémunérations qui reviennent à l'Administration correspondante en application de l'article 7 de l'Arrangement.

4. Le solde du compte R 5 est ajouté autant que possible à celui du compte mensuel des mandats établi pour la même période. La vérification et le règlement du compte R 5 sont effectués selon les dispositions de l'Arrangement concernant les mandats de poste et de son Règlement d'exécution.

Article 8

Responsabilité

1. *Les Administrations sont responsables des fonds encaissés (1) jusqu'à ce que le mandat de remboursement soit régulièrement payé ou jusqu'à inscription régu-*

lière au crédit du compte courant postal du bénéficiaire. (2) En outre, les Administrations sont responsables, jusqu'à concurrence du montant du remboursement, (3) de la livraison des envois sans encaissement des fonds ou contre perception d'une somme inférieure au montant du remboursement. (4) Les Administrations n'assument aucune responsabilité du chef des retards qui peuvent se produire dans l'encaissement et l'envoi des fonds.

2. Aucune indemnité n'est due au titre du montant du remboursement:

- a) si le défaut d'encaissement résulte d'une faute ou d'une négligence de l'expéditeur;
- b) si l'envoi n'a pas été livré parce qu'il tombe sous le coup des interdictions visées soit par la Convention (article 41, paragraphes 1, 2 et 3, lettre b)), soit par l'Arrangement concernant les colis postaux (article 20, lettres a), chiffres 2°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, et b), et article 24);
- c) si aucune réclamation n'a été déposée dans le délai défini à l'article 47, paragraphe 1, de la Convention.

3. L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration d'origine de l'envoi; celle-ci peut exercer son droit de recours contre l'Administration responsable qui est tenue de lui rembourser, dans les conditions fixées par l'article 68 de la Convention, les sommes qui ont été avancées pour son compte. L'Administration qui a supporté en dernier lieu le paiement de l'indemnité a un droit de recours, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, contre le destinataire, contre l'expéditeur ou contre des tiers. L'article 66 de la Convention, relatif aux délais de paiement de l'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé, s'applique, pour toutes les catégories d'envois contre remboursement, au paiement des sommes encaissées ou de l'indemnité.

4. L'Administration de destination n'est pas responsable des irrégularités commises lorsqu'elle peut:

- a) prouver que la faute est due à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'Administration du pays d'origine; (5)
- b) établir que, lors de la transmission à son service, l'envoi et, s'il s'agit d'un colis postal, le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas les désignations réglementaires. Lorsque la responsabilité ne peut être nettement imputée à l'une des deux Administrations, celles-ci supportent le dommage par parts égales.

5. Lorsque le destinataire a restitué un envoi qui lui a été livré sans perception du montant du remboursement, l'expéditeur est avisé qu'il peut en prendre possession dans un délai de trois mois, à condition de renoncer au paiement du montant du remboursement ou de restituer le montant reçu en vertu du paragraphe 1 ci-dessus. Si l'expéditeur prend livraison de l'envoi, le montant remboursé est restitué à l'Administration ou aux Administrations qui ont supporté le dommage. Si l'expéditeur renonce à prendre livraison de l'envoi, celui-ci devient la propriété de l'Administration ou des Administrations qui ont supporté le dommage.

1) La question de savoir s'il est admissible de saisir contre l'expéditeur la somme encaissée tant qu'elle n'est pas encore transférée doit être traitée selon la législation intérieure du pays siège du bureau de destination (Congrès de Madrid 1920, II 400 et 401).

2) Dans les relations où il faut s'attendre à des fléchissements du change ou même à une dévaluation de la monnaie d'un des pays intéressés, il y a risque de perte. Si c'est la monnaie du pays de l'expéditeur du remboursement qui fléchit, l'expéditeur recevra, il est vrai, le montant nominal du remboursement, mais ce montant nominal peut avoir subi une moins-value intrinsèque entre l'expédition du remboursement et le paiement du mandat. D'autre part, si c'est la monnaie du pays destinataire qui est frappée, l'Adm. de celui-ci doit avoir pris ses précautions en fixant, pour encaisser le remboursement, un taux de conversion couvrant de toute façon le montant du mandat de remboursement dû à l'Adm. expéditrice, en la monnaie de cette dernière. Cependant, si le mandat de remboursement n'est pas payé pendant sa validité (art. 6 de l'Arr. des mandats) et qu'il doit être soumis à l'Adm. d'émission en vue du visa pour date, cette Adm. pourra refuser le visa si, dans l'intervalle, sa monnaie a baissé au point qu'elle devrait déboursier une somme dépassant fortement celle qu'elle a encaissée. Toutefois, il est entendu qu'en cas de faute de service le montant du remboursement sera garanti à l'expéditeur (Congrès de Stockholm 1924, II 368 et 369, 530 et 531).

3) Par «montant du remboursement», on entend le montant dont l'Adm. de destination devrait normalement et réglementairement tenir compte (Congrès de Buenos Aires 1939, II 550).

4) L'idée de l'encaissement frauduleux contenue dans l'art. 7, par. 1, de l'Arr. de Bruxelles 1952 («... l'expéditeur a droit à une indemnité ... si l'encaissement a été effectué frauduleusement») n'a pas été reprise; elle a été assimilée à la non-perception ou à une perception insuffisante et se trouve ainsi régie implicitement par le par. 2 ci-dessus (I 837 et 838, prop. 221). Encaissement frauduleux signifie, en effet, encaissement par un escroc du montant du remboursement dont est grevé un objet recommandé dérobé dans le service (Congrès de Stockholm 1924, II 367, art. 60).

5) Une Adm. qui ne pratique pas le service des remboursements ne pourrait être rendue responsable dans le cas où elle aurait remis, sans en encaisser le montant, un envoi de ce genre qui lui aurait été livré à tort par une autre Adm. L'Adm. d'origine, responsable de l'erreur, pourrait seule être mise en cause en pareil cas (Congrès de Rome 1906, II 114).

Article 9

Dispositions finales

1. *La Convention, l'Arrangement concernant les mandats de poste et l'Arrangement concernant le service des chèques postaux ainsi que l'Arrangement concernant les colis postaux sont applicables, le cas échéant, en tout ce qui n'est pas contraire au présent Arrangement. (1)*

2. *Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution*

2.1 *Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement d'exécution doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.*

2.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil exécutif pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil exécutif qui sont parties à l'Arrangement. (2)

2.3 Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions;*
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement;*
- c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement. (3)*

3. Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1991 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé (4) le présent Arrangement en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Washington, le 14 décembre 1989.

1) Le Congrès de Vienne 1964 a harmonisé, dans les différents Arr., le texte relatif à l'application de la Conv. (II 399, Doc 88). Enoncée d'une manière générale, cette clause permet de couvrir tous les cas d'application de la Conv. et des Arr.

2) V. annot. 3 à l'art. 13 de l'Arr. des mandats.

3) Cf. annot. 4 à l'art. 13 de l'Arr. des mandats.

4) Noms des pays ayant signé l'Arr.:

République algérienne démocratique et populaire
République fédérale d'Allemagne
République argentine
République d'Autriche
Belgique
République populaire du Bénin
Burkina Faso
République du Burundi
République du Cameroun
République du Cap-Vert
République centrafricaine
Chili

République de Chypre
République fédérale islamique des Comores
République populaire du Congo
République de Corée
République de Côte d'Ivoire
Royaume de Danemark
République arabe d'Egypte
Emirats arabes unis
République de l'Equateur
Espagne
République de Finlande
République française

République gabonaise	Norvège
Royaume-Uni de Grande-Bretagne	République de l'Ouganda
et d'Irlande du Nord, îles de la Manche	République de Paraguay
et île de Man	Pays-Bas
Territoires d'outre-mer dont les relations	Antilles néerlandaises et Aruba
internationales sont assurées par le Gouvernement	République du Pérou
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne	Portugal
et d'Irlande du Nord	République de Saint-Marin
Grèce	République du Sénégal
République de Guinée	République démocratique de Somalie
République de Hongrie	Suède
République d'Indonésie	Confédération suisse
République islamique d'Iran	République du Suriname
République d'Islande	République du Tchad
Israël	République socialiste tchécoslovaque
Italie	Thaïlande
Principauté de Liechtenstein	République togolaise
Luxembourg	République tunisienne
République du Mali	République de Turquie
Royaume du Maroc	Etat de la cité du Vatican
République islamique de Mauritanie	République démocratique populaire du Yémen
Principauté de Monaco	République socialiste fédérative de Yougoslavie
République du Niger	

(Pour les signatures concernant l'Arr., v. tome III/1, des Doc de Washington 1989, p. 375 à 411.)

Article RE 901

Application des Règlements d'exécution de la Convention et de certains Arrangements

Sont applicables aux envois contre remboursement, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent Règlement, les dispositions des Règlements d'exécution de la Convention, de l'Arrangement concernant les mandats de poste, de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux ainsi que de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Article RE 902

Renseignements à fournir par les Administrations (1)

1. Chaque Administration doit communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, tous renseignements utiles concernant le service des envois contre remboursement.
2. Toute modification doit être notifiée sans retard.

1) Cf. annot. 1 à l'art. RE 1302 de l'Arr. des mandats en ce qui concerne la communication rapide de ces renseignements après chaque Congrès.

Article RE 903

Mise à exécution et durée du Règlement d'exécution

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement.
2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins que le Conseil exécutif n'en décide autrement. (1)

Fait à Washington, le 15 décembre 1989.

1) En vertu de l'art. 102, par. 6.2, du Règl. gén., le CE peut également modifier les Règl. en cas d'urgente nécessité.

(Pour les signatures concernant le Règl., v. tome III/2, des Doc de Washington 1989, p. 357.)

Liste des formules (1)

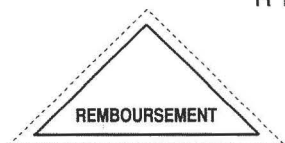
N°	Dénomination ou nature de la formule	Références
1	2	3
R 1	Etiquette «Remboursement»	art. RE 302, par. 1
R 2	Etiquette «R» combinée avec le nom du bureau d'origine, le numéro de l'envoi et le triangle portant la mention «Remboursement»	art. RE 302, par. 1
R 3	Mandat de remboursement international (envois de la poste aux lettres)	art. RE 303, par. 1
R 3bis	Mandat de remboursement international photolisible (envois de la poste aux lettres et colis postaux)	art. RE 303, par. 1
R 4	Mandat de remboursement international (colis postaux)	art. RE 303, par. 1
R 5	Compte particulier des mandats de remboursement	art. RE 701, par. 1
R 5bis	Liste récapitulative – Mandats de remboursement	art. RE 701, par. 1
R 5ter	Compte particulier – Mandats de remboursement	art. RE 701, par. 1
R 6	Mandat de versement-remboursement international (envois de la poste aux lettres)	art. RE 303, par. 1
R 6bis	Mandat de versement-remboursement international photolisible (envois de la poste aux lettres et colis postaux)	art. RE 303, par. 1
R 7	Mandat de versement-remboursement international (colis postaux)	art. RE 303, par. 1
R 8	Mandat de remboursement international pour libellé mécanographique (envois de la poste aux lettres)	art. RE 303, par. 1
R 9	Mandat de remboursement international pour libellé mécanographique (colis postaux)	art. RE 303, par. 1
R 10	Remplacement d'un mandat de remboursement international	art. RE 601, par. 3
R 11	Réclamation – Montant d'un remboursement non parvenu au bénéficiaire	art. RE 602

Annexes

Formules R 1 à R 11

1) Une note historique sur la standardisation des form., suivie d'annot. de caractère général, figure dans le Code annoté, 2^e fasc., à la suite de la liste des form.

R 1



Remboursements, Washington 1989, art. RE 302, par. 1 –
Dimensions 37 x 18 mm (base x hauteur), couleur orange

R 2

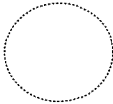


Remboursements, Washington 1989, art. RE 302, par. 1 –
Dimensions 37 x 13 mm, le triangle de couleur orange

COUPON		MANDAT DE REMBOURSEMENT INTERNATIONAL R 3	
Expéditeur	Bureau de dépôt de l'envoi		
Montant en chiffres arabes	Montant en chiffres arabes	Pays de destination de l'envoi	
Envol n°	Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latine	Envol n°	
Bureau	Nom et prénom du bénéficiaire	Date du dépôt	
Date du dépôt	Rue et n°	Somme encaissée	
Destinataire de l'envoi	Lieu de destination	Pays de destination	
Timbre du bureau d'émission	Timbre du bureau d'émission	N° du mandat	Date
		Bureau d'émission	
		Signature de l'agent	

Indications de service

Remboursements, Washington 1989, art. RE 303, par. 1 – Dimensions 148 x 105 mm, couleur vert clair

R 3 (verso)	
Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu	
Quittance du bénéficiaire Reçu la somme indiquée d'autre part Lieu et date Signature du bénéficiaire	
Registre d'arrivée N°	Timbre du bureau payeur 

(Talon)

COUPON Expéditeur	MANDAT DE REMBOURSEMENT INTERNATIONAL R 3bis		INDICATIONS DU BUREAU D'ÉMISSION
Envoi n°	Nom et adresse de l'expéditeur	Bureau de dépôt de l'envoi	Timbre du bureau d'émission
Bureau	Nom et prénoms du bénéficiaire	Pays de destination de l'envoi	
Date du dépôt	Rue et n°		Date
Destinataire de l'envoi	Lieu de destination	Envoi n°	N° du mandat
	Pays de destination	Date du dépôt	Bureau
Montant en chiffres arabes	Montant en chiffres arabes	Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins	Somme encaissée
Timbre du bureau d'émission			Signature de l'agent
N° de référence	NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS		
	+ XXXXXXXXXXXXX+21+		

Remboursements, Washington 1989, art. RE 303, par. 1 – Dimensions 210,8 x 101,6 mm, couleur vert clair

Note. – Les caractéristiques techniques obligatoires de cette formule et les renseignements concernant son utilisation sont déposés au Bureau international

R 3bis (verso)

Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu

Quittance du bénéficiaire
Reçu la somme indiquée au recto

Lieu et date

Signature du bénéficiaire

Timbre du bureau payeur

Registre d'arrivée

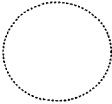
N°

(Talon)

COUPON		MANDAT DE REMBOURSEMENT INTERNATIONAL R 4	
Expéditeur	Bureau de dépôt du colis		
Montant en chiffres arabes	Montant en chiffres arabes		
Colis n°	Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins	Pays de destination du colis	
Bureau			
Date du dépôt	Nom et prénoms du bénéficiaire	Colis n°	
Destinataire du colis	Rue et n°	Date du dépôt	
	Lieu de destination	Somme encaissée	
	Pays de destination		
Timbre du bureau d'émission	Timbre du bureau d'émission	N° du mandat	Date
		Bureau d'émission	
		Signature de l'agent	

Indications de service

Remboursements, Washington 1989, art. RE 303, par. 1 – Dimensions 148 x 105 mm, couleur blanche

R 4 (verso)	
Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu	
Quittance du bénéficiaire Reçu la somme indiquée d'autre part Lieu et date Signature du bénéficiaire	
Registre d'arrivée N°	Timbre du bureau payeur 

Administration créancière		COMPTE PARTICULIER Mandats de remboursement				R 5
Administration débitrice		Date d'expédition				
		Mois		Année		
N°						
cou- rant	d'émission	Date d'émission	Bureau d'émission	Montant des mandats		Observations
1	2	3	4	5		6
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						
16						
17						
18						
19						
20						
Totaux						
A déduire						
Rémunération						
Reste au profit de l'Administration créancière						

Administration créancière

R 5bis

LISTE RÉCAPITULATIVE
Mandats de remboursement

Administration débitrice			Date d'expédition		N°
			Mois		Année
N° cour- rant	Emission			Montant des mandats	Observations
	Date	Bureau	N°		
1	2	3	4	5	6
		Report			
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
			<input type="checkbox"/> A reporter		
			<input type="checkbox"/> Totaux		

N° cou- rant	Emission			Montant des mandats	Observations
	Date	Bureau	N°		
1	2	3	4	5	6
		Report			
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
<input type="checkbox"/> A reporter					
<input type="checkbox"/> Totaux					

Administration créancière

R 5ter

COMPTE PARTICULIER
Mandats de remboursement

Administration débitrice	Date d'expédition	
	Mois	Année

Titre			Nombre des mandats	Montant des mandats	
1			2	3	
Mandats (total établi sur formules R 5bis ci-annexées)					
Rémunération					
Modifications					
Totaux					
Rémunération à déduire					
Reste au profit de l'Administration créancière					

Remboursements, Washington 1989, art. RE 701, par. 1 – Dimensions 210 x 297 mm

Remboursements, Formules

COUPON destiné au titulaire du CCP n°		MANDAT DE VERSEMENT REMBOURSEMENT INTERNATIONAL R 6	
Expéditeur		Envois de la poste aux lettres	
Montant en chiffres arabes	Montant en chiffres arabes	Bureau de dépôt de l'envoi	
Envoi n°	Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins	Pays de destination de l'envoi	
Bureau	Nom et prénom du bénéficiaire	Envoi n°	
Date du dépôt	CCP n°	Date du dépôt	
Destinataire de l'envoi	Bureau de chèques	Somme encaissée	
	Pays de destination		
Timbre du bureau d'émission	Timbre du bureau d'émission	N° du mandat	Date
		Bureau d'émission	
		Signature de l'agent	

Indications de service
A porter après encaissement

Remboursements, Washington 1989, art. RE 303, par. 1 – Dimensions 148 x 105 mm, couleur vert clair, barrement jaune

R 6 (verso)

Cadre réservé au service des chèques postaux	
Timbre du bureau de chèques postaux qui a porté le mandat au crédit du compte courant postal du bénéficiaire	

(Talon)

COUPON destiné au titulaire du CCP n°		MANDAT DE VERSEMENT-REMBOURSEMENT INTERNATIONAL R 6bis		INDICATIONS DU BUREAU D'ÉMISSION
Expéditeur		Nom et adresse de l'expéditeur	Bureau de dépôt de l'envoi	Timbre du bureau d'émission
Envoi n°		Bénéficiaire		Date
Date du dépôt		Pays de destination de l'envoi		
Bureau		CCP n°	Bureau de chèques	N° du mandat
Destinataire de l'envoi		Pays de destination	Date du dépôt	Bureau
Montant en chiffres arabes		Montant en chiffres arabes		Somme encaissée
Timbre du bureau d'émission		Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins		Signature de l'agent
N° de référence		NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS - NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS - NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS - NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS		

+ XXXXXXXXXXXXX+21+

Remboursements, Washington 1989, art. RE 303, par. 1 – Dimensions 210,8 x 101,6 mm, couleur vert clair, barrement jaune

Note. – Les caractéristiques techniques obligatoires de cette formule et les renseignements concernant son utilisation sont déposés au Bureau international

R 6bis (verso)

Cadre réservé au service de chèques postaux

Timbre du bureau de chèques postaux qui a porté le mandat au crédit du compte courant postal du bénéficiaire

(Talon)

COUPON destiné au titulaire du CCP n°		MANDAT DE VERSEMENT REMBOURSEMENT INTERNATIONAL R 7	
Colis postaux			
Expéditeur	Bureau de dépôt du colis		
Montant en chiffres arabes	Montant en chiffres arabes		
Colis n°	Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins	Pays de destination du colis	
Bureau			
Date du dépôt	Nom et prénoms du bénéficiaire	Colis n°	
Destinataire du colis	CCP n°	Date du dépôt	
	Bureau de chèques	Somme encaissée	
	Pays de destination		
Timbre du bureau d'émission	Timbre du bureau d'émission	N° du mandat	Date
		Bureau d'émission	
		Signature de l'agent	

Remboursements, Washington 1989, art. RE 303, par. 1 – Dimensions 148 x 105 mm, couleur blanche, barrement jaune

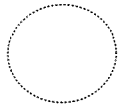
R 7 (verso)

Cadre réservé au service des chèques postaux

Timbre du bureau de chèques postaux qui a porté le mandat au crédit du compte courant postal du bénéficiaire

COUPON		MANDAT DE REMBOURSEMENT INTERNATIONAL R 8	
Expéditeur	Bureau de dépôt de l'envoi		
Montant en chiffres arabes	Montant en chiffres arabes	Pays de destination de l'envoi	
Envoi n°	Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins	Envoi n°	
Bureau	Bénéficiaire	Date du dépôt	
Date du dépôt	Somme encaissée		Indications de service
Destinataire de l'envoi			
Timbre du bureau d'émission	Timbre du bureau d'émission	N° du mandat	Date
		Bureau d'émission	
		Signature de l'agent	

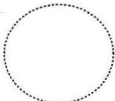
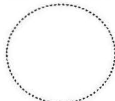
Remboursements, Washington 1989, art. RE 303, par. 1 – Dimensions 148 x 105 mm, couleur vert clair

R 8 (verso)	
Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu	
Quittance du bénéficiaire Reçu la somme indiquée d'autre part Lieu et date Signature du bénéficiaire	
Registre d'arrivée N°	Timbre du bureau payeur 


COUPON		MANDAT DE REMBOURSEMENT INTERNATIONAL R 9	
Expéditeur		Bureau de dépôt du colis	
Montant en chiffres arabes	Montant en chiffres arabes	Pays de destination du colis	
Colis n°	Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins		
Bureau	Bénéficiaire	Colis n°	
Date du dépôt		Date du dépôt	
Destinataire du colis		Somme encaissée	
Timbre du bureau d'émission	Timbre du bureau d'émission	N° du mandat	Date
		Bureau d'émission	Indications de service
		Signature de l'agent	

Remboursements, Washington 1989, art. RE 303, par. 1 – Dimensions 148 x 105 mm, couleur blanche

R 9 (verso)	
Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu	
Quittance du bénéficiaire Reçu la somme indiquée d'autre part Lieu et date Signature du bénéficiaire	
Registre d'arrivée N°	Timbre du bureau payeur 

COUPON AP N°		Autorisation de paiement n°		REPLACEMENT D'UN MANDAT DE REMBOURSEMENT INTERNATIONAL		R 10
Expéditeur				Colis postaux ou envois de la poste aux lettres		
N° du dossier		N° du dossier		Bureau de dépôt de l'envoi		
Montant en chiffres arabes		Montant en chiffres arabes				
Envoi n°		Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins		Pays de destination de l'envoi		
Bureau						
Date du dépôt		Nom et prénoms du bénéficiaire		Envoi n°		
Destinataire de l'envoi		Rue et n° ou n° du CCP		Date du dépôt		
		Lieu de destination ou centre de chèques postaux		Somme encaissée		
		Pays de destination				
Timbre du service d'émission		Timbre du service d'émission		N° du mandat		Indications de service
				Bureau d'émission		
				Signature de l'agent		
				Date		

Remboursements, Washington 1989, art. RE 601, par. 3 – Dimensions 148 x 105 mm, couleur vert clair

R 10 (verso)	
Remplacement d'un mandat de remboursement	Cadre réservé au service des chèques postaux
Quittance du bénéficiaire Reçu la somme indiquée d'autre part Lieu et date Signature du bénéficiaire	
Registre d'arrivée N°	Timbre du bureau payeur 

Administration des postes d'origine

R 11

RÉCLAMATION

Montant d'un remboursement non parvenu au bénéficiaire

Service d'origine	Références
-------------------	------------

1. Renseignements à fournir par le service d'origine de l'envoi

Nature de l'envoi			
<input type="checkbox"/> Lettre	<input type="checkbox"/> Imprimé N°	<input type="checkbox"/> Petit paquet	<input type="checkbox"/> Non recommandé N°
<input type="checkbox"/> Recommandé	<input type="checkbox"/> Colis ordinaire N°	<input type="checkbox"/> Lettre avec valeur déclarée	
Poids de l'envoi			
Mentions spéciales			
<input type="checkbox"/> Avion	<input type="checkbox"/> Exprès	<input type="checkbox"/> S.A.L.	<input type="checkbox"/>
Date de dépôt de l'envoi		Montant du remboursement	
Nom et adresse de l'expéditeur de l'envoi (bénéficiaire du montant du remboursement)			
.....			
.....			
N° de CCP			
Nom et adresse du destinataire de l'envoi contre remboursement			
.....			
.....			
L'envoi contre remboursement était accompagné d'une formule			
<input type="checkbox"/> R 3	<input type="checkbox"/> R 4	<input type="checkbox"/> R 6	<input type="checkbox"/> R 7
			Date
Selon les indications du réclamant, l'envoi aurait été délivré le			

2. Renseignements à fournir par le service de destination de l'envoi

L'envoi désigné ci-dessus a été livré à l'ayant droit le		Date
Le montant du remboursement	Date	N° du mandat
<input type="checkbox"/> a été transmis à l'expéditeur de l'envoi		
<input type="checkbox"/> a été transmis au bureau de chèques postaux de		
<input type="checkbox"/> est transmis par mandat ci-joint		
<input type="checkbox"/> Un duplicata a été établi le		


Timbre du service et signature



3. Renseignements à fournir par le bureau de destination au titre de liquidation du montant du remboursement
(bureau de poste ou de chèques postaux)

R 11 (verso)

Le montant du remboursement	Date
<input type="checkbox"/> a été payé au bénéficiaire	
<input type="checkbox"/> a été inscrit au crédit du CCP n°	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	

Timbre du service et signature


Autres communications
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Index alphabétique

Observation. – Les chiffres et lettres en petits caractères placés au-dessus de la ligne renvoient aux paragraphes et lettres des divers articles.

Remboursements	Arrangement Art.	Règlement Art.
Admission. Catégories d'envois admis	—	201, 301 ¹ , 502 ¹
Annulation ou modification du montant	3 ⁴	305, 404 ¹
Application de la Convention et de certains Arrangements	3 ⁴ , 4 ¹ , 8 ^{2,3} , 9 ¹	901
Approbation des propositions	9 ²	—
Arrangements. Application de certains —	4 ¹ , 8 ^{2,3} , 9 ¹	901
Autorisation de paiement	—	601 ^{1,2}
Bulletin de versement	—	303 ⁵ , 401 ⁶ , 402 ⁴ , 404 ^{1b}
— d'expédition	8 ^{4b}	301, 302 ² , — 303 ^{5,6} , 402 ¹
Bureaux d'échange	—	501, 502 ^{1,6}
Catégories d'envois contre remboursement	—	201, 301 ¹ , 401 ⁵ , 502
Colis de remboursement	8 ^{4b}	301 ¹ , 302 ²
Comptabilité	7	701, 702
Conditions d'admission	—	201
— d'échange	—	201
Convention. Application de la —	3 ⁴ , 4 ¹ , 8 ^{2,3} , 9 ¹	901
Conversion	—	401
Délais	6 ² , 8 ^{2c,3}	402 ³ , 403
Destruction ou remplacement des titres de paiement	—	404
Différences	—	402 ¹ , 404 ^{1a}
Durée de l'Arrangement et du Règlement	9 ³	903
Echange. Bureaux d'—	—	501, 502 ^{1,6}
— Conditions	—	201
— Modes d'—	5	—
Envois. Catégories	—	201, 301 ¹ , 401 ⁵ , 502
— Indications à porter sur les —	—	301
Etablissement des comptes	7	701, 702
Etiquettes	—	302, 303 ³
Formules à joindre aux envois	—	303
— à l'usage du public	—	202
— Liste des —. Voir page 170	—	—
Franchise	—	502 ⁰
Indemnité	8 ^{2,3}	—
Indications à porter sur les envois et sur les bulletins d'expédition	—	301
Inscription en compte courant postal	2 ^{2a} , 8 ¹	303 ² , 405 ²
Interdictions	—	301 ¹
Irrégularités	—	402, 503 ¹

	Arrangement Art.	Règlement Art.
Liquidation des sommes encaissées	3 ⁴	305 ³
Mandats de remboursement. Destruction, etc.	—	404
— Autorisation de paiement. Visa pour date	—	601 ^{1, 2}
— Comptabilité	7	701, 702
— Délai de prescription	6 ²	—
— Destruction, etc.	—	404
— non encaissés	—	503 ³ , 601
— non parvenus aux bénéficiaires	—	601
— non payés	6 ²	601
— Paiement	6	402 ² , 403
— Réexpédition	—	401 ³ , 405
— Renvoi	—	403
— Transmission (par avion ou par voie de surface)	4 ²	—
— Visa pour date. Autorisation de paiement	—	601 ^{1, 2}
Mandats de remboursement échangés au moyen de listes. Dispositions		
particulières aux —	—	501, 702
— Comptabilité	7	701, 702
— Etablissement	—	502
— Listes spéciales	—	502 ⁸
— non encaissés	—	601
— non remis	—	601
— Paiement	6	402 ² , 403
— Rectification	—	503 ¹
— Transmission	—	502
— Vérification	—	503 ¹
Mandats de versement-remboursement	3 ^{2, 3}	401 ⁴
Maximum du remboursement	3 ² , 4 ^{3a}	—
Mise à exécution et durée de l'Arrangement et du Règlement	—	903
Modes d'échange	5	304
— de règlement	2	—
Modification ou annulation du montant	3 ⁴	305, 404 ¹
Monnaie	3 ¹	301 ² , 303 ¹ , 401 ¹ , 405 ²
Non-encaissement	—	503 ³ , 601
Non-paiement au bénéficiaire	6 ²	601
Objet de l'Arrangement	1	—
Paiement	6	402 ² , 403
Propositions	9 ²	—
Réclamations	8 ^{2c}	—
Réexpédition	—	401 ³ , 405
Règlement des comptes	7	701, 702
— Modes de —	2	—
Remplacement ou destruction des titres de paiement	—	404
Rémunération de l'Administration de destination	4 ^{3a} , 7	701 ³ , 702 ³
Renseignements à fournir par les Administrations	—	902
Responsabilité	8	—
— Délai de paiement des sommes encaissées ou de l'indemnité	8 ³	403
— Détermination	8 ⁴	—
— Etendue	8	—

	Arrangement Art.	Règlement Art.
– Exceptions au principe de la –	8 ²	–
– Indemnité	8 ^{2,3}	–
– Perte de l'envoi	8 ³	–
– Principe	8 ¹	–
– Recours	8 ³	–
– Restitution	8 ⁵	–
– Retards	8 ¹	–
Taux de conversion	–	401
Taxes	3 ^{3,4}	401 ²
Traitement des irrégularités	–	402
– des titres de paiement	–	401
Transmission du montant encaissé	2 ²	401
Transmission des envois de la poste aux lettres non recommandés, grevés de remboursement	–	304
Versement à un compte courant postal	2 ² , 3 ^{1,4,5} , 6 ²	303, 401 ^{5,6}
Virement à un compte courant postal	2 ² , 3 ^{1,4,5} , 6 ²	303, 401 ^{5,6}
Visa pour date. Autorisation de paiement	–	601 ^{1,2}
– télégraphique	–	305 ^{2,3}

Décisions autres que celles modifiant les Actes

Services financiers postaux

Autres décisions du Congrès de Washington 1989 en relation avec les Arrangements concernant les services financiers postaux (1)

1) La liste complète des décisions du Congrès de Washington 1989 autres que les modifications des Actes est reproduite dans l'ordre numérique de celles-ci aux pages 423 à 426 du tome III/1 des Documents de ce Congrès.

Résolution C 3/1989

Arrangements des services financiers postaux et abonnements aux journaux et écrits périodiques supprimés. Possibilité de leur maintien ou de leur réintroduction

Le Congrès,

constatant

que les Pays-membres de l'UPU, soit ne participent pas aux services des bons postaux de voyage, des chèques postaux de voyage, des valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux, des recouvrements, de l'épargne ou des abonnements aux journaux et écrits périodiques, soit exécutent ces services sur la base d'arrangements bilatéraux fort différents les uns des autres,

estimant

que, dans ces conditions, la réglementation de ces services par l'UPU n'est plus justifiée,

décide

- 1° de supprimer dans l'Arrangement concernant les mandats de poste les dispositions concernant les bons postaux de voyage;
- 2° de supprimer dans l'Arrangement concernant le service des chèques postaux les dispositions sur les «Chèques postaux de voyage» et celles concernant le «Règlement par virement des valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux»;
- 3° de supprimer l'Arrangement concernant les recouvrements, l'Arrangement concernant le service international de l'épargne et l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques;
- 4° de laisser toutefois aux Administrations la possibilité de maintenir ou de réintroduire ultérieurement entre elles tout ou partie des dispositions régissant les services précités,

charge en conséquence

le Bureau international de diffuser, par voie de circulaire, lorsque le besoin s'en fait sentir et à la demande des pays intéressés, la liste des pays participant à ces services, ainsi que certains renseignements de portée générale.

(Proposition 05, Commission 8, 1^{re} séance)

Décision C 51/1989

Télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN)

Le Congrès

décide

de mettre en application la disposition de l'article RE 303, paragraphe 6, relative à la mention des sommes en chiffres, puis en toutes lettres dans les télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN) le 1^{er} juillet 1990.

(Proposition 6000.2, Commission 8, 2^e séance)

Décision C 94/1989

**Utilisation d'autres moyens de transmission de fonds
des services financiers postaux**

Le Congrès

charge

le Conseil exécutif d'effectuer une étude sur la possibilité d'utiliser d'autres moyens de transmission de fonds des services financiers postaux plus rapides et moins onéreux et de communiquer le résultat de cette étude aux Administrations postales pour exploitation.

(Commission 8, 4^e séance)

